

Révision du P.O.S en P.L.U.  
Plan Local d'Urbanisme

COMMUNE DE  
DOMPIERRE-SUR-VEYLE

RAPPORT DE  
PRESENTATION

27 juin 2011

1

Dossier d'approbation



Le Maire,  
Jean BÉRAUD

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour, Le Maire	POS approuvé le	26 avril 1985
	Révision prescrite le	19 janvier 2007
(Nom, Prénom Qualité)	Révision arrêtée le	7 septembre 2010
Pour copie conforme,	Révision approuvée le	27 juin 2011
Le Maire		



R. BENOIT, architecte D.P.L.G. Urbaniste - P GAUDIN, paysagiste D.P.L.G. -  
D. GOUIN, Architecte d'intérieur - SMC Atelier du Triangle  
Espace entreprises Mâcon Loché - 128 rue Pouilly-Vinzelles, 71 000 MACON -  
Tel : 03 85 38 46 46, fax : 03 85 38 78 20, E-mail : atelier.triangle@wanadoo.fr

S.C.P. BOUILLHOL, BERNARD et RAMEL - Architectes D.P.L.G. - Urbaniste - Paysagiste  
117 bis rue Marietton - 69009 LYON - Tel : 04-78-83-61-87 - Fax : 04-78-83-64-62  
5 a, route de Saint-Maurice-de-Gourdans - 01800 MEXIMIEUX - Tel : 04-74-61-11-33



## SOMMAIRE DU RAPPORT DE PRESENTATION

### 1<sup>ère</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DANS SON ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF

<b>I. ANALYSE DE L'ETAT ACTUEL DE LA COMMUNE .....</b>	<b>10</b>
<b>II. LA SITUATION ADMINISTRATIVE .....</b>	<b>12</b>
<b>III. SITUATION DEMOGRAPHIQUE .....</b>	<b>20</b>
III.1. Démographie et évolution de la population totale .....	20
III.2. Analyse de l'évolution de la population par tranche d'âge. ....	22
III.3. Structure des ménages .....	23
III.4. Les actifs .....	24
<b>IV. ACTIVITES NON AGRICOLES .....</b>	<b>25</b>
<b>V. ACTIVITES AGRICOLES .....</b>	<b>27</b>
<b>VI. HABITAT .....</b>	<b>31</b>
VI.1. Evolution et répartition du parc de logements.....	32
VI.2. Caractéristique des résidences principales .....	33
VI.3. Le Programme Local de l'Habitat.....	35
VI.4. Le logement social.....	36
VI.5. Statut d'occupation des résidences principales .....	37
<b>VII. LES RESEAUX.....</b>	<b>38</b>
VII.1. Eau potable .....	38
VII.2. Assainissement .....	38
VII.3. Ordures ménagères.....	42
<b>VIII. PRINCIPAUX SERVICES ET EQUIPEMENTS PUBLICS.....</b>	<b>43</b>
VIII.1. Equipements publics.....	43
<b>IX. LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION .....</b>	<b>45</b>
IX.1. Hiérarchisation des réseaux : .....	45
Autoroute.....	45
IX.2. Modes de déplacements doux.....	47
IX.3. Stationnements et transports en commun : .....	49
Stationnements : .....	49
<b>X. CAPACITES DE REMPLISSAGE ISSUES DU POS.....</b>	<b>51</b>
<b>XI. SERVITUDES REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>54</b>

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : ANALYSE PAYSAGERE DE LA COMMUNE ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

<b>I. ANALYSE DU PAYSAGE.....</b>	<b>57</b>
<b>II. GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL.....</b>	<b>78</b>
II.1. Climat.....	79
II.2. Géologie.....	79
II.3. Topographie.....	80
II.4. Qualité de l'air.....	80
II.5. Faune et flore.....	81
II.6. Inventaires et classements.....	82
II.6.1. ZNIEFF.....	82
II.6.2. NATURA 2000.....	84
II.6.3. ZICO.....	86
<b>III. HYDROLOGIE .....</b>	<b>87</b>
III.1. Eaux superficielles et souterraines.....	87
III.2. Qualité de l'eau .....	88
<b>IV. PRISE EN COMPTE DES RISQUES.....</b>	<b>89</b>
IV.1. Risques inondations .....	89
IV.2. Risques technologiques.....	92

## 3<sup>ème</sup> PARTIE : JUSTIFICATION DES CHOIX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU P.L.U.

<b>I. SYNTHESE DES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE .....</b>	<b>97</b>
<b>II. CONTRAINTES ET ENJEUX DU TERRITOIRE AVANT LA REVISION DU PLU98</b>	
II.1. Respect des contraintes.....	98
II.1.1. Les dispositions globales d'aménagement.....	98
II.1.2. Les servitudes d'utilité publique.....	98
II.1.3. Les risques technologiques .....	99
II.2. Les enjeux sur la commune .....	100
II.2.1. Analyse du précédent POS et ses objectifs.....	100
II.2.2. Les capacités de remplissage de l'ancien POS.....	101
<b>III. LES ENJEUX ET ORIENTATIONS DU PLU .....</b>	<b>104</b>
<b>IV. CAPACITES D'ACCUEIL DU P.L.U.....</b>	<b>108</b>
<b>V. COMPATIBILITE AVEC LES NORMES SUPERIEURES .....</b>	<b>109</b>
V.1. Compatibilité avec le SCOT Bourg-Bresse-Revermont .....	109
V.1.1. Organisation de l'espace.....	109
V.1.2. Développement économique .....	110
V.1.3. Croissance du tissu urbain et déplacements.....	110
V.1.4. Mixité sociale.....	111
V.1.5. Protection des zones naturelles et des espaces agricoles.....	111
V.1.6. Préserver les paysages naturels et urbains et qualifier les entrées de ville .....	112
V.2. Compatibilité avec le PLH.....	112
<b>VI. EMLACEMENTS RESERVES.....</b>	<b>113</b>

<b>VII. JUSTIFICATION DU ZONAGE DU P.L.U.</b>	<b>114</b>
VII.1. Les zones urbaines.....	114
VII.1.1. La zone UA .....	114
VII.1.2. La zone UB et sous secteur UBa .....	115
VII.1.3. La zone UBL .....	116
VII.1.4. La zone UF et sous secteur UFp.....	117
VII.1.5. La zone UX .....	118
VII.2. Les zones à urbaniser à court, moyen et long terme .....	118
VII.2.1. Les zones 1AU .....	119
VII.2.2. La zone 2AU .....	120
VII.2.3. La zone 1AUx.....	122
VII.3. La zone agricole .....	122
VII.4. La zone naturelle .....	123
<b>VIII. SUPERFICIES DES ZONES DU POS ET DU PLU</b>	<b>125</b>
VIII.1. Superficie des zones du P.O.S.....	125
VIII.2. Superficie des zones du P.L.U. ....	125
<b>IX. ESPACES BOISES</b>	<b>126</b>

<p><b>4<sup>ème</sup> PARTIE : EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRISE EN COMPTE DE SA PRESERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR</b></p>
---

<b>I. INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>129</b>
I.1. Les milieux naturels .....	129
I.2. Incidences sur le site Natura 2000 .....	129
I.3. Incidences sur les espaces agricoles.....	130
I.4. Incidences sur l'eau. ....	130
I.5. Incidences sur l'air et les énergies, .....	131
I.6. Incidences sur le paysage.....	131
I.7. Conclusion .....	131
<b>II. PRISE EN COMPTE DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SA MISE EN VALEUR</b>	<b>132</b>
II.1. Les milieux naturels .....	132
II.2. Le paysage .....	132
II.3. Les risques naturels et technologiques .....	134

# PREAMBULE

## **I - LA PROCEDURE D'INSTRUCTION**

La révision du Plan Local d'Urbanisme de Dompierre sur Veyle a été mise en place par délibération du Conseil Municipal du 19 janvier 2007.

**La procédure a été conduite dans le cadre de la loi du 7 juillet 1983 portant décentralisation en matière d'urbanisme et sur les nouvelles bases de la loi SRU du 13 décembre 2000.**

Les dispositions retenues sont l'œuvre du groupe d'études chargé de la révision du P.L.U. et composé comme suit :

### **Services d'état associés :**

- Monsieur le Préfet de l'Ain,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement
- Monsieur le Délégué régional à l'Environnement.

### **Personnes publiques associées autres que l'Etat :**

- Monsieur le Président du Conseil Régional Rhône-Alpes
- Monsieur le Président du Conseil Général de l'Ain
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ain

- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Ain
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de l'Ain

**Personnes consultées :**

- Mairie de Lent
- Mairie de La Tranclière
- Mairie Druillat
- Mairie de Villette-sur-Ain
- Mairie de Châtenay
- Mairie de St-Nizier-le-Désert
- Président du syndicat Mixte en charge du SCOT Bourg-Bresse-Revermont
- Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse

Lorsque le projet sera arrêté par le Conseil Municipal, il sera adressé pour avis à l'ensemble de ces personnes. Il sera ensuite procédé à l'enquête publique puis à l'approbation du P.L.U. (éventuellement modifié pour tenir compte des remarques recueillies).

Le Plan Local d'Urbanisme est ainsi élaboré à **L'INITIATIVE ET SOUS LA RESPONSABILITE DE LA COMMUNE.**

Il doit cependant être compatible avec les prescriptions nationales ou particulières, les schémas globaux d'aménagement, respecter les servitudes d'utilité publique ainsi que les dispositions nécessaires à la mise en œuvre des projets d'intérêt général.

La commission de conciliation peut être éventuellement saisie en cas de désaccords, par les personnes associées ou consultées et par les associations agréées ayant éventuellement demandé à avoir connaissance du dossier.

## **II - LE CONTENU DU P.L.U.**

Le P.L.U. comprend :

- Le présent rapport de présentation
- Le projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.)
- Des documents graphiques
- Un règlement d'urbanisme
- Des annexes

### **a) Le rapport de présentation comporte quatre parties importantes :**

- La première est une analyse de la situation actuelle dont le but est d'appréhender la situation de la commune tant au point de vue démographique qu'économique et social.
- La deuxième porte sur l'analyse paysagère et l'état initial de l'environnement du site, l'appréciation des incidences du P.L.U sur leur évolution.
- Dans la troisième partie, sont énoncés les hypothèses et les justifications de l'élaboration du P.L.U. déclinées selon les objectifs du P.A.D.D.
- La quatrième partie présente les incidences du PLU sur l'environnement et expose la manière dont le P.L.U. prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

### **b) Le projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.) :**

Il définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés par les lois « Solidarité et Renouvellement Urbain », « Urbanisme et Habitat » et "Engagement National pour le Logement", les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver et mettre en valeur la qualité architecturale et l'environnement.



**c) Les documents graphiques font apparaître :**

- Le zonage du P.L.U. ;
- Les emplacements réservés pour réalisation d'équipements publics et de voiries ;
- Les Espaces Boisés Classés définis à l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ;
- Les bâtiments situés en zone agricole faisant l'objet d'un repérage spécifique visant à permettre leur changement de destination, conformément à l'article R.123-12 du code de l'urbanisme.

**d) Le règlement :**

Il fixe les règles applicables aux terrains compris dans les diverses zones et en particulier pour chaque zone :

- La nature et l'occupation du sol :

• Constructions et établissements autorisés

• Les conditions d'occupation du sol :

• Accès voirie,

• Desserte par les réseaux

• Caractéristique des terrains

• Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives.

• Emprise au sol

• Hauteur des constructions

• Aspect extérieur

• Obligation de réaliser des aires de stationnement

• Obligation de réaliser des espaces libres, plantations et espaces boisés

• Les possibilités maximales d'occupation du sol :

• Coefficient d'occupation du sol

**d) Les annexes comprennent :**

1° Les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions de l'article L. 126-1 ainsi que les bois ou forêts soumis au régime forestier ;

2° La liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues en application du deuxième alinéa de l'article L. 315-2-1 ;

3° Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation ;

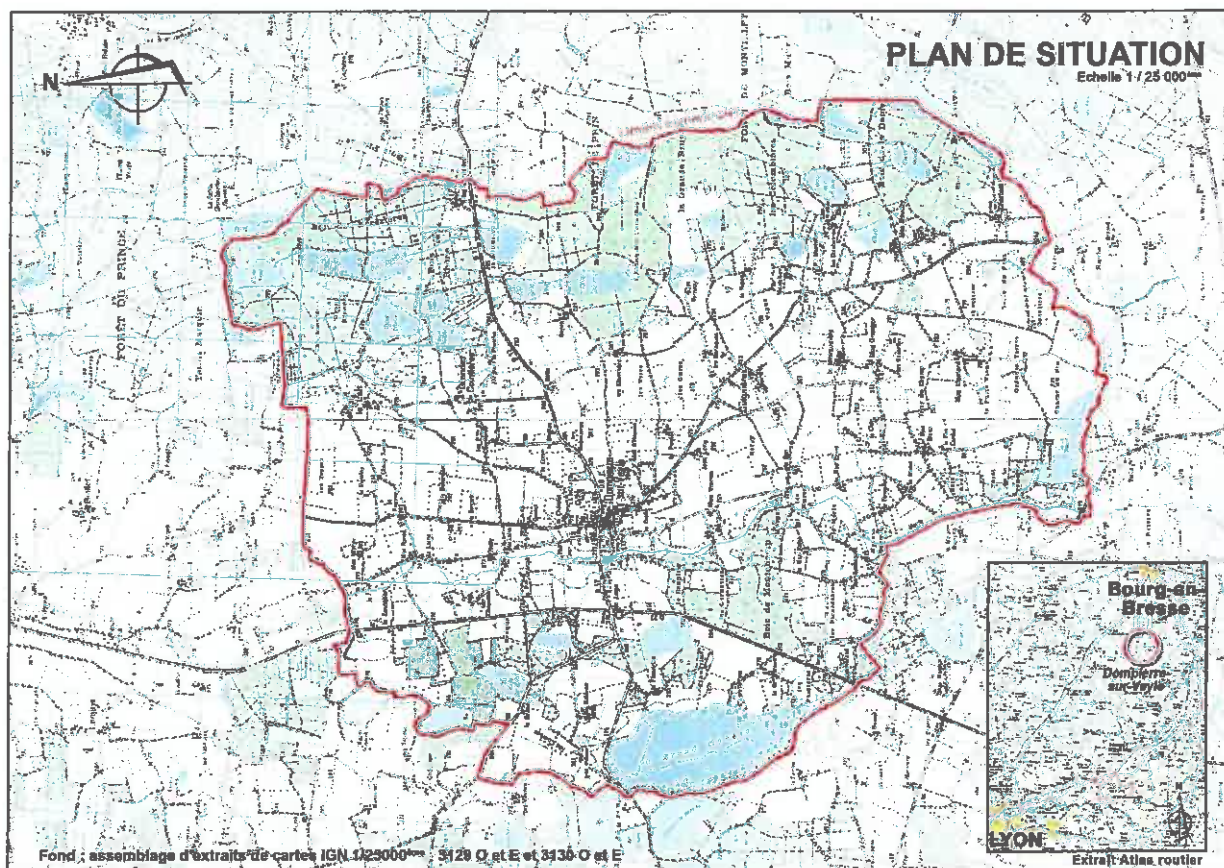
**Rappel de certains principes de la loi SRU (Art. L.121-1 du code de l'urbanisme) :**

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable,
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.

Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

## 1<sup>ère</sup> PARTIE

# DIAGNOSTIC SOCIO-CONOMIQUE DE LA COMMUNE DANS SON ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF



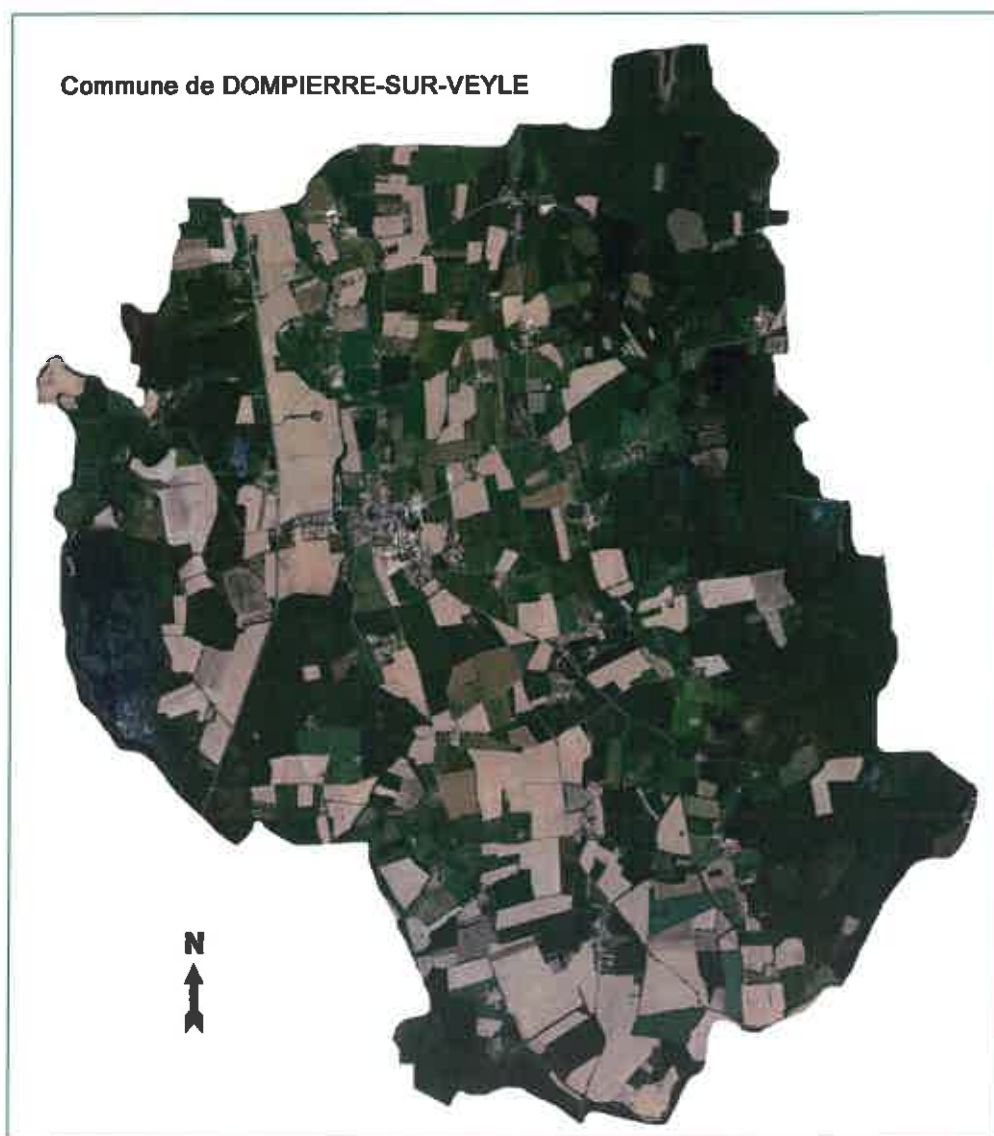
## I. ANALYSE DE L'ETAT ACTUEL DE LA COMMUNE

D'une superficie de 2910 hectares dont 1227 hectares de Surface Agricole Utile, la commune de DOMPIERRE-SUR-VEYLE se situe à l'extrême Sud de la communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse.

Géographiquement rattachée à la Dombes, Dompierre-sur-Veyle est une commune au paysage toujours entretenu par l'agriculture, dont le rôle est toujours prépondérant dans l'économie locale.

Les communes limitrophes de DOMPIERRE-SUR-VEYLE sont Chatenay, Dompierre-sur-Veyle, Saint Paul de Varax, Saint-Nizier-le-Désert, la Tranclière.

La commune de DOMPIERRE SUR VEYLE est située à 15 kilomètres de Bourg en Bresse, et à 60 km de Lyon et Mâcon.



### Composition du site.

DOMPIERRE-SUR-VEYLE est constituée d'un bourg-centre et de nombreux hameaux et habitats isolés, témoignant d'une dispersion importante de l'habitat sur le territoire communale dès lors que l'on sort du bourg.

Structuré par le croisement entre les RD22 (Nord/Sud) et RD17 (Est/Ouest), le centre bourg est organisé autour de la place de la mairie, et regroupe les principaux équipements publics (mairie, église, salle des fêtes, et anciennement l'école dont le transfert a récemment été effectué sur un nouvel équipement au Sud-ouest du bourg).

Les principaux hameaux sont :

- Les Guignières
- Le Mas Massard
- Le Mas du Lait
- Le Mas-Bonin / le Pierret
- Les Grandes Cointières
- Le Mas Vernon

La dispersion de l'habitat en zone agricole est due en partie au nombre important d'exploitations agricoles, dont plus de 30 sont encore en activité.

D'anciennes exploitations dont l'activité s'est arrêtée, restent des corps de fermes à destination d'habitat, dont le statut a pu être clarifié dans le cadre des études ayant conduit à la réalisation du P.L.U. (voir partie 3).

## II. LA SITUATION ADMINISTRATIVE

### II.1. Les structures administratives

La commune de DOMPIERRE-SUR-VEYLE s'inscrit dans le périmètre :

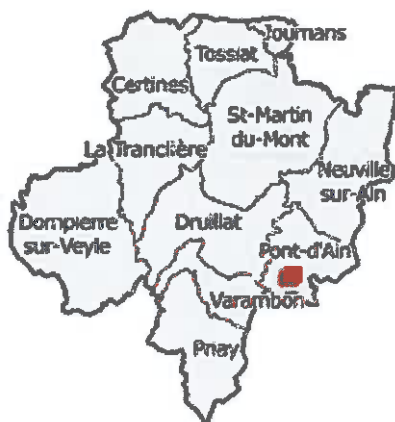
- Du **Canton de Pont d'Ain**
  - o Compétences : gendarmerie
- De la **Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse dite AGGLO.**

La Communauté de Communes du Bassin de Vie de Bourg-en-Bresse (CCBVB) s'est constituée en **décembre 1994**, succédant à un syndicat intercommunal créé en 1984.

La loi du 12 juillet 1999, dite de simplification de la coopération intercommunale crée un nouveau type de structure : les Communautés d'Agglomération, et permet la transformation des Communautés de Communes en Communautés d'Agglomération. Après un travail important de réflexion, la CCBVB a choisi en juin 2000 de **se transformer en Communauté d'Agglomération au 1er janvier 2001.**

#### ● Le Canton de Pont d'ain

Situé dans la partie au cœur du département de l'Ain, au Sud de Bourg-en-Bresse, le Canton de Pont d'Ain regroupe les communes de Certines, Dompierre-sur-Veyle, Druillat, Journans, Neuville-sur-Ain, Pont d'Ain, Priay, Saint-Martin-du-Mont, Tossiat, La Tranclière, Varambon.



<b>Population</b>	:	11	265
habitants (RGP 1999)			
<b>Superficie</b>	:	175,95 km <sup>2</sup>	
<b>Densité</b>	:	64 hab/km <sup>2</sup>	

## ● L'Agglo

Depuis le 1er janvier 2001, L'agglo est la structure de coopération intercommunale du bassin de vie de Bourg-en-Bresse.

Depuis le 28 décembre 2001, **Dompiere sur Veyle est la quinzième commune** à intégrer L'agglo, qui représente plus de 70 000 habitants.

### - L'économie : **PROMOBOURG**

Le développement économique est la **compétence première** de la Communauté d'Agglomération. L'agglo entend stimuler l'attractivité du territoire et conforter l'essor des entreprises déjà installées. L'objectif est double :

- **Accueillir de nouvelles entreprises sur le territoire**, qu'elles viennent de l'extérieur ou qu'elles soient issues de projets portés par des créateurs locaux,
- **Répondre aux demandes des entreprises déjà implantées** dès lors qu'elles entendent se développer ou se transmettre, et favoriser la création d'emplois.

### - L'aménagement et la construction : l'Agglo est notamment maître d'ouvrage de la rocade « Sud-est » comprise entre la CD 979 et la RN 75.

### - L'habitat / Gens du voyage / politique de la ville : l'Agglo s'est engagée dans l'OPAH Renouvellement Urbain, avec un objectif global de réhabilitation de 395 logements en 5 ans. Elle a également mis en place un Fonds d'action foncière et d'aide à la réalisation de logements sociaux, consistant en une aide au profit des communes et bailleurs pour la constitution de réserves foncières et la réalisation de programmes de logements sociaux.

### - Déplacements : l'Agglo définit la politique générale des transports publics et le niveau de service à offrir pour répondre aux besoins des habitants. Elle détermine la politique d'investissement et les réalise. Elle fixe également la grille tarifaire du réseau.

- Equipements de loisirs : Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'Agglo assure notamment la gestion de l'équipement « Carré d'eau », centre nautique, ainsi que de la piscine « Plein Soleil » et de la forêt de Seillon, déclarée d'intérêt communautaire.
- Environnement : Cette compétence (gestion des déchets ménagers et assimilés (activités artisanales, commerciales, professions libérales) appelés DMA produits sur son territoire) est assurée par l'Agglo depuis le 1<sup>er</sup> mai 1984 en ce qui concerne le traitement et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 pour la partie collecte.  
La compétence « traitement des déchets » de L'agglo a été déléguée le 15 octobre 2001 au syndicat mixte de traitement ORGANOM qui regroupe 17 EPCI de l'AIN.
- Les services aux communes et à la population : Les statuts de la Communauté d'Agglomération prévoient l'apport de services aux communes, et notamment une assistance dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement. Cette mission a été confiée à un prestataire extérieur : elle peut par exemple porter sur l'accompagnement d'opérations « cœur de village » ou l'assistance aux élus pour conduire l'aménagement de certaines zones d'activité ou de quartiers d'habitat. L'agglo intervient aussi en matière d'assistance informatique : elle s'occupe de la maintenance au niveau du logiciel de comptabilité et dépanne les communes membres sur leur matériel informatique.

## **II.2. Les documents-cadre de l'urbanisation**

### **● Le Schéma de Cohérence Territoriale**

Le syndicat mixte du **SCOT BOURG-EN-BRESSE-REVERMONT** a été créé par arrêté du 20 décembre 2002, et rendu exécutoire depuis le 25 mars 2008.

A l'initiative de la Communauté d'Agglomération de BOURG-EN-BRESSE, un SCOT a été mis en place dans le périmètre de l'aire d'influence de la ville de BOURG-EN-BRESSE. Celui-ci comprend les structures intercommunales suivantes :

- Communauté d'Agglomération de BOURG-EN-BRESSE
- Communauté de communes de MONTREVEL-EN-BRESSE
- Communauté de communes de la Vallière
- Communauté de communes de Treffort-en-Revermont



- Communes de Biziat, Chanoz-Châtenay, Chaveyriat, Condessiat, Mézeriat, Neuville-les-Dames, Saint-Julien sur Veyle, Sulignat et Vonnas
- Communauté de communes Bresse Dombes Revermont.

Le SCOT comprend au total 68 communes et 110 000 habitants.

L'évolution démographique fixée prévoit l'accueil de 25 000 habitants, entre 2008 et 2028, sur l'ensemble du territoire du SCOT, répartis dans les communes en fonction du niveau d'armature.

La population de 2028 avoisinera donc 145 000 habitants.

Le parti d'aménagement retenu pour le Projet d'Aménagement et de Développement Durable propose *un développement maîtrisé et structuré du territoire*, qui se fonde sur les principes suivants :

### **1. Développer le territoire en organisant sa croissance démographique et économique**

Il s'agit d'un choix volontariste pour générer une croissance démographique plus importante que celle qui serait attendue par la seule poursuite des tendances passées. En parallèle, la poursuite et le renforcement du développement économique du territoire vont de pair avec cette option ambitieuse.

### **2. Structurer le territoire autour d'une armature territoriale**

Le SCOT a pour objectif de conforter l'unité urbaine composée des 4 communes de Bourg en Bresse, Péronnas, Saint Denis les Bourg et Viriat, et de développer un réseau de pôles structurants.

Cette structuration est conçue de manière à lier simultanément l'urbanisation, les transports et tout particulièrement les transports publics, et enfin l'offre de services et d'équipements.

	Croissance	Part de la croissance
Unité urbaine	+ 10 000 habitants	40%
Pôles structurants	+ 5 000 habitants	20%
Pôle local équipé et desservi en Transport en commun	+ 2 000 habitants	8%
Pôles locaux de base et communes rurales	+ 8 000 habitants	32%
<b>TOTAL</b>	<b>25 000 habitants</b>	<b>100%</b>

La commune de DOMPIERRE-SUR-VEYLE est considérée comme « Pôle local ». Les caractéristiques du développement à venir à DOMPIERRE-SUR-VEYLE sont principalement, pour le SCOT :

- maîtriser la croissance démographique, tout en l'organisant au mieux : le SCOT projette une croissance pour les vingt prochaines années à la hauteur de la moyenne du territoire et qui garantisse une agriculture vivante et des paysages de qualité.
- les communes rurales sont avant tout des communes résidentielles, qui pour la plupart ont connu une croissance importante sur les dernières années. Elle a été consommatrice d'espaces agricoles et naturels et a généré un foisonnement de déplacements et de demandes dispersées de services et équipements.

Concernant le logement social, la règle est la suivante pour DOMPIERRE-SUR-VEYLE : réaliser de l'ordre de 15 % des logements neufs en réhabilitation ou en extension urbaine, en tenant compte de l'offre existante. La commune a choisi de réaliser dans les secteurs d'urbanisation future entre 15 et 25% de logements sociaux.

### **3. Maîtriser la consommation de l'espace et préserver les milieux naturels et les paysages**

Deux directions sont données : maintenir la qualité du territoire et ses ressources, et privilégier des formes urbaines peu consommatrices d'espace.

Des valeurs-cibles de consommation d'espace en hectare, sont définies par commune, en fonction de leur place dans l'armature territoriale. Pour Dompierre-sur-Veyle, la valeur-cible est de 12 ha en extension avec une rétention de 2.

Des objectifs de densité sont énoncés, à l'intérieur du tissu urbain, et en extension du tissu urbain. Pour Dompierre-sur-Veyle : 10 logements/hectare dans le tissu en extension.

- Pour protéger et mettre en valeur les espaces environnementaux sensibilisés, les principes suivants sont préconisés :

- interdire toute urbanisation nouvelle dans les espaces naturels majeurs
- subordonner toute extension des zones urbanisées dans les espaces naturels secondaires à une étude d'impact sur l'environnement et les paysages
- protéger les corridors biologiques.

Il est à préciser que, pour le cas de Dompierre-sur-Veyle, le POS existant prévoyait d'ores et déjà de contenir la consommation spatiale, et a surtout engendré des constructions dans le bourg ou en continuité immédiate de celui-ci.

Ce développement était, avant même l'avènement de la loi SRU, précurseur des principes d'économie d'espace et de proximité aux services et équipements publics pour les nouveaux développements urbains.

### ● **Le Contrat de Développement Durable Rhône-Alpes (CDDRA)**

L'agglomération est partenaire d'un projet de développement du territoire à travers le Contrat Global de Développement signé avec la Région Rhône-Alpes.

Dans le cadre du renouvellement de ce partenariat, le Conseil Communautaire a décidé l'engagement de L'agglomération dans la procédure d'élaboration d'un Contrat de Développement Durable Rhône-Alpes (CDDRA) ainsi que dans celle d'un contrat d'agglomération.

Le CDDRA dont le périmètre comprend **8 intercommunalités**, est porté par l'Association du Bassin de Vie de Bourg-en-Bresse qui regroupe les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale concernés. Les représentants des intercommunalités forment le Comité de Pilotage qui est élargi aux élus régionaux, départementaux et au Président du Conseil Local de Développement.



## ● **Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse**

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux définit ce que doit être un aménagement et une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin.

Il est un document de planification ayant une certaine portée juridique, dans la mesure où il est opposable à l'administration, et on ses orientations en matière de gestion de l'eau, notamment les objectifs de quantité et de qualité des eaux s'imposent aux acteurs intervenant dans le domaine de l'eau.

### Le SDAGE :

- Délimite le périmètre des sous-bassins correspondant à une unité hydrographique
- Fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin
- Définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre

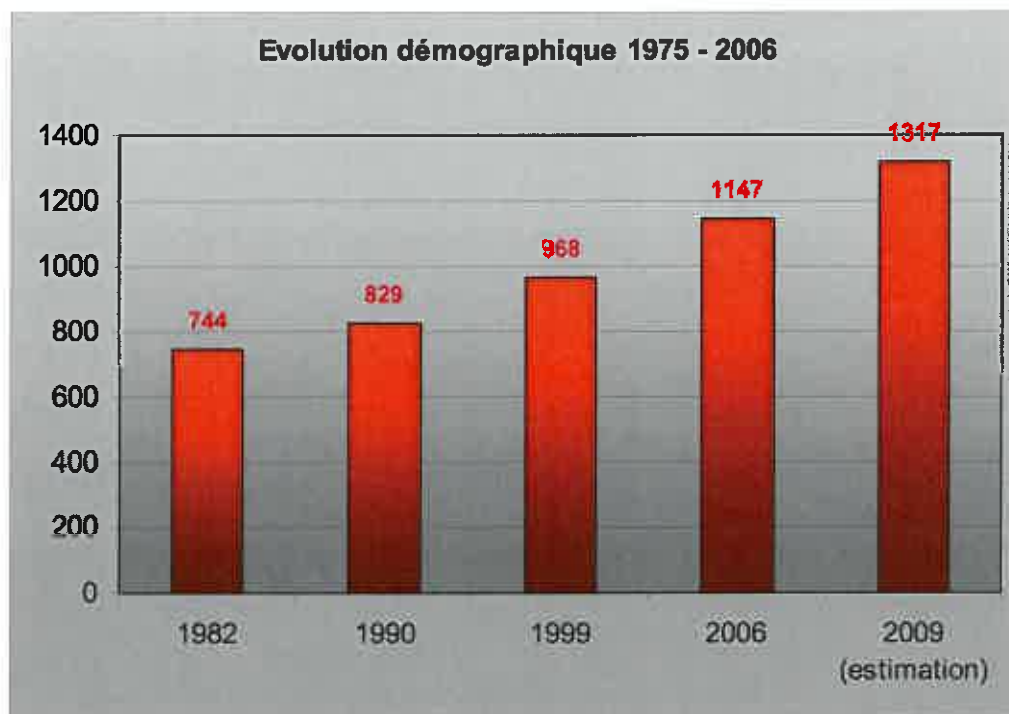
Le SDAGE est élaboré à l'initiative du Préfet par le Comité de Bassin, qui définit 10 orientations fondamentales et précise les mesures opérationnelles ainsi que leur mise en œuvre :

- Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution
- Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usagers
- Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines
- Mieux gérer avant d'investir
- Respecter le fonctionnement naturel des milieux
- Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables
- Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés
- S'investir plus efficacement dans la gestion des risques
- Penser à la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire
- Renforcer la gestion locale et concertée

La commune n'appartient en revanche à aucun S.A.G.E, déclinaison locale du S.D.A.G.E.

### III. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

#### III.1. Démographie et évolution de la population totale



##### **Rythme d'évolution de la population depuis 1975 :**

- De 1975 à 1982 de + 18,7 % (+117 personnes)
- De 1982 à 1990 de + 11,4 % (+85 personnes)
- De 1990 à 1999 de + 16,8% (+ 139 personnes)
- De 1999 à 2009 de + 36,0% (+ 349 personnes)

La commune a connu une croissance démographique constante depuis 1975, et particulièrement forte depuis 1999, la population communale s'étant accrue de 36 % entre 1999 et 2009.

Si l'on considère les chiffres depuis 1975, il apparaît que la population a plus que doublé, passant de 627 à 1317 habitants en 34 ans.

Cette réalité est à appréhender au vu des variations démographiques depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, la population locale ayant évolué selon les périodes entre 618 et 1178 habitants entre 1793 et 1999.

La croissance annuelle moyenne de la population communale entre 1999 et 2009 a été de 3,1 %, ce qui est particulièrement important pour une commune de typologie rurale.

### Tableau d'analyse des mouvements démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,7	+2,4	+1,3	+1,7	+2,5
- due au solde naturel en %	+0,0	-0,3	+0,0	+0,3	+0,5
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	+2,6	+1,4	+1,5	+1,9
Taux de natalité en ‰	13,5	10,5	12,3	11,6	13,6
Taux de mortalité en ‰	13,9	13,2	12,8	9,9	8,1

Sources : Insee, RP1968 à 1990 recensements -  
RP1999 et RP2006 exploitations principales - État civil.

Alors qu'elle était négative entre 1968 et 1975, la variation annuelle de la population a connu des valeurs systématiquement positives depuis 1975, forte jusqu'en 1982 puis plus faible jusqu'en 1999, date à partir de laquelle cette variation annuelle a dépassé son taux maximal atteint entre 1975 et 1982, pour atteindre 2,5%.

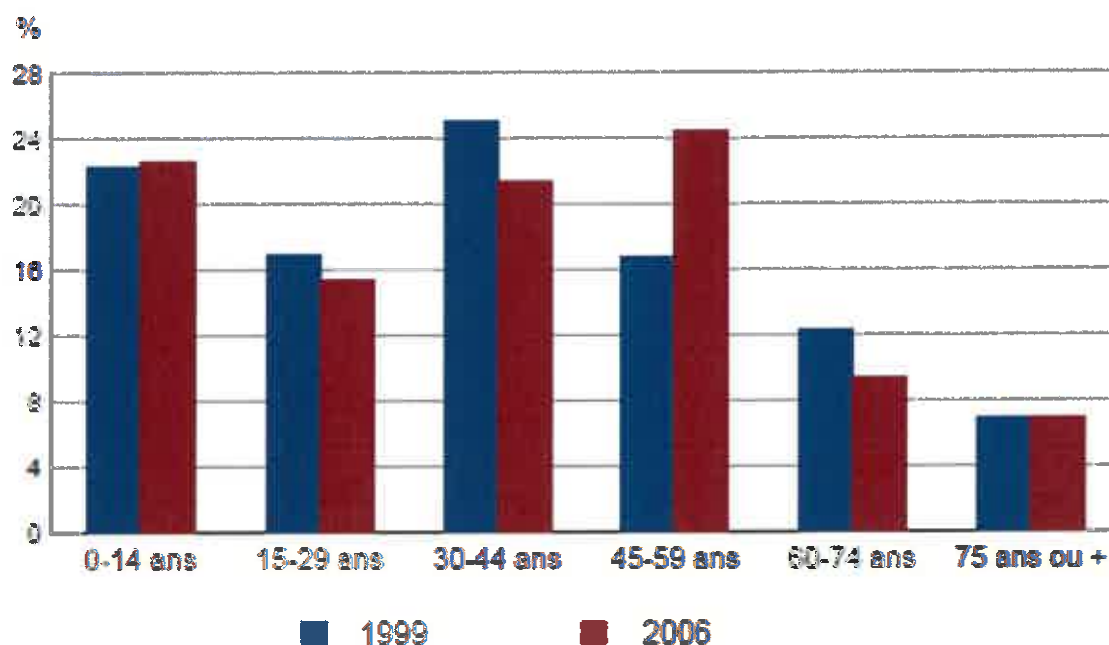
Cette évolution est principalement due au solde migratoire, lequel pèse bien plus que le solde naturel, dont la part dans la variation annuelle de la population est pourtant en augmentation constante depuis 1990.

### Population par sexe et âge en 2006

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>575</b>	<b>100,0</b>	<b>572</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	138	24,0	122	21,3
15 à 29 ans	90	15,6	86	15,1
30 à 44 ans	125	21,8	120	20,9
45 à 59 ans	140	24,3	141	24,6
60 à 74 ans	50	8,7	57	10,1
75 à 89 ans	32	5,5	45	7,9
90 ans ou plus	1	0,2	1	0,2
0 à 19 ans	175	30,4	159	27,8
20 à 64 ans	341	59,2	336	58,8
65 ans ou plus	59	10,3	77	13,4

Source : Insee, RP2005 exploitation principale.

### **III.2. Analyse de l'évolution de la population par tranche d'âge.**



*Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.*

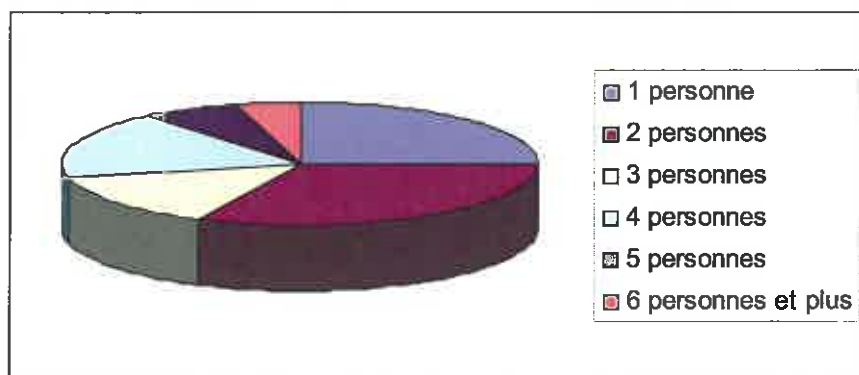
Les principales évolutions de la population de Dompierre-sur-Veyle en termes de tranches d'âges tiennent en une baisse significative de la part des catégories plutôt jeunes (15-29 ans et 30-44 ans) et plutôt âgées (60-74 ans) au profit d'un accroissement du poids de la catégorie des 45-59 ans, qui est passée de 17% à 25% de la population en 7 ans.

Les catégories extrêmes, quant à elles, ont connu une stagnation.

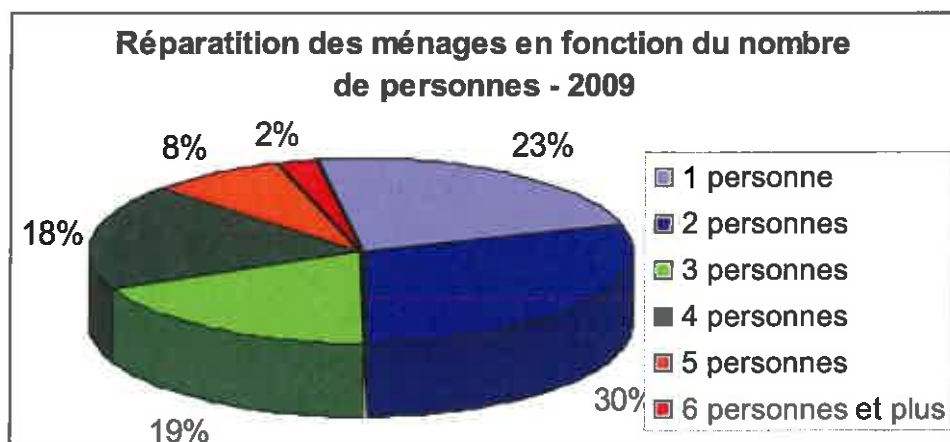
S'il n'est à proprement parler pas possible de parler de vieillissement de la population, il est néanmoins important de tenir compte du fait qu'une part importante de la population entrera dans la catégorie 60-74 ans, et que ce vieillissement pourrait être plus présent dans les années à venir.



### III.3. Structure des ménages



Source : RGP 1999



Source : Mairie de Dompierre-sur-Veyle

En 2009, les ménages de 1 et 2 personnes représentent à eux seuls 53 % de l'ensemble des ménages de la commune, ce qui est très important pour une commune rurale, dont la majorité des logements sont des maisons individuelles et fermes, qui par définition sont des logements susceptibles d'accueillir au moins 3 à 4 personnes.

Dans le département de l'Ain, la part des ménages sans enfant (soit 1 à 2 personnes) est de 43,4 %, soit un chiffre inférieur de 10 points à celui de Dompierre-sur-Veyle, la taille moyenne des ménages étant de 2,4 en 2006.

### III.4. Les actifs

#### Population active

##### **EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité**

	2006	1999
<b>Ensemble</b>	<b>752</b>	<b>600</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>75,3</b>	<b>72,5</b>
dont :		
actifs ayant un emploi en %	69,6	66,5
chômeurs en %	5,7	6,0
<b>Inactifs en %</b>	<b>24,7</b>	<b>27,5</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,8	10,8
retraités ou préretraités en %	8,3	6,5
autres inactifs en %	8,7	10,2

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

La population active a fortement progressé sur le territoire communal entre 1999 et 2006, puisque cette progression s'élève à +25%.

La part des chômeurs, dans le même temps, a diminué dans des proportions bien moindres, passant de 6,0% en 1999 à 5,7% en 2006, ce qui est proche du chiffre départemental, situé à 5,8%.

Ce chiffre masque cependant une inégalité face au chômage entre les hommes et les femmes, ces dernières connaissant un taux de chômage de 11,3% en 2006 alors que celui des hommes n'est que de 4,4% la même année. Il a néanmoins baissé depuis 1999 (13,4) alors que celui des hommes est resté stable.

En comparaison avec les chiffres départementaux, le taux de chômage des femmes est supérieur (9,5% en 2006 dans l'Ain) tandis que celui des hommes est inférieur (6,2% en 2006 dans l'Ain).

#### IV. ACTIVITES NON AGRICOLES

La commune de Dompierre-sur-Veyle compte relativement peu d'activités économiques sortant du champ de l'agriculture

Néanmoins, elle compte, entre autres, 4 commerces, 14 artisans en activité, et une activité liée aux loisirs.

Répartition des activités économiques autres qu'agricoles :

- Sur le secteur du bourg : pôle de centralité des activités commerciales et de services de proximité
- Zone artisanale : 5 activités recensées, en continuité du bourg

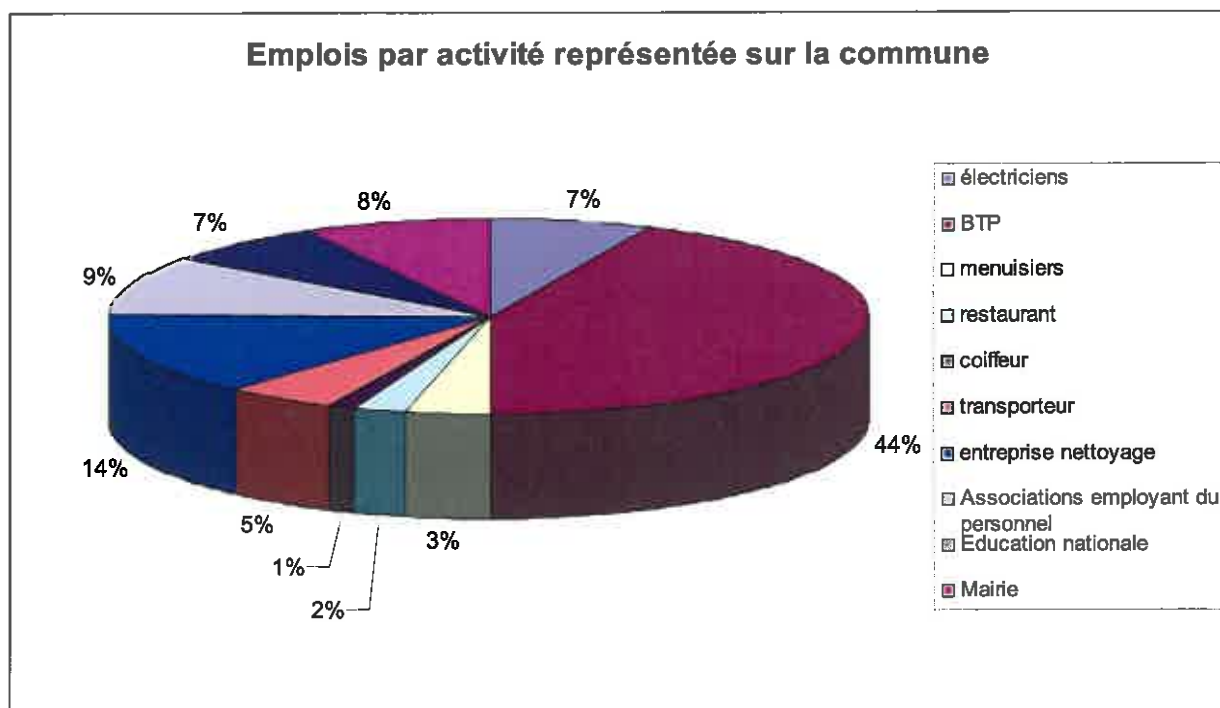
Plusieurs artisans (plomberie, zinguerie, électricité, menuiserie...) répartis sur le territoire

	2006	1999
Nombre d'emplois dans la zone	171	130
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	529	402
Indicateur de concentration d'emploi	32,3	32,3
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	64,4	58,2

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales  
lieu de résidence et lieu de travail.

Le nombre d'emplois sur la commune est passé de 130 en 1999 à 171 en 2006, soit une progression de 31%. Cependant, l'indicateur de concentration d'emploi est resté stable dans la période intercensitaire, à 32,3 %.



Source : Mairie de Dompiere-sur-Veyle - 2008

Ce graphique montre la répartition des 171 emplois offerts sur la commune, hors activité agricole, en fonction du type d'activité. Il permet de montrer qu'une très grande partie de ces emplois (44%) est issue du secteur des Bâtiments et travaux publics, secteur dont la stabilité est fluctuante par nature.

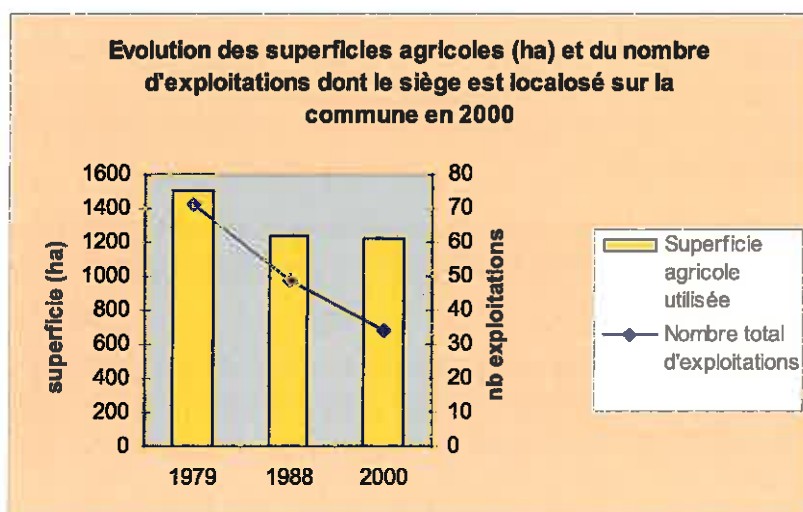
La seconde activité représentée est celle des entreprises de nettoyage (14%), suivie des associations employant du personnel (9%) et de l'administration communale (8%).

La commune de Dompiere-sur-Veyle connaît un dynamisme économique certain, à l'échelle de son positionnement de pôle local, qu'il convient de conforter. L'équilibre économique des communes rurales pouvant être fragilisé dès la fermeture d'une seule activité, il est important de veiller à orienter les implantations d'activités

## V. ACTIVITES AGRICOLES

L'agriculture est prégnante sur le territoire de Dompierre-sur-Veyle avec 1529 hectares de S.A.U. communale consacrés à cette activité, soit 53 % de la superficie du territoire. En 20 ans, le nombre des exploitations a été divisé par deux, tandis que la S.A.U. des exploitations a perdu 19%, ce qui a eu pour effet d'accroître la S.A.U. par exploitation.

On notera une légère diminution du nombre de chef d'exploitation à temps complet, puisque celui-ci est passé de 35 à 15 chefs exploitants entre 1979 et 2000, parmi lesquels 14 étaient âgés de 55 ans et plus, laissant un doute sur la pérennité d'une partie de l'activité agricole sur la commune.



Le nombre d'exploitations professionnelles a fortement diminué depuis le dernier recensement agricole. Si, en 2000, Dompierre-sur-Veyle comptait 50 exploitations, 12 seulement étaient professionnelles, contre 29 en 1979 et 19 en

1988.

Parallèlement la taille moyenne des exploitations est de 85 Ha, contre 48 Ha en 1988. 21 exploitations sur les 50 étaient en fermage en 2000.

L'activité agricole sur la commune se partageait en 2000 entre :

- terres labourables (23 exploitations sur 968 Ha, dont 21 en céréales sur 475 Ha),
- élevage bovins (14 exploitations sur 812 unités),
- élevage de volailles (14 exploitations pour 4688 unités),
- élevage équidés (14 exploitations pour 103 unités),
- élevage chèvre (chiffres non communiqués),
- élevage brebis (3 exploitations pour 15 unités).

Il est à noter par ailleurs que Dompierre-sur-Veyle est inclus dans les aires géographiques de l'AOC « volailles de Bresse ou poulet de Bresse, poularde de Bresse, chapon de Bresse », « Dinde de Bresse » et des IGP (Indications Géographiques Protégées) « volailles de l'Ain » et « Gruyère ».

Cette activité s'inscrit dans un contexte de recommandations de l'Etat concernant le secteur de la Dombes, pour ce qui relève des exploitations agricoles, et dont les objectifs poursuivis sont :

- *Assurer le bon entretien des étangs (curage, fossés, berges), du réseau hydraulique et des ouvrages de remplissage.*
- *Conservation du système d'assec et d'évolage (intérêt écologique et pour la production piscicole).*
- *Améliorer la concertation entre agriculteurs, pisciculteurs, chasseurs, propriétaires, environnementalistes et élus : réunions régulières et création de structures de concertation et de coordination. Actions de communication et de formation sur l'environnement dombiste.*
- *Améliorer les performances de la pisciculture extensive par une meilleure maîtrise technique, la démarche qualité et l'amélioration de l'organisation de la filière.*
- *Augmentation significative des prairies permanentes, plus particulièrement autour des étangs, localisation pertinente du gel PAC et reconversion des terres arables en prairie, retard de fauche, préservation des bosquets et des haies.*
- *Maîtrise de l'eau et des intrants pour les grandes cultures.*
- *Maintien des sièges d'exploitations, classement en zone A des PLU et réflexion sur des zones agricoles protégées (ZAP), aides des communes au désenclavement des sièges d'exploitations le cas échéant.*
- *Potentiel d'implantation d'exploitations diversifiées en vente directe qui ne peut s'exprimer sans une volonté locale forte et partagée par les agriculteurs et les élus.*
- *Régulation des prédateurs et nuisibles : cormoran, ragondin, rat musqué, corneille notamment*



2. **Содержание**

Categorias	1978		1983		2000		Superficie agrícola por hectárea (ha)		(1)
	1978	1983	1983	2000	1983	2000	1983	2000	
Cultivos profesionales (2)	28	18	12	59	42	125			
- Otros agricultores	42	31	22	10	11	10			
- Otros ganaderos	71	50	31	25	34	36			
Totales agrícolas	141	99	65	94	86	82			
Explotaciones de BO y CE (3)	12	6	10	10	56	92			

### 3. Superficial analysis

	Pop. in 1971		Pop. in 1973		Pop. in 1975	
	1971	1973	1971	1973	1971	1973
Suburban areas (Africa)	11	41	34	1 509	240	1 227
Townships	68	42	23	803	684	940
Urban	83	47	21	886	378	428
Persons having a passport (2)	63	38	24	198	524	539
1000 persons having a passport	61	36	27	617	767	767
500 persons	29	17	12	280	300	164
Majority of more secure	58	24	16	280	171	246
On the way	"	2	12	297	234	146
Persons living at home	11	7	4	"	2	6
Persons	17	11	9	0	10	6
Persons	12	10	10	0	0	0

A. E. Freytag

	1969	1968	1969	1968	1969	1968
Total broods	40	30	14	10	596	200
Incubated	24	22	11	432	430	412
From wilds	45	30	14	2442	651	340
Various captures	31	19	8	380	599	4000
From the mainland	19	17	12	237	140	290
Trans-Island	28	8	14	83	67	193
Cebu	11	4	5	33	24	103
Zamboanga	8	7	2	180	38	5
Other provinces	14	1	0	124	5	18
Total percent	3	0	0	12	0	0
From brown island	51	0	0	485	0	1551
From the coast of Luzon	3	0	0			

### 3. Moyens de production

[illegible]

## 2. Population - Main findings

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325	335	345	355	365	375	385	395	405	415	425	435
Population of the Republic of Armenia (thousands)	235	245	255	265	275	285	295	305	315	325											

**1. 30214**

Expenses		
199	199	199
199	199	199

### 3. Dimer 2:

	1979	1988	1998
1. <i>Effectif</i>	55	61	63
2. <i>Evolution (%)</i>	52	57	68
3. <i>Evolution (1979-1998)</i>	-	-	1 879
4. <i>Chiffre d'affaires (M€)</i>	23	19	9
5. <i>Chiffre d'affaires (M€)</i>	23	19	9

© 2000 by The McGraw-Hill Companies, Inc.

- 171) Le super régime fiscal des 140 000 personnes qui sont censées être expropriées ayant leur siège au sein de communautés qu'elles ne visitent ni fréquentent pendant une période d'une ou deux années consécutives, a été supprimé dans ce cadre.
- 172) Les super taxes liées au cadre de cette communauté.
- 173) Les 23 établissements sont le nombre de LTA (4) qui dépassent au total 10 75 m la mesure de la taille standard est supérieure ou égale à 12 hectares, qui sont 66.
- 174) Parmi les structures et des catégories de structures, on trouve :
- 175) Une LTA d'usage d'habitat (LTA) dans la quantité de 14 m d'usage pour une LTA (compte personnel) ou d'usage.
- 176) La population française active comprend toutes les personnes, membres de la famille ou vivant dans la communauté (y compris ceux qui travaillent sur l'exploitation).
- 177) L'âge des enfants est le nombre de personnes de moins de 16 ans, membres de la famille du chef d'établissement ou des co-propriétaires.
- 178) Les statistiques relatives à ces données ont été calculées sur la commune.

Figure 3. Derivation of  $\alpha$ 

- **Phosphorus** is essential for energy production, bone health, and nerve function. It is found in meat, dairy, and grains.

AGREASE



## VI. HABITAT

La loi d'orientation pour la ville soucieuse de la pluralité des offres d'habitat trouve un écho particulier à Dompierre-sur-Veyle où le parc social est relativement développé pour assurer la mixité dans les opérations d'urbanisme.

L'habitat est à présent une compétence de la Communauté d'Agglomération.

Dans ce cadre plusieurs opérations sont en cours :

L'élaboration d'un Plan Local d'Habitat, adopté le 26 février 2008 pour la période 2008-2016, permet d'aborder la question du parc de logements à une échelle appropriée.

Il fixe notamment pour Dompierre-sur-Veyle un objectif de création de 12 logements sociaux à échéance 2016.

L'agglomération a lancé en juin 2005 une étude pré-opérationnelle **d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Renouvellement Urbain"** (OPAH R.U.), sur la base des objectifs opérationnels suivants :

- Remettre sur le marché les logements vacants et favoriser les transformations d'usage,
- Résorber l'habitat vétuste / insalubre,
- Adapter le logement des personnes âgées, handicapées et à mobilité réduite,
- Développer une offre locative à loyer maîtrisé (conventionné et intermédiaire)
- Améliorer le cadre de vie et l'environnement par des opérations publiques d'accompagnement et par la mise aux normes des systèmes d'assainissement
- Favoriser la maîtrise énergétique des logements en recherchant les techniques permettant de réduire les charges énergétiques des occupants.

La Communauté d'Agglomération a voté en 2002, la mise en place d'un **fonds de soutien au logement social** (aide au profit des communes et bailleurs pour la constitution de réserves foncières et la réalisation de programmes de logements sociaux). Ce fond a été modifié en 2008 avec mise en place en 2009 d'un fonds

foncier communautaire (portage foncier à court terme pour le compte des communes).

### **VI.1. Evolution et répartition du parc de logements**

Les chiffres disponibles permettent d'observer les évolutions sur la commune concernant le parc de logements jusqu'en 2006.

#### **Evolution du nombre de logements par catégorie**

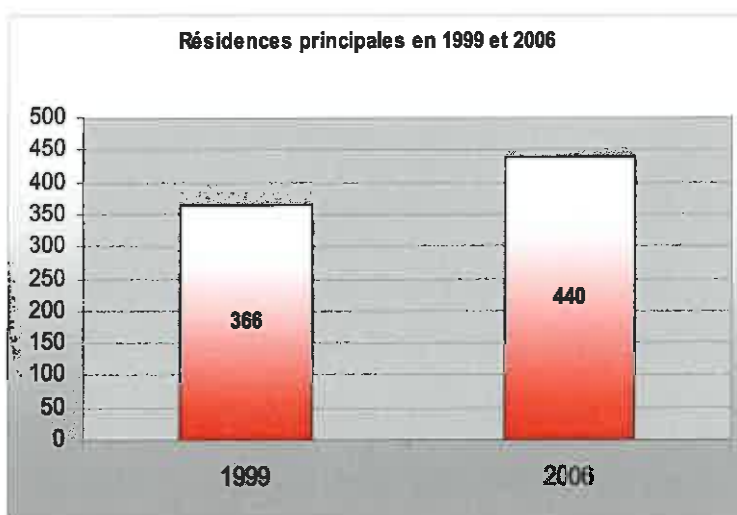
	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Ensemble	271	307	360	379	433	490
Résidences principales	222	234	283	304	366	440
Résidences secondaires et logements occasionnels	38	50	48	48	44	28
Logements vacants	11	23	29	27	23	22

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Une augmentation permanente et conséquente du nombre de logements peut être remarquée depuis 1990, après une stagnation relative dans les années 1980.

Entre 1990 et 1999, le nombre de logements a cru d'environ 14%, cette tendance s'étant confirmée entre 1999 et 2006, avec une croissance de 13 % dans un laps de temps plus court.

La part des résidences principales a connu une croissance de 27% entre les deux derniers recensements, ce qui tend à montrer une certaine attractivité de la commune, compte tenu de la part minime que représente le solde naturel (0,5%) par rapport au solde migratoire (1,9%).



La part des résidences principales dans l'ensemble des logements a quant à elle augmenté de 5,3% durant la période intercensitaire, au détriment des résidences secondaires et logements occasionnels.

Néanmoins, la part des logements vacants est restée relativement stable, autour de 5%.

Il est intéressant de relever que la part des maisons individuelles a augmenté entre 1999 et 2006, passant de 72,1% à 86,4%, ce qui témoigne d'une tendance au renforcement de l'homogénéisation des formes urbaines sur la commune.

Le P.L.U. devra s'efforcer de renverser cette tendance au profit d'une plus grande mixité des formes de logements, induisant également une plus grande économie d'espaces et une plus grande économie en équipements publics, tant dans leur réalisation que leur entretien dans le temps.

### **Catégories et types de logements**

	2006	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>490</b>	<b>100,0</b>	<b>433</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	440	89,8	366	84,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	28	5,7	44	10,2
Logements vacants	22	4,5	23	5,3
Maisons	424	86,4	312	72,1
Appartements	64	13,1	109	25,2

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

## **VI.2. Caractéristique des résidences principales**

### **Résidences principales en 2003 selon la période d'achèvement**

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2004</b>	<b>399</b>	<b>100,0</b>
Avant 1949	156	39,1
De 1949 à 1974	50	12,5
De 1975 à 1989	96	24,5
De 1990 à 2003	96	24,0

Source : Insee, RP2005 exploitation principale.

48,5 % des résidences principales à Dompierre-sur-Veyle ont été construites après 1975, révélant non seulement l'extraordinaire dynamisme de la construction sur la

commune en près de 30 années, mais aussi, de fait, du caractère récent de la moitié des constructions.

Seules 39,1% des résidences principales ont été bâties avant la seconde moitié du XXème siècle.

### **Résidences principales selon le nombre de pièces**

	2006	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>440</b>	<b>100,0</b>	<b>366</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	3	0,7	3	0,8
2 pièces	28	6,3	32	8,7
3 pièces	57	13,0	80	21,9
4 pièces	106	24,1	103	28,1
5 pièces ou plus	246	55,9	148	40,4

*Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.*

Ce premier tableau permet d'observer d'une part une diminution du nombre de la part des logements de 3 pièces et moins dans l'ensemble des résidences principales. La seule catégorie de logements à avoir augmenté en part est celle des 5 pièces et plus (+15,5%) au détriment de l'ensemble des autres catégories, et plus particulièrement des 3 pièces, dont la part a chuté de 8,9%.

### **Nombre Moyen de pièces par résidence principale :**

	2006	1999
<b>Nombre moyen de pièces par résidence principale</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>
- maison	5,0	4,5
- appartement	3,1	3,6

*Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.*

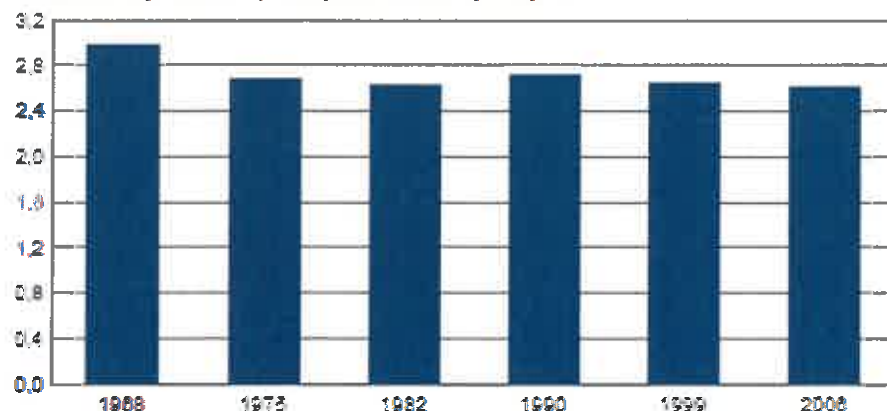
Le nombre moyen de pièces par résidence principale permet, lorsqu'il est corrélé avec le nombre moyen de personnes par ménage, de donner une lecture du taux d'occupation des logements.

Le tableau ci-dessus rend compte d'une évolution, entre 1999 et 2006, différente en fonction du type de logement.

Les maisons ont en moyenne de plus en plus de pièces (4,5 en 1999 contre 5 en 2006), tandis que les appartements en ont de moins en moins (3,6 en 1999 contre 3,1 en 2006).

Le nombre moyen de personnes par ménage tend cependant à diminuer depuis 1990, passant de 2,7 à environ 2,6, taux relativement stable depuis 1999.

**Nombre moyen d'occupants par résidence principale**



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements -  
RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Les résidences principales à Dompierre-sur-Veyle sont globalement récentes, et leur profil s'oriente de plus en plus vers celui de la maison individuelle d'au moins 5 pièces.

Parallèlement, les appartements ont de moins en moins de pièces, et sont proportionnellement de moins en moins nombreux.

Pourtant, le nombre moyen de personnes par ménage est relativement stable, avec une tendance à la baisse.

La situation du logement à Dompierre-sur-Veyle reflète alors un paradoxe, tant du point de vue de la nécessaire densification pour économiser l'espace, que de celui de la mixité des formes urbaines et de la mixité sociale du logement,

### **VI.3. Le Programme Local de l'Habitat**

Le Programme Local de l'Habitat a été approuvé le 26 février 2008. Celui-ci a défini trois grandes orientations :

- Intensifier et réorienter la production de logements vers les segments déficitaires

Le premier objectif retenu est la production d'environ 600 logements par an répartis selon les principes de rééquilibrage du Schéma de Cohérence Territoriale au profit de l'unité urbaine (Bourg en Bresse, Saint Denis lès Bourg, Péronnas et Viriat).

- Répondre aux besoins spécifiques de certaines catégories de ménages

L'objectif est donc de favoriser les dispositifs d'accompagnement et la production de logements adaptés aux besoins de publics spécifiques (personnes âgées , handicapées, populations en difficultés économiques et sociales, jeunes, gens du voyage...).

- Améliorer les conditions d'habitation dans les logements existants et promouvoir un habitat plus durable

Une des orientations fortes du PLH est la réhabilitation et requalification du parc existant (parc public et privé). Il s'agit également de promouvoir un urbanisme et un habitat plus durable.

Pour atteindre ces objectifs :

- Le fonds de soutien au logement social qui finance la production de logements sociaux autour de critères qualitatifs, notamment les logements à Haute Qualité Environnementale.
- Le dispositif de soutien à l'accession à la propriété.
- Le soutien à la réhabilitation et requalification du parc locatif social avec un financement
- L'amélioration et le conventionnement du parc privé.

#### **VI.4. Le logement social**

En 2007, Dompierre-sur-Veyle totalisait 47 logements aidés, soit 10,7% du total des résidences principales.

Si ce chiffre est honorable, il faut rappeler que le Plan Local de l'habitat a fixé un objectif de 12 nouveaux logements à réaliser d'ici 2016, tandis que le SCOT Bourg-Bresse-Revermont a fixé un objectif de 25% entre l'adoption du SCOT et 2016. Pour respecter les différents documents de la planification, la commune a décidé de créer entre 15 et 25% de logements sociaux dans les opérations neuves.

Ce sont donc environ 62 nouveaux logements aidés qu'il sera nécessaire de prévoir à cette échéance.

## VI.5. Statut d'occupation des résidences principales

	2006		Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	1999	
	Nombre	%			Nombre	%
Ensemble	440	100,0	1 147	14	366	100,0
Propriétaire	307	69,8	844	16	223	60,9
Locataire	124	28,3	284	9	121	33,1
dont d'un logement HLM loué vide	38	8,7	75	7	40	10,9
Logé gratuitement	9	2,0	19	18	22	6,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Le premier constat à tirer de ce tableau est la part relativement importante du nombre de locataires, celle-ci s'élevant à 28,3%, ce qui reste significatif malgré la baisse observée par rapport à 1999.

Par ailleurs, il apparaît que l'itinéraire résidentiel soit favorable à une certaine mobilité, compte tenu de la durée deux fois moins importante d'ancienneté d'emménagement pour les locataires que pour les propriétaires.

## VII. LES RESEAUX

### VII.1. Eau potable

L'alimentation de la commune en eau potable est exploitée en affermage par la société SOGEDO pour le compte du Syndicat Intercommunal des eaux Ain Veyle Revermont.

Le réseau d'alimentation en eau potable dépend des captages de Pont d'Ain.

L'eau est de bonne qualité et la ressource abondante.

Le volume d'eau facturé par an est de l'ordre de 55000 m<sup>3</sup> pour les abonnés en assainissement collectif.

Le prix de l'eau était fixé, en 2009, à 1,42 €HT/m<sup>3</sup>

### VII.2. Assainissement

La station d'épuration de Dompierre-sur-Veyle – le Bourg :

Les habitations de la commune de Dompierre, du centre village et des hameaux de la Laine, du Mas Bonin, de la Petite Grange, de Camet, du Mas d'Hugues, des Guignièrès, de la Moiraudière, du Mas Granger, du Mas Massard, sont raccordées en assainissement collectif à la station d'épuration communale, fonctionnant par boues activées et construite en 1994. Elle dispose d'une capacité de 900 E/H.

Elle est exploitée en affermage par la société SOGEDO. Si besoin, une extension de cet ouvrage pourrait être réalisée (nouveaux bassins).

Le rejet de la station d'épuration s'effectue dans la Veyle.

Le rapport des visites du SATESE, réalisées en 2007, signale un fonctionnement normal de la station d'épuration et un bon suivi. Aucun problème n'est signalé, la production de boues est normale. Celles-ci sont valorisées dans le cadre d'un plan d'épandage. Des prélèvements ponctuels ont été réalisés au cours des visites du SATESE, en sortie de la station. Les résultats des analyses sont les suivants :

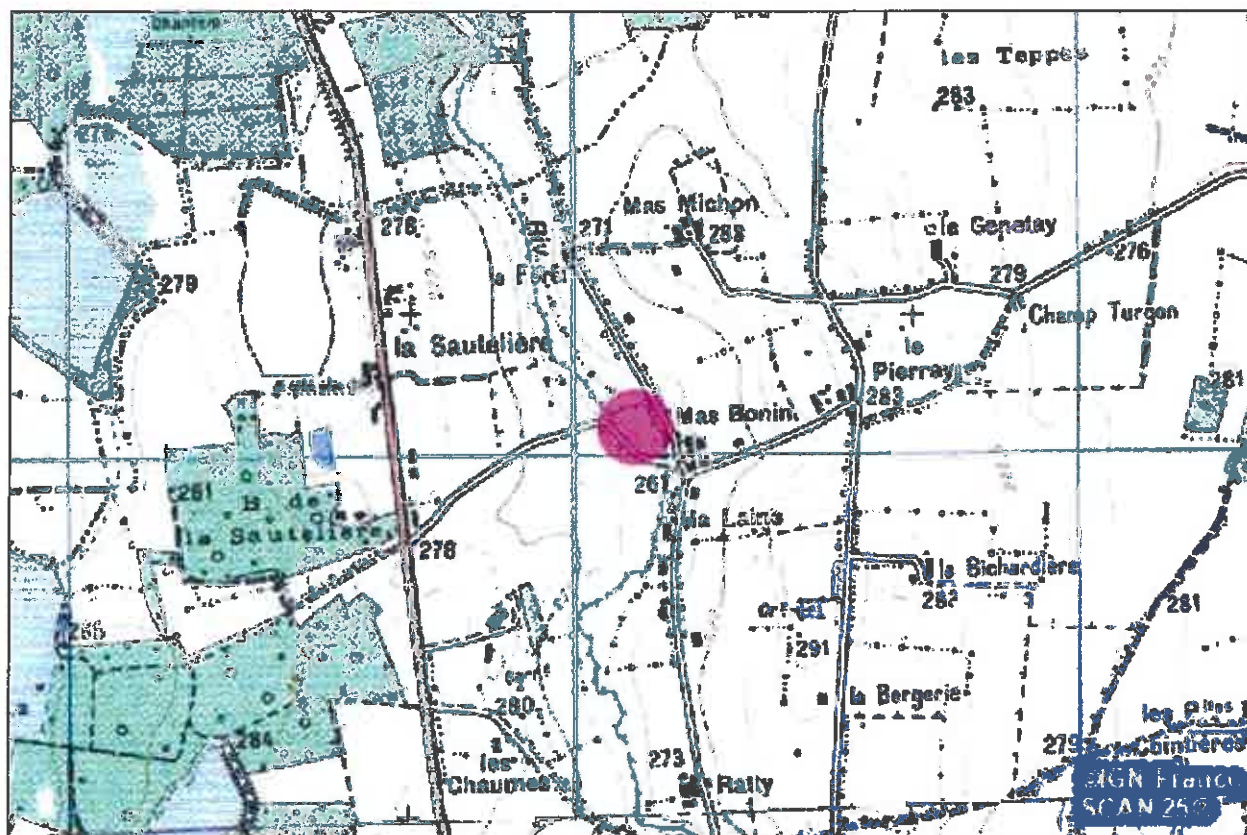
	DBO5 (mg/l)	DCO (mg/l)	MES (mg/l)	NTK (mg/l)
30 mai 2007	4	66	2	
Valeur limite	30	90	30	10

Le traitement des effluents est assuré en trois phases :

- Le pré-traitement : relèvement, dégrilleur, dégraisseur et dessableur



- Le traitement des eaux usées, qui est composé d'un bassin d'aération, d'une zone de dégazage, d'un clarificateur et d'un poste de recirculation.
- Les boues, sont stockées dans le silo à boues et valorisées en agriculture.



#### La station d'épuration de Dompierre-sur-Veyle – Le Lait/Les Cointières :

Cette seconde station, « Le Lait – les Cointières », fonctionnant par lagunage et mise en service en juin 2006, est située au lieu dit le Lait. Elle raccorde les hameaux des Petites et des Grandes Cointières et du Lait, et sa capacité nominale est de 100 E.H. Ces secteurs bénéficient d'un réseau séparatif. Elle est exploitée en affermage par la société SOGEDO.

Le rapport des visites réalisées en 2007 signale un fonctionnement normal de la station et un bon suivi. Aucun problème n'est signalé, les boues sont stockées dans le bassin (des prélèvements ponctuels ont été réalisés au cours des visites du SATESE, en sortie de la station. Les résultats des analyses sont les suivants :

	DBO5 (mg/l)	DCO (mg/l)	MES (mg/l)
30 mai 2007	10	99	96
Valeur limite	40	120	120

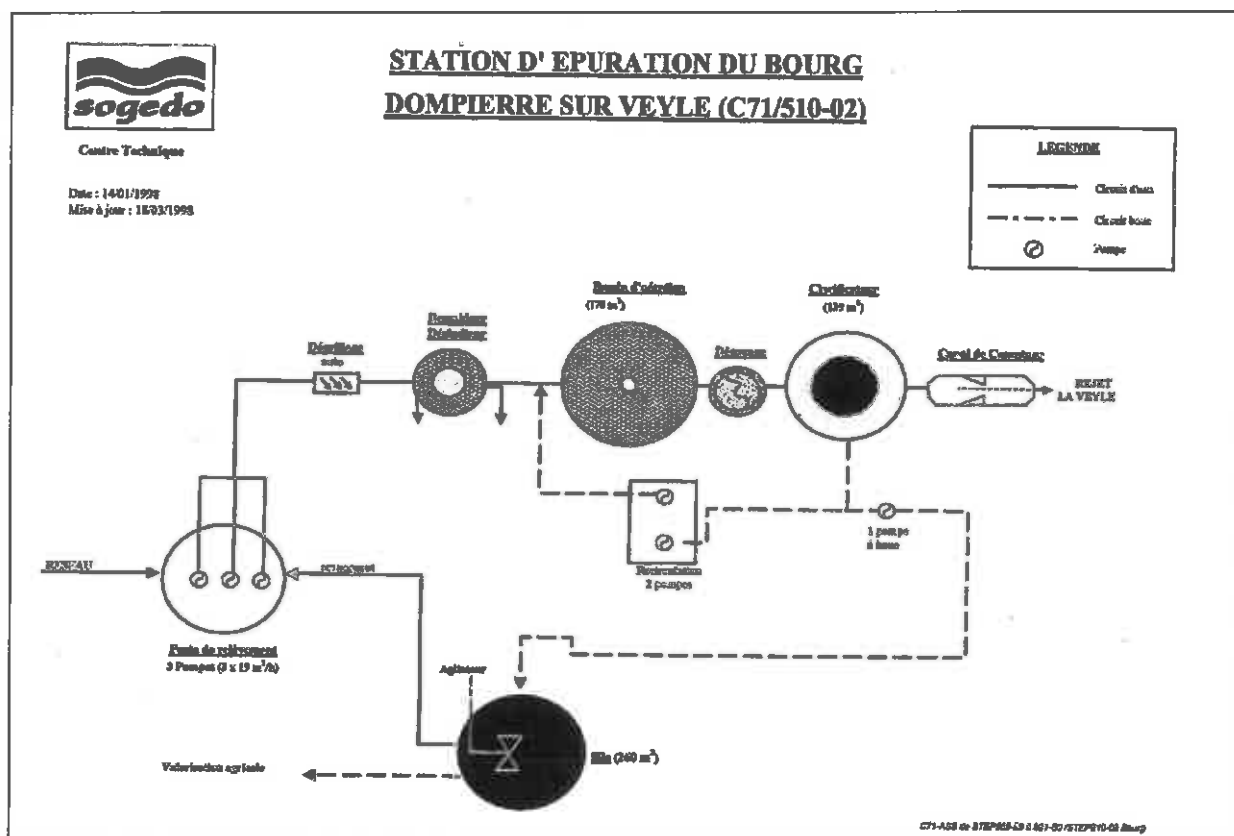
Au 31 décembre 2008, les stations d'épuration de Dompierre-sur-Veyle traitent les effluents de 555 équivalents habitants.

Les effluents de nature industrielle sont inexistants.

Par rapport à la capacité nominale globale de 1000 E.H. sur la totalité des stations d'épuration, on peut observer une marge de  $1000 - 555 = 445$  E.H.

La gestion de l'assainissement collectif est assurée par la SOGEDO, société Fermière, à laquelle sont délégués :

- la collecte des eaux usées et l'entretien du réseau d'assainissement,
- l'entretien des postes de relèvement,
- le traitement des effluents par une station d'épuration.





Centre  
Technique

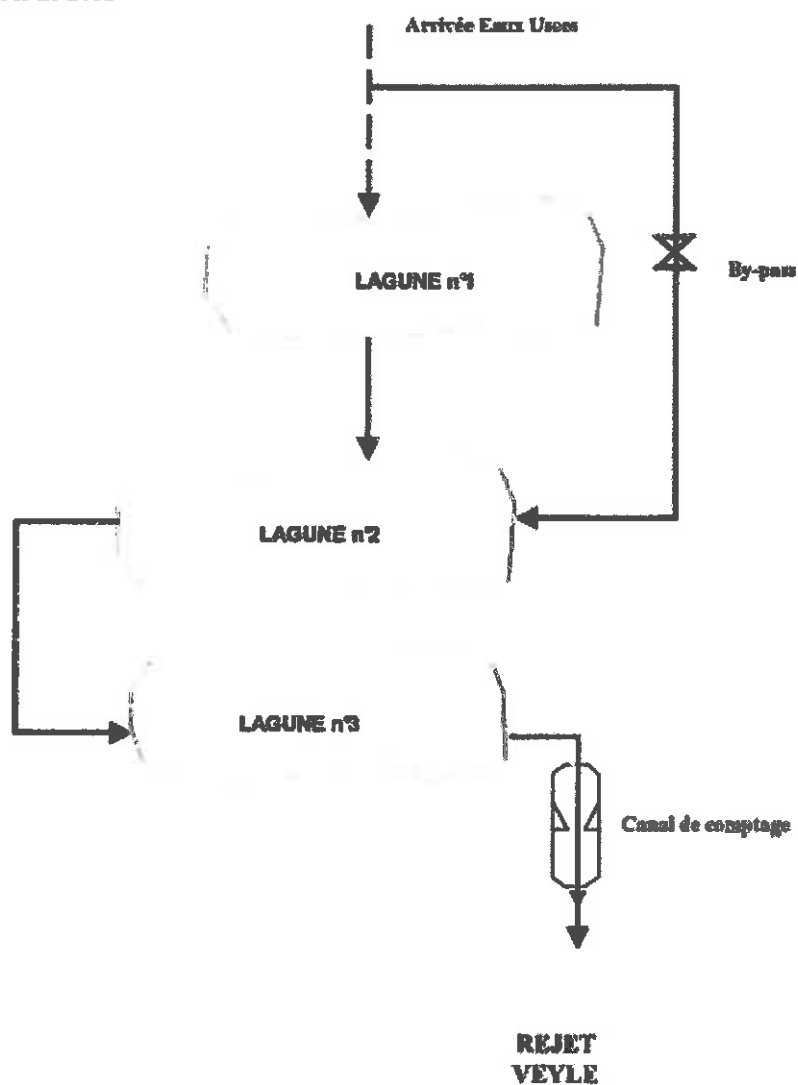
## SYNOPTIQUE STATION D'EPURATION DU LAIT - LES COINTIERES

### DOMPIERRE SUR VEYLE (C71/510-02)

Date : 22/01/07

Mise à jour :

Lagunage naturel de 2005  
120 EH



### **VII.3. Ordures ménagères**

La collecte des ordures ménagères relève de la compétence de la communauté d'Agglomération. Elle a lieu une fois par semaine, le vendredi.

Concernant le tri sélectif, la commune dispose des bennes à deux emplacements distincts, l'une à l'entrée de l'impasse du Moulin, et l'autre en face du cimetière.

Ces bennes permettent le tri selon trois catégories : verre / papier-carton / plastique-métal.

Trois déchetteries sont en fonctionnement sur l'agglomération :

**Déchetterie de Monternoz - PERONNAS**

**Déchetterie de Gutenberg - BOURG-EN-BRESSE**

**Déchetterie de La Presle - POLLIAT**

Une collecte d'encombrants à domicile a lieu au moins une fois par an, uniquement sur RDV et L'agglomération met en place une collecte gratuite d'objets encombrants pour les personnes sans moyen de locomotion ou à mobilité réduite.

Les déchets ne pouvant pas être actuellement valorisés sous forme de matière ou d'énergie sont déposés dans une décharge contrôlée de classe 2. Cette décharge a été créée en 1984 sur le site de la Tienne à VIRIAT (CET : Centre d'Enfouissement Technique). Il est équipé d'un captage de biogaz et les lixiviats sont traités par lagunage.

Elle a fait l'objet de plusieurs arrêtés d'autorisation d'exploiter successifs. Un arrêté complémentaire du 29 juin 1998 autorise dans une alvéole spécifique le dépôt de déchets d'amiante-ciment (uniquement de l'amiante liée). Un nouvel arrêté préfectoral a été pris pour l'ensemble du site le 2 juillet 2003 afin de tenir compte des prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

## VIII. PRINCIPAUX SERVICES ET EQUIPEMENTS PUBLICS

### VIII.1. Equipements publics

#### ▪ Equipements scolaires :

- Un nouveau groupe scolaire situé dans la partie Sud du bourg, chemin du Mas Vernon, dont la construction s'est achevée fin 2008.
- Une garderie périscolaire accueillant une vingtaine d'enfants âgés de 3 à 10 ans.

#### ▪ Equipements administratifs :

- Mairie, d'une superficie de 520 m<sup>2</sup>, dont l'extension pourrait être envisagée pour accompagner les besoins de la population croissante.

#### ▪ Equipements culturels et cultuels :

- Salle des fêtes de 1030 m<sup>2</sup>
- Salle polyvalente de 480 m<sup>2</sup>
- Eglise (570 m<sup>2</sup>)
- Bibliothèque municipale

#### ▪ Equipements sportifs et de loisirs :

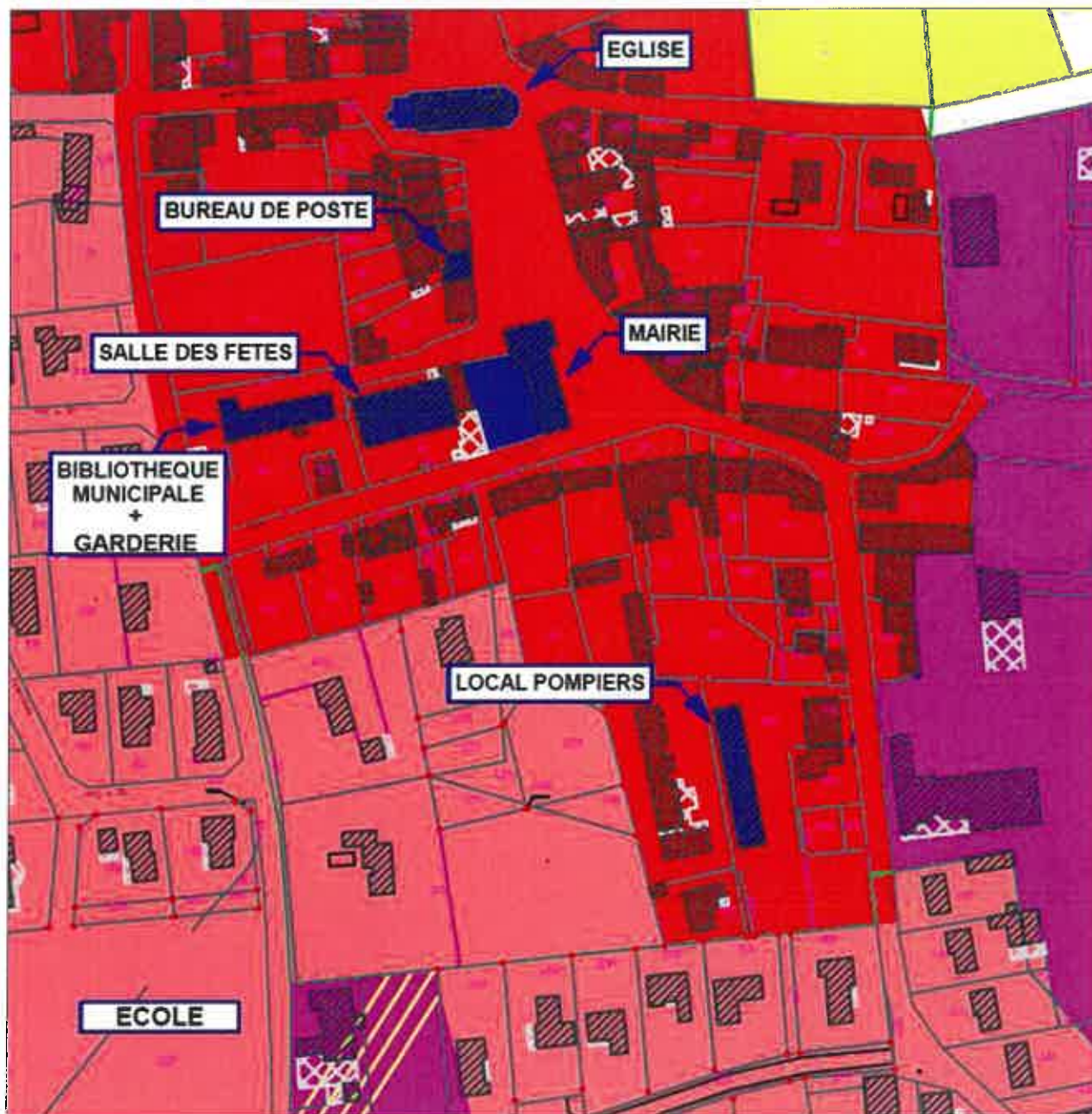
- Camping municipal
- Locaux omnisport et foot

#### ▪ Autres locaux communaux :

- Local communal
- Local sapeurs pompiers

La commune de Dompierre-sur-Veyle est pourvue en équipements publics dans des proportions suffisantes pour accueillir un surcroît de population.

**Des bâtiments publics regroupés au centre bourg :**





## **IX. LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION**

### **IX.1. Hiérarchisation des réseaux :**

#### **Le réseau principal :**

Le territoire de la commune de Dompierre-sur-Veyle, située à 15 km de Bourg en Bresse et 60 km de Lyon, dispose d'une situation géographique avantageuse, à la fois très accessible par l'autoroute A42 à Pont d'Ain, et conférant à ses habitants le calme de la région dombiste.

#### **Elle est principalement desservie par :**

- La RD n°17, en direction de Pont d'Ain à l'Est et Belleville au Nord-Ouest.
- La RD n°70, en direction de Villars les Dombes à l'Ouest
- La RD n°22, traversant la commune du Nord au Sud, à l'Ouest du bourg, en direction de Bourg-en-Bresse au Nord et Chalamont au Sud.

Aucune de ces voies n'est classée à grande circulation.

La RD 22 supporte des déplacements interurbains à l'échelle du département notamment en direction de Bourg-en-Bresse. En effet son trafic en nette progression depuis 10 ans, est passé de 2860 v/j en 1994 à 4070 v/j en 2004.

La RD 17 est un autre axe important pour la commune, qu'elle relie à Pont d'Ain et, de fait, à l'échangeur autoroutier en direction de Oyonnax, Lyon, Genève.

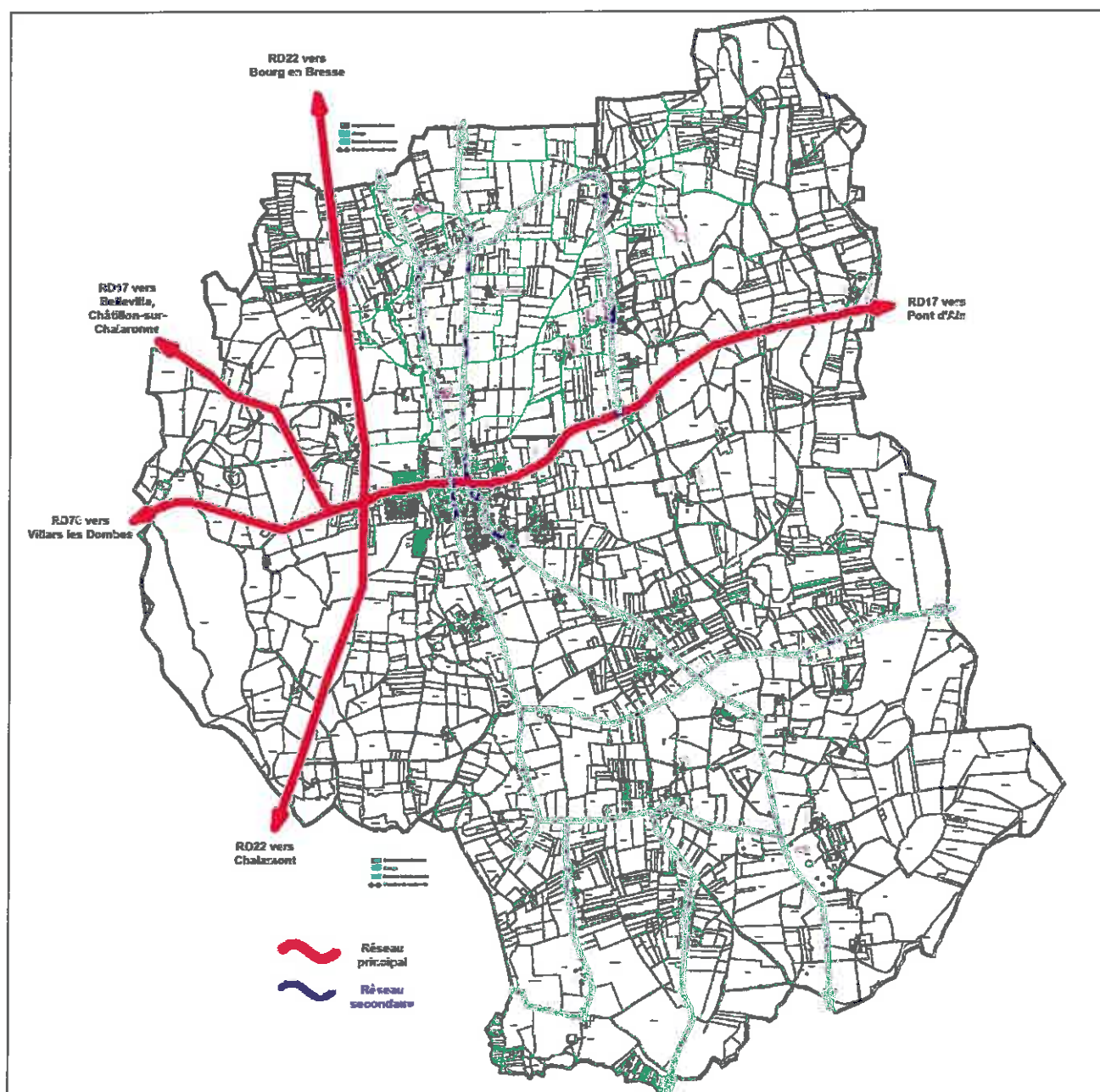
Sur ces axes se greffe un réseau secondaire de dessertes locales, composées de voies communales et de chemins.

#### **Autoroute**

La commune bénéficie de la proximité de l'autoroute A42, grâce à l'échangeur situé sur la commune de Pont d'Ain.

Elle est ainsi située à 20 minutes de Bourg-en Bresse et 1 heure de Lyon, ce qui la rend attractive non seulement pour les personnes travaillant dans l'agglomération de Bourg-en-Bresse, mais aussi pour les actifs de l'agglomération lyonnaise.

### **Hierarchisation des axes de circulation – commune de Dompierre-sur-Veyle**

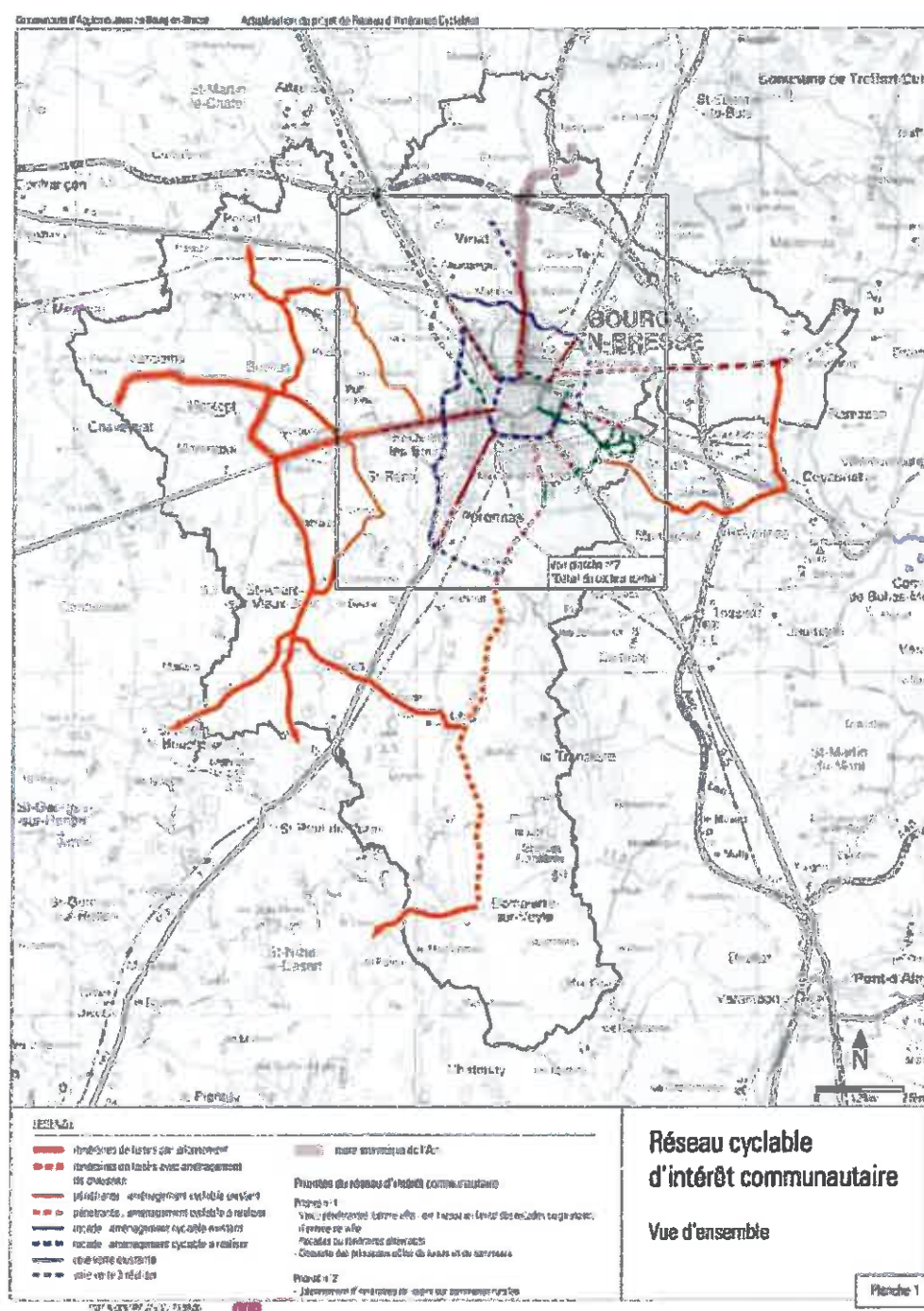




## IX.2. Modes de déplacements doux

▪ L'Agglo, dans sa politique de déplacements, met en place des liaisons cyclables. Ainsi, le réseau cyclable représente au total 35 km de pistes, dont 24 km sont sur le territoire de Bourg-en-Bresse.

La commune de Dompiere-sur-Veyle est concernée par ce réseau, d'une part via un itinéraire de loisir par jalonnement en direction de St-Nizier-le-Dézert, prolongeant un itinéraire de loisir avec aménagement de chaussée, en direction de Dompiere-sur-Veyle.



- L'agglomération a également recensé un ensemble de sentiers pédestres, dont certains passent sur le territoire communal, tels qu'identifiés sur la cartographie ci-dessous.



Source : Bourg-en-Bresse Agglomération

### IX.3. Stationnements et transports en commun :

#### Stationnements :

La commune de Dompierre-sur-Veyle est concernée par la problématique du manque d'espaces de stationnements, particulièrement dans le centre bourg où sont concentrés les principaux services et équipements publics, ainsi que de l'habitat. En revanche, une forte demande existe en matière de commerces de proximité, notamment alimentaire.

Les espaces de stationnement existants ne suffisent pas à combler la demande actuelle, tant pour la fréquentation des équipements et services que pour le stationnement des particuliers.

Cette problématique se fera d'autant plus importante dans la perspective d'un développement démographique de la commune.

**LOG T9M - Équipement automobile des ménages**

	2006	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>440</b>	<b>100,0</b>	<b>366</b>	<b>100,0</b>
Au moins un emplacement réservé au stationnement	342	77,6	280	76,5
Au moins une voiture	407	92,4	328	89,6
- 1 voiture	158	35,9	166	45,4
- 2 voitures ou plus	249	56,5	162	44,3

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Le tableau ci-dessus témoigne du déséquilibre existant entre le nombre de ménages possédant au moins une voiture (407) et ceux qui disposent d'au moins un emplacement réservé au stationnement (342), le rapport étant de seulement 84%, soit 16% de ménages ne disposant pas de stationnement dédié.

Cette situation est d'autant plus problématique que 61% des ménages « motorisés » disposent de 2 voitures.

**Il est donc nécessaire de permettre le développement de solutions favorables à la réalisation d'espaces de stationnements pour les besoins de proximité.**

### **Desserte de transports en commun :**

La commune est desservie par la ligne de bus interurbaine n°132 du réseau TUB (Transport Urbain de Bourg), la reliant à Bourg en Bresse en 20 minutes, avec une fréquence d'un minimum de 7 A/R quotidiens, les jours de semaine.

Cette desserte, qui permet à une partie des habitants de se rendre à Bourg-en-Bresse, ne répond cependant pas à l'ensemble des besoins en déplacements individuels, compte tenu de l'évolution des pratiques quotidiennes en matière de déplacements (nomadisme, multi-polarisation des activités, etc.).

La commune, faisant partie de l'Agglo de Bourg-en-Bresse, bénéficie également du service Viva'Tel, service de transport adapté intervenant de façon complémentaire aux transports en communs. Il s'agit d'un service de transports à la demande à destination des personnes présentant un handicap temporaire ou permanent.

## **X. CAPACITES DE REMPLISSAGE ISSUES DU POS**

Les capacités de remplissage du POS actuellement en vigueur ont été calculées sur la base des règles d'urbanisme tenant compte d'une obligation de surface des terrains en fonction des zones.

### Méthode de calcul :

A partir du zonage du P.O.S. existant, une analyse des espaces non bâtis en zones constructibles est réalisée, de façon à déduire l'ensemble des secteurs pouvant accueillir de nouvelles constructions à usage d'habitat, et par là les capacités d'accueil potentielles de la commune avec le document d'urbanisme existant.

Comme le prévoit le S.C.O.T. Bourg-Bresse-Revermont, un taux de rétention de 2 est pris en compte, afin d'anticiper les refus de vente de terrains futurs.

Par ailleurs, un seuil de densité minimum de 10 logements à l'hectare, ainsi qu'un coefficient moyen de 2,2 habitants par logement ont été retenus pour les calculs de projection démographique.

Précisions que les chiffres avancés correspondent à un minimum, compte tenu notamment du fait que 20 % environ pourraient encore être déduits pour la réalisation de voiries, réseaux divers et espaces communs, lesquels ne devraient pas être pris en compte directement dans les superficies attribuables à la construction de logements.

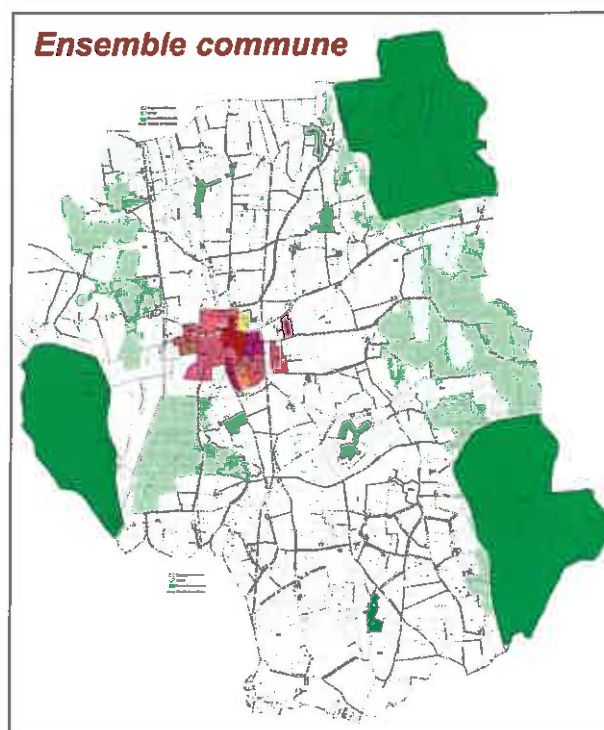
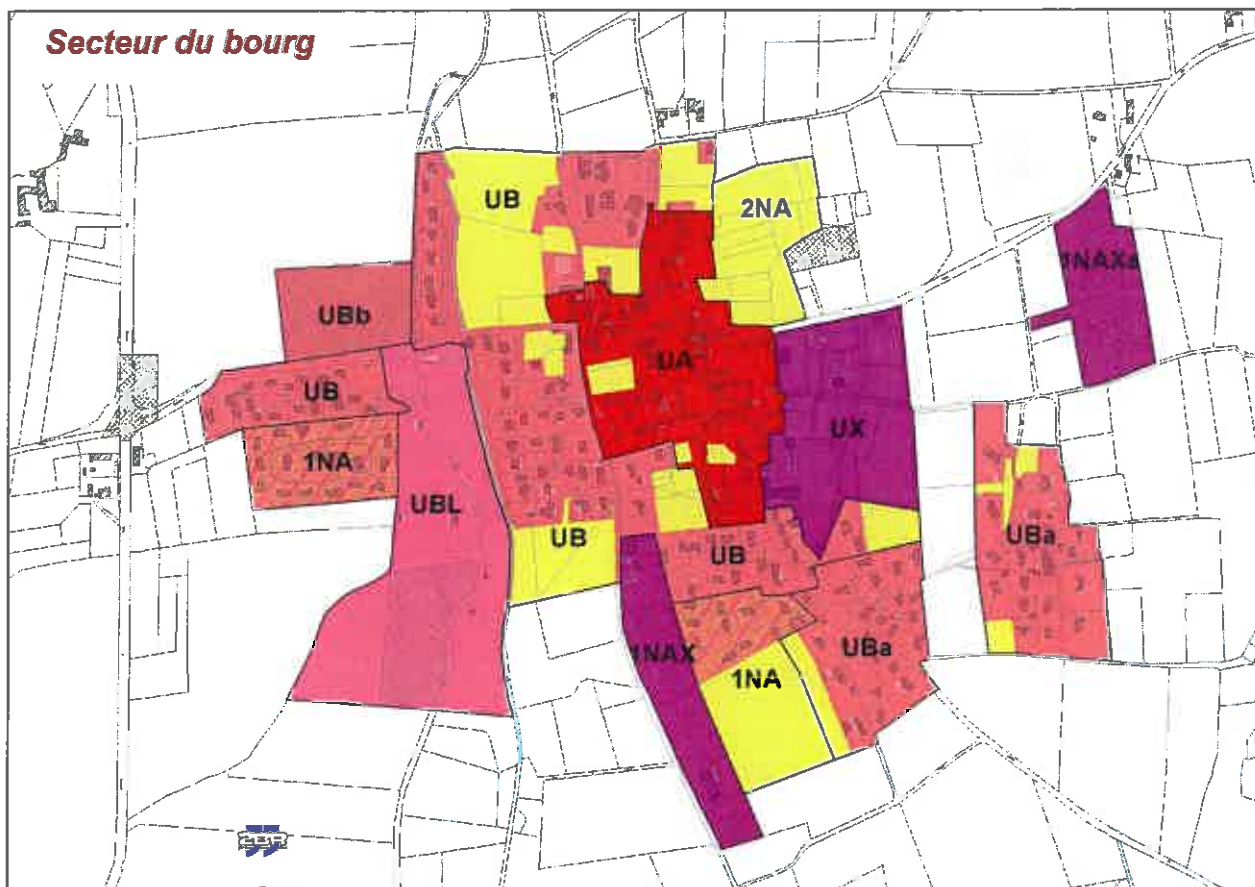
### Rappel des objectifs du SCOT :

Le SCOT Bourg-Bresse-Revermont précise ses objectifs de consommation d'espace et de densité de construction de logements, en fixant une consommation effective maximum de 12 Ha à échéance 2028, et une densité minimum de 10 logements par hectare.

Par ailleurs, doivent s'ajouter à ce chiffre les 10% de logements qui se réaliseront à l'intérieur du tissu urbain existant, soit environ 13 logements sur 1,33 Ha.



## Commune de Dompierre-sur-Veyle - Plan d'Occupation des Sols - zonage



L'objectif affiché en termes de construction de logements correspond donc à un minimum de 120 logements à produire, correspondant à environ 264 habitants supplémentaires à échéance 2028.

ZONES			Superficie disponible	Application d'un taux de rétention de 2	Nombre de lots ou logements (densité retenue = 10 lgts/Ha)	Nombre d'habitants (taux retenu = 2,2 hab/lt)
<b>Zones urbaines</b>	<b>sous-total</b>		<b>7,1514</b>	<b>3,5757</b>	<b>35,76</b>	<b>78,67</b>
	Zone Ua		0,80	0,40	4,01	8,82
	Zone UB		5,46	2,73	27,30	60,07
	Zone UBa		0,89	0,44	4,45	9,78
<b>zones à urbaniser</b>	<b>sous-total</b>		<b>4,84</b>	<b>2,42</b>	<b>24,19</b>	<b>53,23</b>
	Zone 1NA		2,20	1,10	11,02	24,23
	Zone 2NA		2,64	1,32	13,18	28,99
<b>ZONE NB</b>	<b>sous-total</b>		<b>6,14</b>	<b>3,07</b>	<b>30,70</b>	<b>67,53</b>
		Mas du Lait	0,69	0,35	3,47	7,63
		Mas Bonin	0,80	0,40	4,02	8,85
		Grandes Cointières	2,20	1,10	10,99	24,18
		Mas Vernon	0,65	0,32	3,23	7,10
		Les Guignières	1,80	0,90	8,99	19,78
<b>Toutes zones urbaines confondues</b>	<b>TOTAL</b>		<b>18,13</b>	<b>9,06</b>	<b>90,65</b>	<b>199</b>

La superficie disponible brute (avant application d'un taux de rétention foncière) est de 18,13 ha, et permettrait l'accueil potentiel de 180 logements, sur la base de 10 logements à l'hectare.

Mais compte tenu de la prise en compte d'un coefficient de rétention foncière, cette disponibilité est divisée par 2, soit 9,06 Ha, lesquels permettraient la réalisation de 90 logements, correspondant à un potentiel de 199 habitants.

Compte tenu d'une population de 1171 habitants en 2006, l'accroissement de population dû aux seules constructions nouvelles représenterait 17% de la population à échéance 2028, soit une croissance annuelle moyenne de 0,75%.

Ce tableau permet de voir que le P.O.S. actuel ne permet pas d'atteindre l'objectif de réalisation de logements prévu par le S.C.O.T. à échéance 2028, ce qui nécessite d'envisager de nouvelles zones à urbaniser pour le développement de la commune.

## **XI. SERVITUDES REGLEMENTAIRES**

La commune de Dompierre-sur-Veyle sur Veyle est traversée par deux canalisations de transport de matières dangereuses qui génèrent des zones de vigilance en matière d'urbanisation. Des servitudes viennent grever les fonds traversés par ces canalisations pour assurer la viabilité des installations et protéger les populations.

### Canalisations concernées :

- Etrez-Balan-Tersanne
- Ethylène ETEL

Si des projets sont prévus dans les zones de vigilance, ils devront respecter à minima les dispositions suivantes :

- Dans les zones de dangers significatifs (IER), informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.
- Dans les zones de dangers graves pour la vie humaine (PEL), proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'ERP relevant de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>ème</sup> catégorie.
- Dans la zone de dangers très graves pour la vie humaine (ELS), proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

<b>Canalisation</b>	<b>IRE – Zone de dangers significatifs</b>	<b>PEL – Zone de dangers graves</b>	<b>ELS – Zone de dangers très graves</b>
<b>Gaz Etrez-Balan-Tersanne</b>	480	390	285
<b>ETEL</b>	670	390	340



## **2<sup>ème</sup> PARTIE**

### **ANALYSE PAYSAGERE DE LA COMMUNE ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## SOMMAIRE DE LA DEUXIEME PARTIE

I – ANALYSE DU PAYSAGE.....	
II – GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL.....	
II.1 Climat.....	
II.2 Géologie.....	
II.3 Topographie.....	
II.4 Faune et flore.....	
III – HYDROLOGIE ET ASSAINISSEMENT.....	
III.1 Eaux superficielles et souterraines.....	
III.2 Eau potable.....	
III.3 Assainissement.....	
IV – DECHETS ET ORDURES MENAGERES.....	
V – PRISE EN COMPTE DES RISQUES.....	
V.1 Risques inondations .....	
V.2 Risque incendie.....	
V.3 Risques géologiques .....	
V.4 Carrières.....	
V.5 Risques de nuisances.....	

## I. ANALYSE DU PAYSAGE

### P.L.U. Plan Local d'Urbanisme

COMMUNE DE  
**DOMPIERRE-SUR-VEYLE**  
(01240)

#### DIAGNOSTIC PAYSAGER

OCTOBRE 2007



S.C.P. BERNARD, RAMEL et BOUILHOL - Architectes D.P.L.G. - Urbaniste - Paysagiste  
417 bis, rue Maréchal - 69009 LYON - Tel : 04-78-83-61-87 - Fax : 04-78-83-64-62  
5a, route de St-Maurice-de-Gondrans - 01800 MEXIMIEUX - Tel : 04-74-61-11-33

## DOMPIERRE-SUR-VEYLE DANS LE GRAND PAYSAGE :

D'une superficie de 2910 hectares, dont 1227Ha agricoles (soit plus de 42% du territoire communal), la commune de DOMPIERRE-SUR-VEYLE est située au nord-est du plateau Dombiste, en limite de la Dombes « centrale », la plus ornithologique, caractérisée par une grande densité d'étangs, d'oiseaux, de grandes propriétés, de grandes forêts et une forte présence agricole.

Le territoire de la commune appartient donc à une large entité paysagère qu'est la partie Est du plateau de la Dombes caractérisée par les éléments suivants :

- un relief aux ondulations légères
- un important réseau d'étangs
- une occupation agricole partagée entre boisements, prairies et cultures.

Dans cette grande unité qu'est le plateau de la Dombes, on notera quelques éléments particuliers qui viennent marquer le paysage de la commune :

- Les lignes de crêtes : les molles ondulations du plateau viennent plus particulièrement créer une ligne de crête, orientée Nord-Sud, entre le hameau «le Pierrays» et le bourg. Blen que d'amplitude faible, cette ondulation qui surplombe la Veyle vient former le paysage.
- Les buttes : également de faible amplitude (par exemple la butte de Dompierré accueille le bourg ancien).
- Le vallon de la Veyle : orienté Sud-Nord, le vallon entaille le plateau, mais cette marque n'est perceptible qu'en aval du bourg. La perception est accentuée par la présence d'un fil bâti le long de la voie de la Sautellière.

Les communes limitrophes de DOMPIERRE-SUR-VEYLE sont : LENT au Nord, SAINT-NIZIER-LE-DESERT à l'Ouest, CHATENAY au Sud, VILLETTE-SUR-AIN au Sud-Est, DRUILLAT à l'Est, LA TRANCLIERE au Nord-Est.

La commune est traversée du Nord au Sud par la RD22, et d'Est en Ouest par la RD17. La RD90 traverse une très petite partie de la commune, totalement au Sud.

BOURG-EN-BRESSE se situe à environ 15km à vol d'oiseau vers le Nord, et environ 17km en empruntant les RD17, RD22 et RD117.

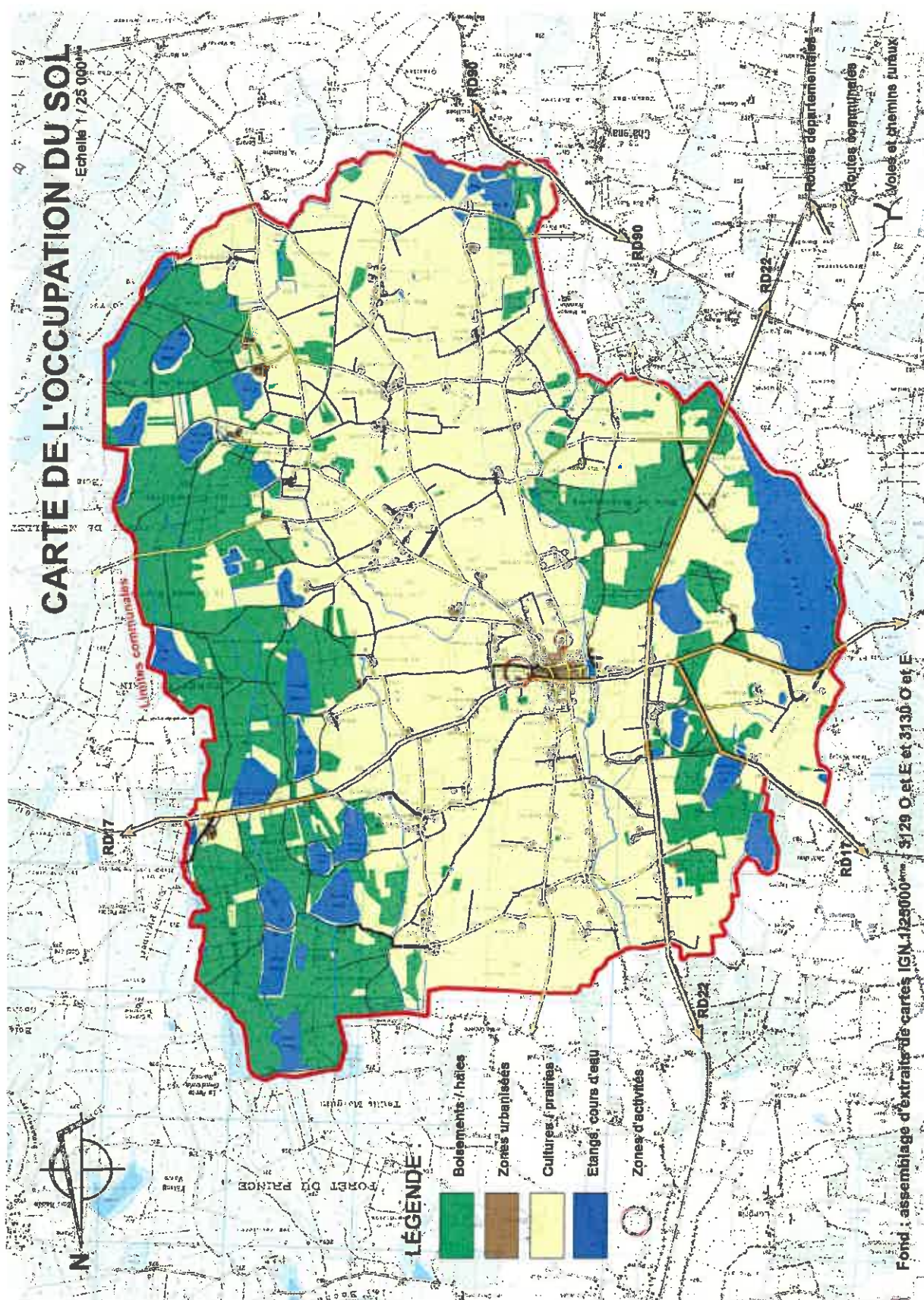
L'habitat est de type semi dispersé (un bourg central et de nombreux hameaux et bûlles isolées). On remarquera que le centre bourg et les autres groupements bâtis présents sur le territoire de la commune (Mas Bouchy, la Moiraudière, Moleron, la Flandrine...) ont su tirer profit du relief.

Les éléments les plus marquants du paysage communal sont :

- l'importante superficie agricole
- la présence d'importants boisements à l'Est et à l'Ouest
- la présence de nombreux étangs
- les reliefs boisés du Revermont comme « fond de scène » à l'Est
- la dispersion de l'habitat
- la présence d'éléments bâtis historiquement et/ou architecturalement intéressants etc...









## L'OCCUPATION DU SOL

DOMPIERRE-SUR-VEYLE appartient à la région naturelle de la Dombes. Grande région de bois, de cultures et de pisciculture, elle présente un pays riche et rythmé.

L'occupation du sol est liée aux grandes unités topographiques présentées ci-avant et est caractérisée par les éléments principaux suivant :

### Les motifs paysagers agricoles :

Champs cultivés, prairies, élevages, étangs, le tout structuré par un bocage au maillage dense à l'échelle, DOMPIERRE-SUR-VEYLE apparaît comme une commune à dominante rurale.

Autrefois prééminente, l'agriculture s'est restructurée et spécialisée au cours des dernières décennies, mais elle reste très prégnante à Dompière-sur-Veyre, avec plus de 42% du territoire communal consacrés à cette activité (1227Ha). De fortes mutations ont touché ce secteur et la baisse du nombre de sièges d'exploitations pose un problème de réutilisation des bâtiments agricoles désaffectés.

L'agriculture marque encore fortement le paysage communal avec une alternance de prairies et de cultures lui conférant un paysage rural et champêtre aux portes de l'agglomération de Bourg-en-Bresse. De manière générale cela génère, au sommet des ondulations du relief, un paysage assez ouvert où les vues peuvent être lointaines, jusqu'au Revermont. Au creux des reliefs, le paysage est plus fermé et les nombreux boisements accentuent cette fermeture sur le paysage.

Le plateau se décompose en deux grandes catégories : cultures labourées présentes en partie Nord, tandis que la partie Sud possède davantage de pâturages. On notera la présence d'élevages bovins et équin. La déprise agricole est ici peu marquée, même si on peut repérer quelques rares tènements en friches.

La proximité de BOURG-EN-BRESSE a joué sur la pression urbaine qui s'exerce sur les superficies agricoles. Un équilibre est donc à trouver entre le maintien d'un espace agricole suffisant pour faire vivre les exploitations et le nécessaire accueil d'infrastructures et d'une urbanisation nouvelle.



Reportage photographique : les motifs paysagers agricoles au sein de la commune



# L'OCCUPATION DU SOL

## Les structures paysagères naturelles :

Elles se partagent entre les boisements, les haies, les étangs et les ripisylvies.

La topographie de la commune est marquée par la vallée de la Veylle qui traverse la commune selon un axe sud-nord. Il existe un réseau assez important de ruisseaux qui relient les nombreux étangs de la commune, traversant prairies et massifs boisés.

- La manière générale,
- l'Est de la commune est marqué par les boisements, plus vastes que sur le reste du territoire communal, ainsi que par les étangs.
- Au centre s'étend une large bande agricole occupée en son centre par le bourg et traversée par la Veylle. L'espace est ponctué de petits boisements, bosquets et haies, ainsi que par des hameaux et des habitations isolées.
- L'Ouest de la commune est couvert de boisements et d'étangs.

La Veylle fait l'objet d'un contrat de rivière (signé en janvier 2004) dont les objectifs principaux sont : assainissement domestique, pollution industrielle, gestion des inondations, dynamique fluviale, gestion écologique. Le régime hydraulique, tant souterrain que superficiel est très important sur l'ensemble de la commune. Tout le territoire communal est marqué par la présence de nombreuses haies bocagères.

Le territoire de DOMPIERRE-SUR-VEYLLE est marqué par des milieux naturels de qualité environnementale importante comme en témoignent les nombreux inventaires répertoriant espèces protégées et habitat intéressant du point de vue écologique. L'inventaire des ZNIEFF établi au plan national par la Ministère de l'Environnement n'a pas de portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'il recense constituent un enjeu d'environnement de niveau supra communal qui doit être pris en compte au cours de l'élaboration des documents d'urbanisme.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les zones de type I, d'une superficie limitée, sont caractérisées par un intérêt phytosociologique et botanique (plantes, espaces boisés...) ou par la présence d'espèces d'oiseaux rares. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations du milieu.
- Les zones de type II sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, qui offrent des potentialités biologiques importantes (massif forestier, vallée, plateau, confluent...). Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

ZNIEFF de type I : Etangs de la Dombes  
ZNIEFF de type II : Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière (voir annexe)

Une partie du territoire de la commune est classée en ZICO (protection des oiseaux).  
Tous les étangs de la commune sont classés en Natura 2000 (les étangs de la Dombes).



Haies, petits et grands boisements



Reportage photographique : les structures paysagères naturelles au sein de la commune



Etangs, ripisylvies





### Les boisements :

Ils occupent une large part de la superficie de la commune, surtout à l'Est et à l'Ouest, la partie centrale étant plus agricole. Le boisement le plus important est situé à l'Est de la commune. Il s'agit d'une vaste formation boisée (bols Rhône, forêt de Prin, forêt de Montillet) qui s'étend au-delà des limites communales et qui suit la côte du Dombiste Est. Parmi les autres boisements sur la commune, de surface beaucoup plus limitée, on notera surtout le « bois de Montchamp » et de « la Sautellière » qui font partie du système boisé Nord-Sud, mais plus fragmenté et aéré.



### Les haies :

Les haies qui structurent les parcelles sont un élément important de la perception du paysage. Il apparaît que le réseau de haies est plus complet et surtout plus serré au sud de la commune, sur le secteur qui est resté en prairie, qu'au Nord où apparaissent de vastes champs labourés. Il semble que la disparition progressive des haies bocagères crée une mutation. Le paysage typique de la Dombes tend à s'ouvrir et perd ainsi son identité.



### Les étangs :

Ils sont souvent peu visibles car entourés par des boisements ou situés dans des creux du relief, ils demeurent cependant un élément important du paysage de la Dombes. Leur présence est principalement répartie à l'Est et à l'Ouest, où ils se superposent aux boisements.



### Les ripisylves :

Les cours d'eau qui ont sculpté le relief communal sont bordés d'une végétation adaptée (hydrophytes) espèces ripisylves. Cette végétation qui souligne le tracé des cours d'eau et des abords des étangs présente un fort intérêt paysager et écologique notamment par la diversité des essences qui s'y développent (saules, aulnes, frênes, peupliers, roseaux...) et un intérêt hydraulique majeur (protection des berges contre l'érosion, diminution de la vitesse du courant lors des crues, épuration des eaux de ruissellement...).



## L'OCCUPATION DU SOL



**Reportage photographique :**  
les structures paysagères naturelles au sein de la commune





# L'OCCUPATION DU SOL

## L'occupation urbaine :

La commune se compose d'un bourg dense et de nombreux hameaux et habitations ou fermes isolées. Le bourg présente dans l'ensemble un habitat ancien dense installé de manière concentrique autour de sa place et de son église. Des extensions plus récentes, de type pavillonnaire, sont venues étendre le bourg à l'Ouest et au Sud-Est. L'habitat isolé ou les groupements bâtis à l'extérieur du bourg sont nombreux. Ils sont composés de groupements de fermes anciennes (« Guignières », « la Moiraudière », Grandes Coitières », « Le Pierray », « la Moleron », etc...) ou de simples fermes ou habitations isolées. Certaines se positionnent en bordure de forêt tandis que d'autres connaissent des développements limités plus récents. On notera un développement bâti différent, au lieu dit « la Sautelière », le long de la RD22 menant à LENT. L'urbanisation se fait plus linéaire.

A proximité du centre, à l'arrière du bourg ou dans le prolongement des axes s'est développée une urbanisation récente, très consommatrice d'espace, dont les formes, les implantations, les architectures, les couleurs et les matériaux diffèrent fortement du bâti ancien traditionnel. Cela crée des contrastes et des déséquilibres importants au sein du territoire communal.

D'une manière générale, le bâti récent, de forme pavillonnaire, génère un tissu plus lâche, moins cohérent, et avec une architecture ne s'intégrant pas toujours bien avec son environnement bâti.

Aujourd'hui, DOMPIERRE-SUR-VEYLE demeure un village essentiellement agricole mais également une cité périphérique de Bourg-en-Bresse.



Ci-dessus : le centre bourg

## Reportage photographique : "de l'habitat ancien, traditionnel, ... à l'habitat récent"

Ci-contre, exemples de bâtis anciens au sein du territoire communal (habitations, groupements bâtis, fermes, propriétés, ...)



Château de Belvay

Mais Erouchy



Ci-dessous : exemple d'habitat récent, pavillonnaire, groupé

# L'OCCUPATION DU SOL

## L'occupation urbaine :

### Industrie et artisanat

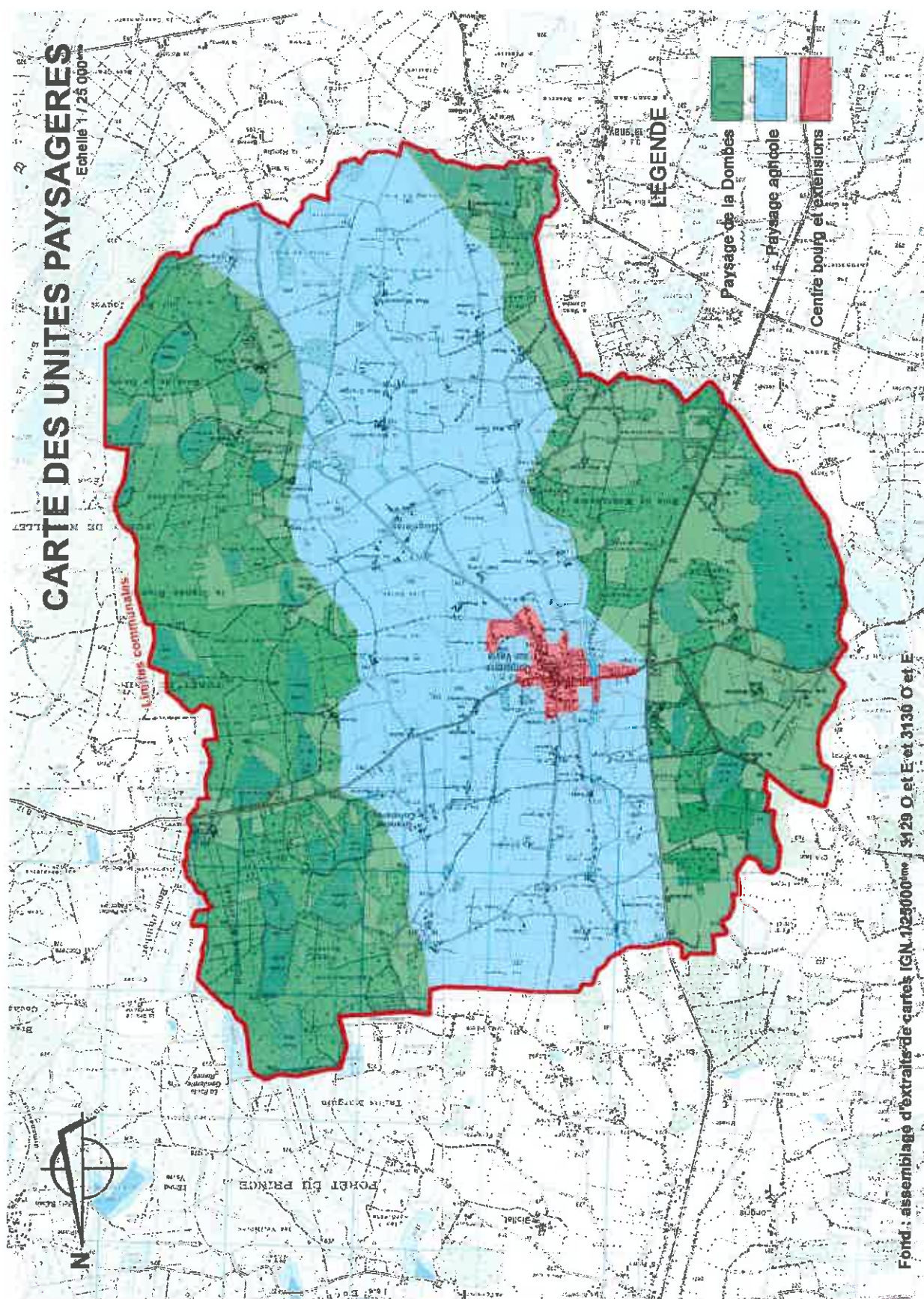
On dénombre à DOMPIERRE-SUR-VEYLE relativement peu de bâtiments d'activités. Les plus marquants dans le paysage restent ceux situés à l'est du bourg (photographie ci-dessous) et les dépendances agricoles (hangars, silos...). Il existe aussi quelques autres bâtiments d'activités répartis sur le territoire communal (menuisier...).



Reportage photographique : Industrie et artisanat au sein du territoire communal









## Unité paysagère n°1 : PAYSAGE DE LA DOMBES

Cette unité représente une large bande à l'Est du territoire ainsi qu'une bande à l'Ouest. Ces secteurs sont fortement occupés par les boisements et les étangs. On peut observer quelques parcelles agricoles entre les boisements. La présence forestière domine et les étangs sont souvent peu visibles. Quelques fermes isolées ou hameaux viennent se greffer en lisière des boisements, à proximité également des étangs. Les forêts sont principalement composées de chênes, s'accommodant au sol de la Dombes. On y trouve aussi des charmes, des hêtres ainsi que des résineux.

Il est important de veiller à la protection de ces secteurs pour en préserver leur intérêts et leur harmonie. Ces plans d'eau animent le paysage forestier et sont, avec les boisements et les haies, de véritables réserves de la biodiversité autant du point de vue végétal qu'animal. Leur protection stricte est indispensable afin de préserver au mieux ces richesses. Elles ont un impact paysager, environnemental, économique et social majeur.

Reportage photographique : paysage de la Dombes

Ci-dessous : parcelles agricoles et boisement de la Dombes



Ci-dessous et à droite : vues sur des étangs de la Dombes



Elevages bovins et équin



Bâtir au sein de l'espace agricole

### Reportage photographique : agriculture, élevages, exploitations...

On notera la présence importante de haies au sein de l'espace agricole, entre les parcelles, en bordure des routes et chemins, étangs, etc...



## Unité paysagère n°2 : PAYSAGE AGRICOLE

Parcelles agricoles



Cette unité paysagère occupe une large bande centrale au sein du territoire communal, coupée de part et d'autre par l'unité des bois et étangs dombiestes.

C'est sur cet espace au relief peu accidenté que se sont installés le bourg et la plupart des habitations isolées et les fermes, en tirant parti du relief et des éléments naturels (étangs, cours d'eau...).

Ce vaste territoire agricole est découpé par un réseau dense de routes et chemins communaux, ainsi que par de nombreuses haies bocagères et un réseau de petits cours d'eau reliant différents étangs.

La Veyle traverse l'ouest de cette unité paysagère, du Sud au Nord du territoire communal, formant une dépression à travers les ondulations du relief. Cette dépression est très perceptible en empruntant la portion de la RD17 située entre le bourg et le croisement avec la RD22.

Ci-dessous : vue vers l'Est depuis la RD22.  
On peut distinguer le Revermont en arrière-plan







Ci-dessous : Vues du sein du bourg

### Reportage photographique au sein du bourg



Ci-dessous exemples d'habitat récents en périphérie du bourg



Ci-dessous, vues éloignées sur le bourg  
(Depuis Forçes)  
Depuis le Haut-Croix



## **Unité paysagère n°3 : CENTRE BOURG ET EXTENSIONS**

Le bourg s'est développé sur un léger relief, à proximité de la Veyle, en surplomb. On notera la présence d'un étang, d'un lavoir et d'un ancien moulin.

Le centre bourg s'organise autour de la place du village. Elle accueille quelques petits commerces, la mairie, l'église qui sont les rares éléments qui animent le centre de Dompière-sur-Veyle.

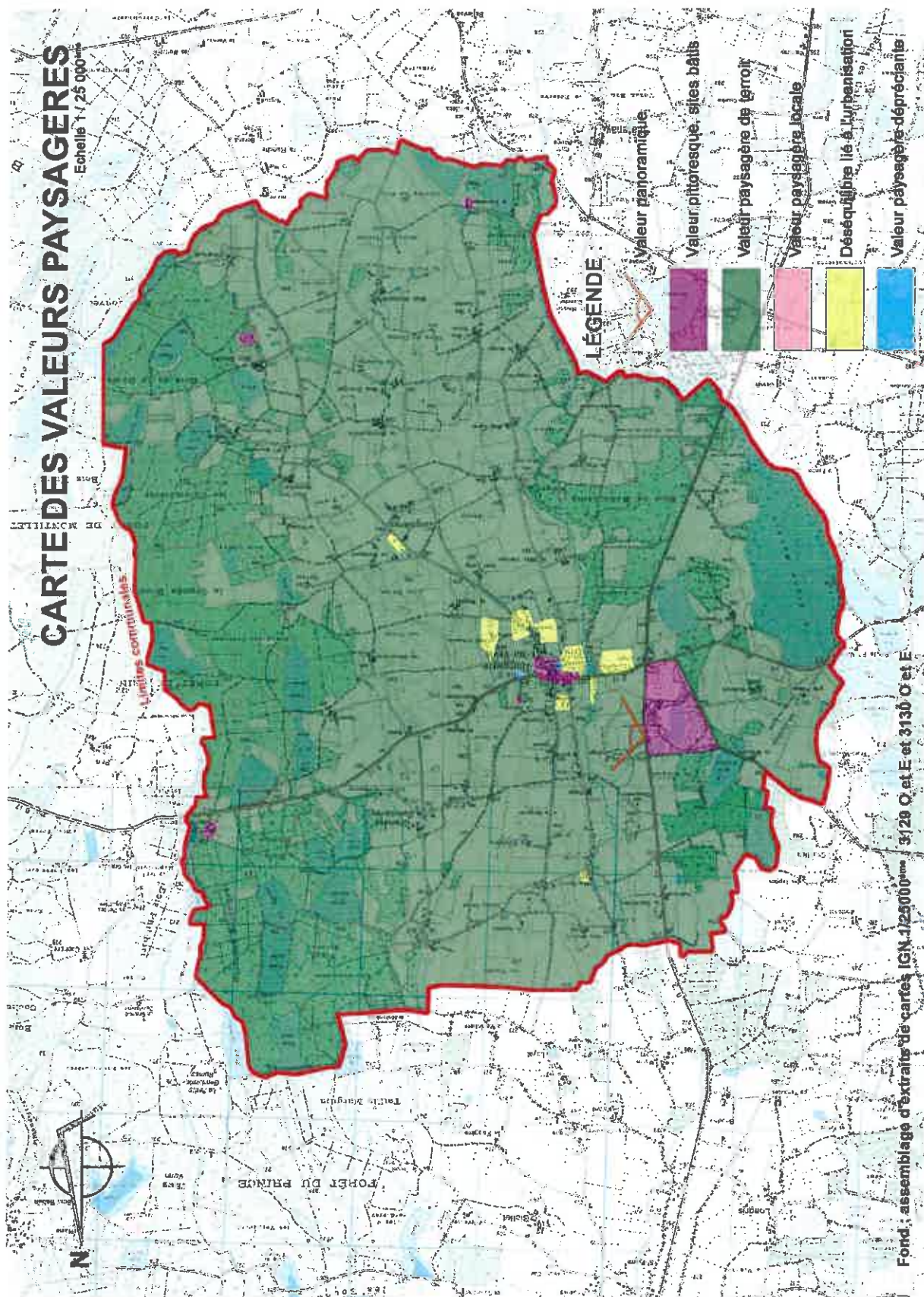
Les zones denses du bourg sont les plus anciennes. De manière générale, le centre ancien est d'assez bonne qualité avec une bonne complémentarité des parties bâties. Les constructions du cœur du village sont pour la plupart jointives et implantées à l'alignement de la rue.

On notera la présence d'habitations plus récentes sur les extérieurs et dans le prolongement des axes. Ces constructions de type pavillonnaires créent un déséquilibre par leur implantation (bien plus consommatrices d'espaces), et par leur architecture, couleurs, matériaux... notamment au sud du centre bourg. Nous rencontrons également ces espaces en déséquilibre au sein ou en périphérie de certains hameaux. D'une manière générale, le bâti récent de forme pavillonnaire, génère un tissu plus lâche, moins cohérent, et avec une architecture ne s'intégrant pas toujours bien avec son environnement bâti.

Les aménagements urbains sont rares ou inexistant, et Dompière manque donc d'une certaine qualité urbaine qui permettrait d'apporter plus de vie et un nécessaire lien social et paysager.









Différentes vues lointaines  
avec toujours en toile de fond  
le Revermont



Reportage photographique : vues panoramiques

## LES VALEURS PAYSAGERES

Le site ne manque pas d'éléments paysagers intéressants. Les unités paysagères définies précédemment sont contrastées et présentent chacune des qualités paysagères et quelques caractères dépréciant plus ou moins visibles. La notion de valeur paysagère développée ci-dessous, si elle peut paraître subjective fait directement appel à une notion de perception culturelle des choses.

Ces valeurs ont été classées en 5 thèmes :

### Les valeurs de panorama

Elles caractérisent un point de vue dominant qui permet d'embrasser une vaste étendue de paysage et où le détail disparaît au profit de l'ensemble. Situées dans le périmètre de l'étude à un endroit stratégique, elles donnent la possibilité de lire et de comprendre le paysage. Ce type de valeur, largement répandu par le biais des tables d'orientation, est en particulier illustré par des points de vue de montagne. Les vues panoramiques sont très intéressantes car elles permettent une lecture globale du paysage. Des points hauts, il est possible de balayer du regard les paysages qui nous entourent, du territoire de la commune au grand paysage.

Cette valeur est assez peu représentée au sein de la commune du fait de son relief peu marqué et par la présence de nombreux boisements.

A l'est de DOMPIERRE-SUR-VEYLE, on peut distinguer depuis des points hauts, par certaines ouvertures, les reliefs du Revermont. On peut également observer ces reliefs depuis la RD22, partie Nord.

Au creux des ondulations du relief, le paysage reste très fermé.





Eléments bâtis



## LES VALEURS PAYSAGERES

### Les valeurs paysagères de terroir

Les valeurs de terroir sont des valeurs de paysage, qui sans être spectaculaires, présentent une association d'éléments qui caractérisent un paysage type et qui renvoient à une notion de "pays".  
Exemple : les noyers du Dauphiné, les vignes du Beaujolais, les étangs des Dombes...

On peut considérer l'ensemble du territoire communal occupé par l'agriculture, l'habitat dispersé, les boisements et les étangs, éléments représentatifs du paysage Dombiste et Bressan.



### REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE : valeur paysagère de terroir



Eléments naturels







## LES VALEURS PAYSAGERES

### Les zones en déséquilibre

Elles correspondent aux espaces en cours de transition : leur ancienne vocation agricole tend à disparaître, au profit de nouvelles fonctions.

On citera les secteurs d'urbanisation récente (habitat et activités) dont les implantations, l'architecture, les volumes... viennent rompre avec la qualité des espaces de bâtis anciens de la commune, créant ainsi des déséquilibres.

Les espaces boisés existants ainsi que les haies jouent un rôle majeur pour limiter l'impact de ces constructions.



### REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE : secteurs en déséquilibre

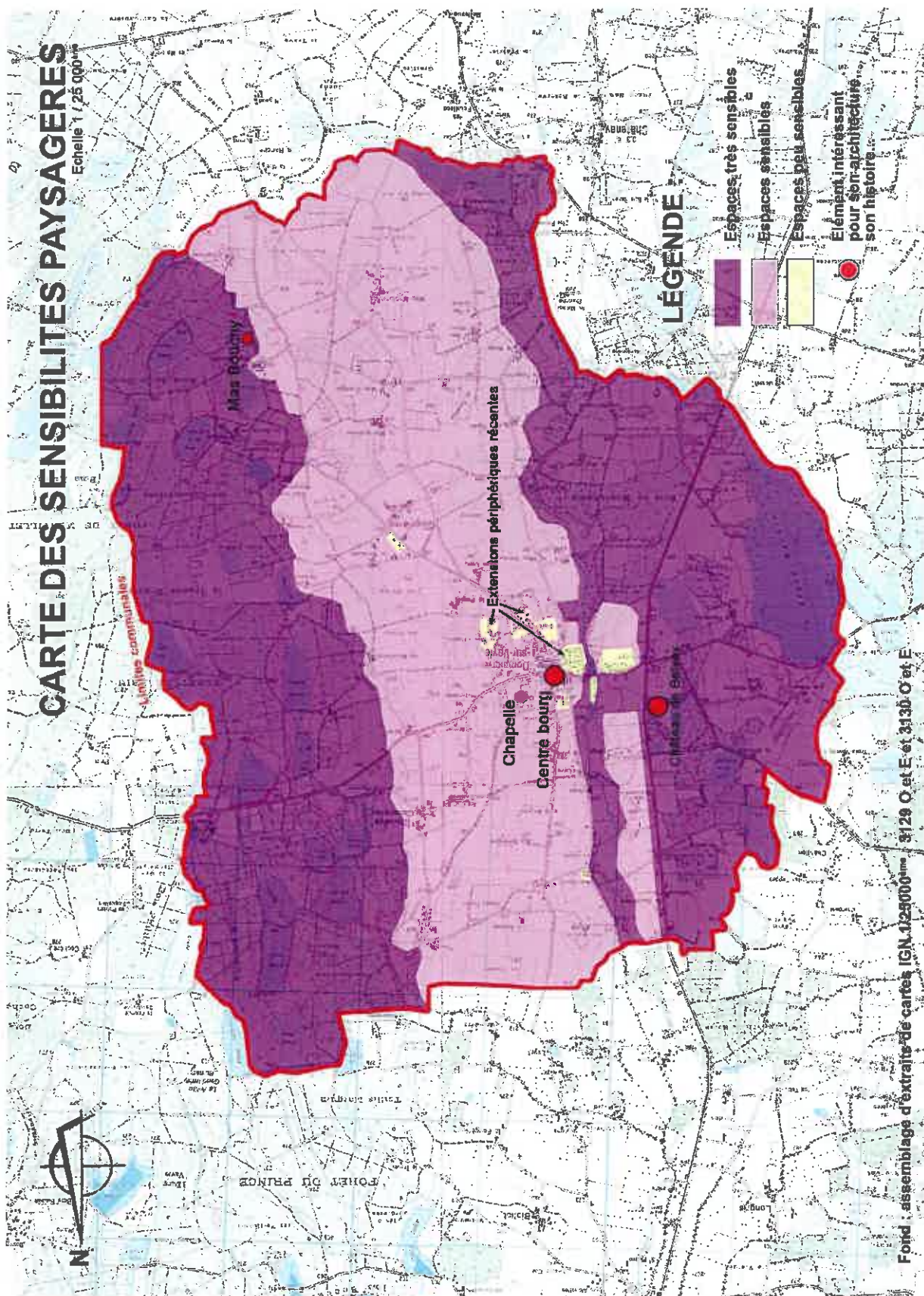
### Les valeurs paysagères dépréciantes

Ce sont des composantes du paysage qui sont perçues comme « dévalorisant » le paysage et qui prennent une valeur culturelle négative. Il arrive ainsi qu'un site que l'on s'accorde à trouver de qualité soit pourvu d'un élément dont les qualités esthétiques sont anachroniques ou jugées négatives (par exemple transformateur EDF, décharge publique, relais pour téléphones portables, lignes haute tension...). Souvent ponctuels, ces éléments n'en sont pas moins perçus comme affectant une large partie du site et dépréciant le cadre.

Malgré la grande qualité paysagère de la commune, on peut citer l'impact de certains bâtiments ou hangars liés à l'activité agricole principalement qui contrastent avec les bâtis anciens. L'emplacement de ces éléments au sein du territoire de la commune peut modifier considérablement leur impact, s'ils sont situés au sommet ou au creux des ondulations du relief par exemple.



### REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE : valeurs dépréciantes





## **Les sensibilités paysagères :**

Les notions d'équilibre et de déséquilibre font référence à l'évolution en cours du paysage. La notion de sensibilité renvoie, elle, à la maîtrise de cette évolution.

Le degré de sensibilité attribué à un site est fonction de la qualité paysagère des éléments qui le composent d'une part, d'autre part de l'organisation de ces éléments entre eux. Ainsi, la sensibilité a aussi appel aux notions d'organisation et de lisibilité du paysage. Elle informe des conséquences que pourraient avoir les actions conduites, en termes d'aménagement, sur la structure du paysage.

On distingue généralement trois degrés de sensibilité :

- un site est qualifié de « **très sensible** » si l'ajout d'un élément ou la disparition d'un élément lui fait perdre son équilibre, son harmonie initiale.
- Un site est qualifié de « **sensible** » si l'ajout ou la disparition d'un groupe d'éléments lui fait perdre son équilibre, son harmonie initiale.
- Un site est qualifié de « **peu sensible** » si l'ajout d'un groupe d'éléments ou la disparition d'un ensemble d'éléments ne lui fait pas perdre son équilibre ou s'il n'augmente en rien le déséquilibre préalable du site.

## **On citera parmi les sites très sensibles :**

Les centres anciens : les noyaux urbains anciens de type traditionnel présentent des intérêts historiques et esthétiques certains. Ils se composent de certains éléments assez homogènes de construction traditionnelle qu'il convient de préserver. Ces zones sont en effet des éléments forts du paysage, d'où l'intérêt de définir leurs limites bâties. Une densité importante est donc à préserver dans le bourg et les hameaux, et à privilégier sur les extensions en périphérie, qui sont à choisir prudemment sans détruire les effets de groupement et sans masquer l'existant.

Les éléments du patrimoine historique et architectural ainsi que leurs abords : le territoire de Dompierre-sur-Veyle possède un certain nombre d'éléments à fort intérêt patrimonial (église, château, hameaux ou bâtis anciens...) qu'il appartient de protéger et de mettre en valeur en édictant des règles d'urbanisme adaptées et en maîtrisant leur environnement. Il est important de maintenir un espace de vie autour

de ces lieux et de préserver les perspectives sur ces monuments. Des mesures protectrices doivent ainsi être mises en place.

Espaces naturels d'intérêt environnemental et /ou patrimonial : il s'agit des espaces naturels riches et fragiles tels les boisements, haies, mais aussi les milieux aquatiques, ruisseaux et leurs abords, zones humides, étangs à la faune et à la flore diversifiée et intéressante. Leur protection est nécessaire.

Les espaces naturels situés à l'Est et à l'Ouest du territoire communal offrent un paysage caractéristique de la région dombiste. Ce sont les milieux hydrauliques, écologiques riches, mais aussi fragiles, tant pour la faune et la flore que pour le grand paysage. Il est important de protéger et de valoriser ces secteurs. Leur vocation et leur intérêt environnemental doivent être préservés. Il faut donc éviter tout risque de mitage de ces milieux en protégeant leur caractère naturel et paysager. Tout élément exogène rapporté doit ainsi faire l'objet d'une intégration très étudiée. Ils font partie du patrimoine paysager de la commune et reflètent une image de terroir.

#### **On citera parmi les sites sensibles :**

Les reliefs ondulés agricoles : ces espaces offrent des paysages vallonnés de qualité. Il faut éviter à tout prix un étalement anarchique des zones d'habitation. La covisibilité y est souvent très forte (notamment sur les crêtes et coteaux) et une urbanisation non maîtrisée sur les coteaux amènerait à une mutation de ces espaces.

Les hameaux anciens : les éléments bâtis anciens, au sein de hameaux ou isolés (fermes bressanes, habitat traditionnel) doivent être préservés, tout comme les perspectives sur ces bâtisses. L'implantation d'éléments nouveaux aux alentours devrait se faire de manière à ne pas dénaturer l'unité architecturale existante. Il est donc important de mettre en œuvre des mesures protégeant ces secteurs et de créer des règles concernant l'implantation de nouvelles constructions (couleurs, matériaux, architecture...).

#### **On citera parmi les sites peu sensibles :**

Ces sites moins lisibles, en progression, souffrent d'un manque d'identité. Les fonctions urbaines et rurales s'y affrontent en créant des déséquilibres dans le paysage. Compte tenu de la richesse paysagère de la commune de Dompierre-sur-Veyle, il existe peu d'espaces peu sensibles. On citera les espaces déjà fortement urbanisés où l'ajout ou la suppression d'éléments aura peu d'impact étant donné leur encadrement déjà fortement urbanisé.

Les espaces de lotissements périphériques : le développement d'habitations sous forme de maisons individuelles crée des déséquilibres dans le paysage. Ces formes bâties diffuses contrastent avec le site paysager et agricole qu'elles jouxtent sans dialoguer. Le déséquilibre est d'autant plus marqué que les poussées urbaines dans le secteur rural induisent une fragilisation d'un espace à la fonction agricole marquée. Ce sont donc des espaces en déséquilibre, affectés par une urbanisation manquant de cohérence.

Ces espaces sont en pleine transition : l'urbanisation gagne peu à peu sur les terres agricoles. Le développement de lotissements crée une discontinuité urbaine, ce type d'urbanisation étant en outre consommateur d'espace.

L'enjeu paysager est donc une organisation de ce développement et un traitement des articulations entre les différentes formes et zones urbaines. Compte tenu du positionnement stratégique de terrains environnants, ces sites sont des espaces à enjeux urbains.

L'ajout de nouveaux éléments serait faiblement perceptible, du fait de leur assimilation au sein d'un espace fortement urbanisé.

Les zones industrielles / artisanales : elles ont généré plus de bâtiments dépréciant que d'éléments de qualité, et pourraient faire l'objet d'un règlement exigeant une grande attention quant à l'aspect extérieur des futurs bâtiments, lesquels joueraient un rôle d'écran. Les implantations et l'insertion paysagère des futurs bâtiments doivent être étudiées.

La recomposition future de ces sites permettrait de réduire les déséquilibres provoqués, afin de retrouver un ensemble de valeurs positives, l'objectif étant de « réconcilier » le paysage avec sa fonction urbaine.

## **II. GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL**

La commune de Dompierre-sur-Veyle est située sur la frange orientale de la Dombes à la jonction avec la plaine de la Bresse.

Le territoire communal peut être raccroché géographiquement au territoire dombiste n'offre pas toujours un paysage marqué par la typologie classique de la Dombes boisée.

Le territoire est traversé du Nord au Sud par un large bandeau de cultures, tandis que ses franges Est et Ouest se partagent entre espaces boisés et étangs.

La Dombes est un écosystème qui se caractérise par la biodiversité et une très grande originalité paysagère et biologique.



## **II.1. Climat**

Le climat local est de type semi-continental, mais avec une influence océanique importante se fait sentir et tend à répartir assez équitablement les précipitations durant l'année. Le printemps (mois de mai) et l'automne (mois d'octobre et novembre) restent cependant les périodes les plus arrosées.

## **II.2. Géologie**

La dépression de Bresse s'étend des contreforts calcaires du Jura jusqu'au socle du Beaujolais. Il s'agit d'une subsidence avec des accumulations sédimentaires successives épaisses (marnes, carbonates).

Au quaternaire, la glaciation du Riss et du Würm atteignent la région de Bourg-en-Bresse, avec des dépôts morainiques frontaux et des épandages fluvio-glaciaires en terrasses.

Le village de Dompierre-sur-Veyle est bâti sur l'extrémité nord d'une banquette étroite et régulière, inscrite dans les moraines dombistes et dominant d'environ 5 mètres les alluvions du fond de la vallée de la Veyle rive gauche. Il s'agit d'une terrasse de matériel fluvio-glaciaire liée au retrait des lobes de Chaveyriat et Seillon.

Les alluvions glacio-torrentielles du plateau de Servas sont constituées de cailloutis à galets hétérométriques, bien arrondis, à matrice sableuse jaune. Ils sont recouverts un peu partout par une couche plus ou moins épaisse de limons des dombes. On les observe dans les gravières (les Taboutes).

Les limons non calcaires de recouvrement des moraines dombistes dominent tout le plateau au sud de bourg. Ils sont plus ou moins épais. Seuls les fonds de vallée et les nappes alluviales plus récentes du couloir de Certines en sont dépourvus.

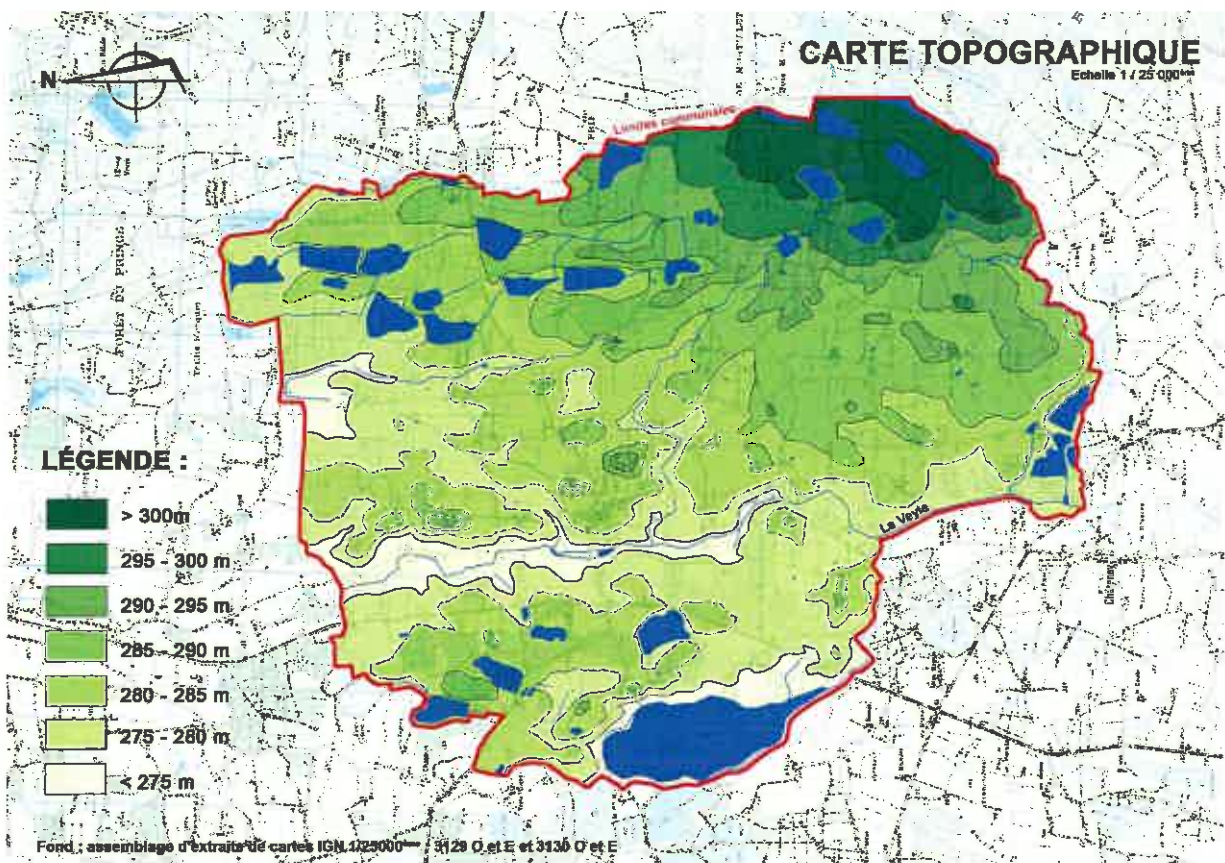
Les moraines externe du glacier du Rhône qui s'est avancé jusqu'aux abords du bourg constituent un complexe de deux arcs terminaux : l'arc de Chaveyriat-Corgenon à l'ouest et l'arc Seillon à l'est se prolongeant au sud de leur jonction à l'Alleyriat par les moraines médianes de Longchamp et Biollet.

### **II.3. Topographie**

Le relief est peu marqué sur l'ensemble du territoire de la plaine de la Dombes. L'orientation du relief sur la commune est Sud-est / Nord-Ouest. La différence entre le point le plus bas (264 m) et le point le plus haut (312 m) n'est que de 48 m.

Les dénivelés sont donc très faibles, ponctués de petits vallons, d'espaces boisés, offrant par cette morphologie un paysage divers et coloré. La commune est traversée du Sud au Nord par la Veyle et le bief Lentet au Nord-est.

La présence de nombreux boisements limite les ouvertures sur des vues lointaines. Chacun de ces éléments (relief, étangs, ruisseaux, plaine...) génère un paysage spécifique.



### **II.4. Qualité de l'air**

La qualité de l'air de Dompiere-sur-Veyle ne fait pas l'objet de mesures. L'absence de facteurs de pollution tels que l'intensité des déplacements, la présence d'industrie ou d'entreprises polluantes, permettent de justifier de la bonne qualité de l'air.

Ce qui n'exclue pas d'être vigilant vis-à-vis des impacts de l'extension urbaine et de la multiplication des déplacements motorisés, en favorisant dans le PLU un développement urbain à proximité du réseau de transport commun.

## **II.5. Faune et flore**

Par son climat, comme par son sol, la Dombes constitue un territoire original, variable dans le temps comme dans l'espace : sur moins d'un kilomètre alternent nappes d'eau et cultures, prairies et bosquets, cette diversité faisant le charme des terroirs bocagers.

Ce territoire se caractérise par une forte biodiversité et une très grande originalité paysagère et biologique.

Une distinction est à établir entre la Dombes des étangs et la Dombes boisée qui couvre la bordure orientale du plateau dombiste. Les forêts de cette côtère Est de la Dombes sont extrêmement contrastées.

La Dombes est l'une des dix grandes régions du monde pour la richesse de son avifaune. Les étangs constituent en effet un milieu d'une grande richesse pour les oiseaux. De nombreuses espèces rares ont été signalées dans la région. Aux oiseaux nicheurs locaux présents toute l'année (canard, colvert, chipeau, souchet, héron cendré, corneille noire, faisan...), s'ajoutent les migrateurs estivant qui arrivent au printemps pour se reproduire avant de reprendre la route du sud en automne (héron pourpré, aigrette gazette, loriot, coucou, rossignol...), et les grands migrateurs qui vont se reproduire en Allemagne, en Scandinavie et qui font une halte pour se reposer et se nourrir (bécasse auminute, balbuzard pêcheur, spatule, cigogne noire).

Les étangs présentent souvent des ceintures de végétation extrêmement diversifiées qui abritent certaines espèces de plantes originales (ex : *Marsilia quadrifolia*, *Hottonia palustris*). Divers relevés entomologiques attestent en outre de l'intérêt du milieu dombiste pour les insectes et plusieurs études de la grande diversité des reptiles et batraciens.

La Veyle et son réseau hydrographique est particulièrement intéressant, la présence de nombreuses zones humides témoigne de sa grande valeur biologique. Le « Grand Marais » de Dompierre-sur-Veyle s'étend sur 100 hectares environ,, et constitue une source de richesses particulière. Au même titre que les autres étangs de la commune, et par extension de la Dombes, il est protégé au titre des sites « NATURA 2000 ».

## **II.6. Inventaires et classements**

### **II.6.1. ZNIEFF**

Les ZNIEFF sont des outils de connaissance du milieu naturel permettant une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles. Elles correspondent aux espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence de plantes ou d'animaux rares et menacés.

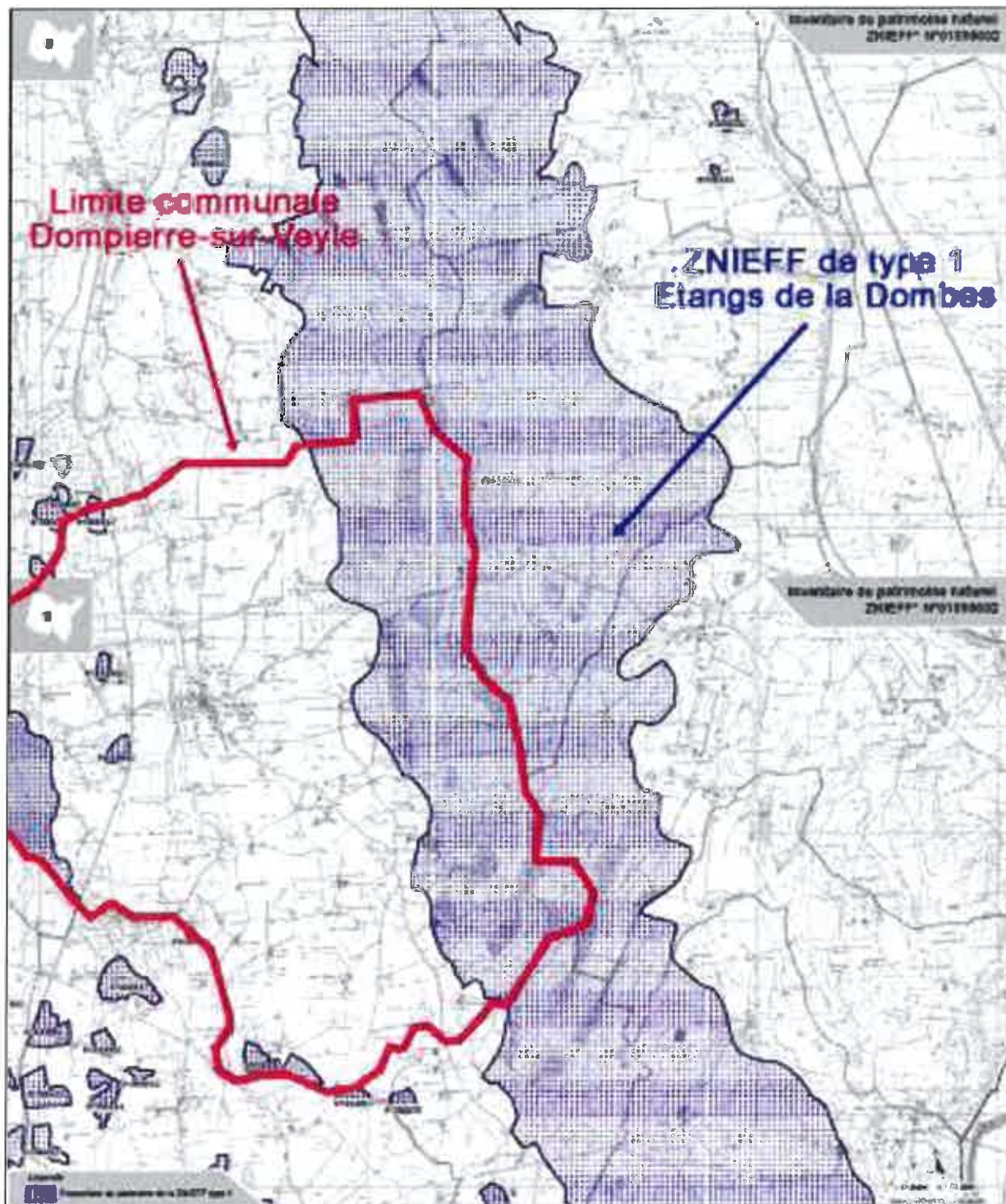
On distingue deux types de ZNIEFF :

*Les zones de type I*, d'une superficie limitée, sont caractérisées par la présence d'espèces ou de milieux rares ou menacés du patrimoine naturel (mare, prairie humide...). Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations du milieu.

*Les zones de type II* sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type1, qui offrent des potentialités biologiques importantes (massif forestier, vallée, plateau, confluent...). Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

La commune est concernée par une ZNIEFF de type 2 « ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière ».

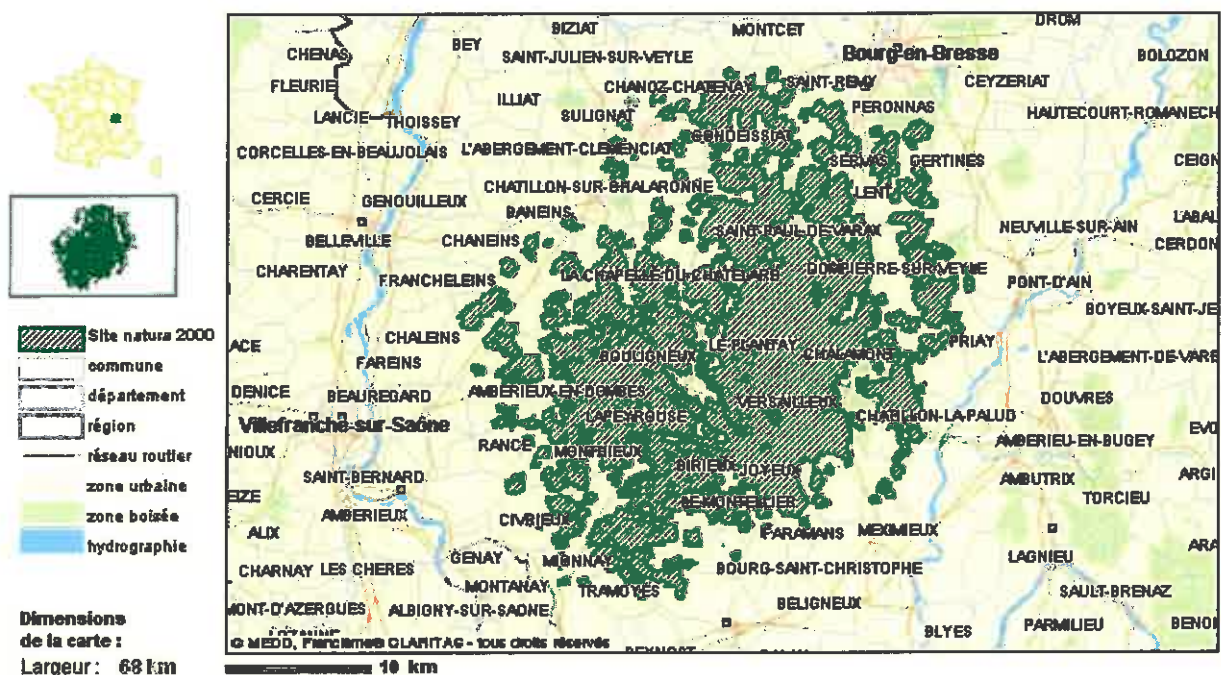




## II.6.2. NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Il doit assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes dites « Oiseaux » et « Habitats » de 1979 et 1992.

## LA DOMBES



Source : site internet de l'environnement

Page suivante : sites NATURA 2000 sur la commune de Dompierre-sur-Veyle (hachures)





Site proposé par la France pour être désigné au titre de la directive Européenne 92/43/CEE habitats faune-flore :

FR 8201635 : La Dombes (47 656 ha au total). Ainsi, la Dombes a été reconnu à la fois comme site d'importance communautaire (FR 8201635) et correspond à une zone de protection spéciale (FR8212016). Le site retenu prend en compte à la fois les étangs et leur bassin versant, ce qui explique sa couverture importante.

Le document d'objectif est en cours de rédaction.

### **II.6.3. ZICO**

#### **➤ ZICO**

L'inventaire ZICO est un inventaire national de caractère scientifique établi sous l'égide du Ministère de l'Environnement. Il recense des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Une Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux a été également mise en place sur la commune de Dompiere-sur-Veyle.



### III. HYDROLOGIE

#### III.1. Eaux superficielles et souterraines

**La Veyle** traverse la commune dans le sens Nord-Sud, ce qui entraîne la présence de zones humides.

Le cours de la Veyle est assez sinueux avec un courant à faible énergie, et des débits d'étiage estival faibles.

Elle fait l'objet d'un Contrat de Rivière, dont la version définitive a été éditée en 2004, et dont les principaux objectifs portent sur :

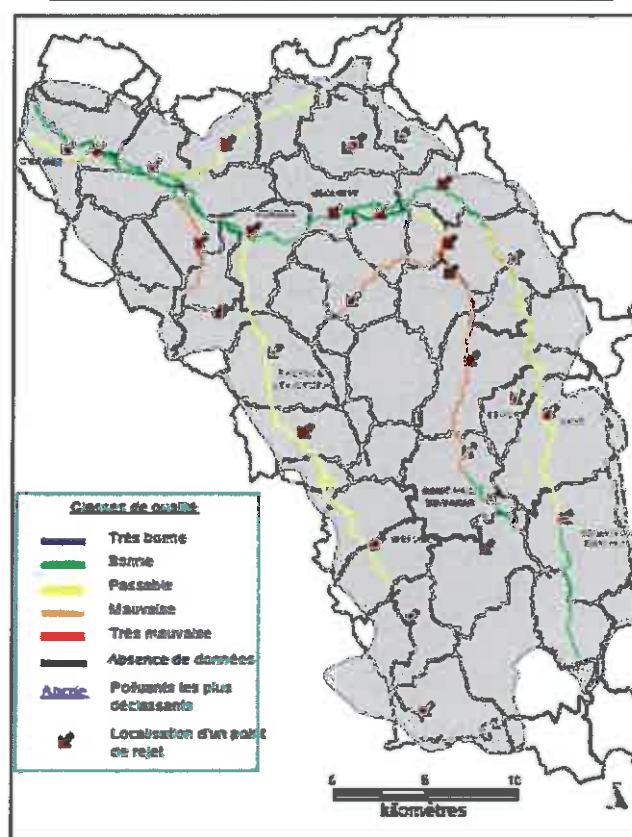
- L'aménagement, la protection et la mise en valeur des milieux aquatiques
- La protection contre les inondations.

#### Les étangs

Le vaste plateau des Dombes est constitué des sédiments glaciaires très fins qui permettent une grande rétention d'eau. C'est la raison pour laquelle ce milieu est parsemé de nombreux étangs et marais.

La Dombes ne comptait que quelques étangs et marais naturels au XIIe siècle. Les créations d'étangs artificiels sont nombreuses aux XIV et XVe siècles mais l'âge d'or s'établit au XIXe siècle où plus de mille étangs artificiels ont été créés pour les besoins de la pisciculture. Ils caractérisent alors le paysage et lui confère sa spécificité. D'abord réalisés pour les demandes en poisson des communautés religieuse et civile par des moines défricheurs, les étangs acquièrent très vite un

**Carte n°15 : Objectifs de qualité pour l'altération phosphore**



Source des données : SD Carthage, Carte Générale de l'Als. Spéciale des Veys et Vaux

statut particulier. En effet, la Dombes, au sol très pauvre se trouvait fertilisée par la pratique de la culture de l'alternance « assec-évolage ».

L'évolage est la période de deux ans pendant laquelle l'étang est en eau et l'assec est la période (un an) pendant laquelle l'agriculteur cultive cette terre. Actuellement, les fortes spéculations cynégétiques incitent à maintenir les étangs en eau plus longtemps. Certains ne sont même plus mis en culture.

Outre cet aspect agricole et piscicole, l'étang est d'un intérêt majeur pour les chasseurs et les ornithologues. La Dombes est en effet l'objet d'une renommée internationale dans ces domaines.

Ces étangs sont situés le long d'une bande orientée Nord-Sud, occupant la partie Est de la commune. Le Grand marais s'étend sur la frange Ouest du territoire, avec l'étang de la Brasière notamment, tandis que la partie Est héberge au moins 15 étangs

### **III.2. Qualité de l'eau**

Le Système d'Information sur l'Eau du bassin Rhône-Méditerranée, organisme public qui diffuse les données et informations sur la qualité des eaux, l'état des milieux aquatiques, la pollution et la politique de gestion de l'eau, publie des éléments sur la qualité des cours d'eau.

Selon les données du Conseil Général de l'Ain (programme 1997), les eaux de la Veyle présentent une qualité 1B (qualité bonne, pollution modérée) sur l'ensemble de son linéaire.

Toutefois ce niveau est plus critique pour les matières azotées et le phosphore. De plus, une partie des nitrates d'origine agricole rejoint le cours d'eau par l'intermédiaire des eaux souterraines comme l'indiquent l'augmentation des concentrations à partir de Dompierre-sur-Veyle (cf. données SEQ eaux superficielles : Veyle à Dompierre-sur-Veyle).

## IV. PRISE EN COMPTE DES RISQUES

### IV.1. Risques inondations

Les risques naturels sont liés aux risques d'inondation de la rivière la Veyle.

Aucun PPRN n'est aujourd'hui existant, mais des éléments d'information tels que la carte d'aléas ont été réalisés afin d'obtenir une information précise des possibles étant associé à la révision du POS en PLU, ces informations ont pu être communiquées et prises en compte dans le cadre de la réalisation du zonage.

Il n'en reste pas moins que seule une séquence de la Veyle, au plus près du bourg, fait l'objet d'une identification précise de l'aléa, les autres secteurs de la commune traversés par la Veyle ne bénéficiant pas d'une information plus précise.

Extrait du rapport de présentation du PPRI de la Veyle :

*« Aucun repère de crue n'a été recensé dans le cadre du recueil de données. Il n'a pas été possible de procéder à un calage rigoureux sur ce secteur d'études. Il semble que le lotissement situé à l'aval de la RD17 n'ait jamais été inondé. Il a cependant été construit il n'y a qu'une vingtaine d'années.*

*La présence de vannes au droit de l'exutoire de l'étang (moulin et seuil de décharge en rive gauche) peut modifier les conditions d'écoulement. Dans la mesure où ces vannes sont manuelles et qu'un dysfonctionnement lié à la manœuvre des vannes n'est pas à exclure, la configuration retenue pour la modélisation consiste à garder les vannes abaissées.*

*En crue centennale, le débit se répartit à peu près équitablement entre le lit principal en rive droite (moulin) et le bief de décharge en rive gauche. Les deux ponts sont en charge. Des débordements surviennent à l'amont entre les deux biefs générant une lame d'eau sur la RD17. Ces débordements participent à l'inondation des premières habitations du lotissement à l'aval. Ce lotissement est par ailleurs inondable au droit du profil DV5 à la fois par le lit principal de la Veyle et le chenal de rive gauche.*

*A l'amont, le chemin d'accès au parking est inondé, ainsi que les emplacements situés au dessous de celui-ci.*

*L'ancien moulin est également inondé ainsi que les bâtiments annexes situés dans la cour en contrebas de la berge rive droite de l'étang. A noter que cette berge fait office de digue. Etant donné ses caractéristiques ainsi que le type d'écoulement au droit de l'étang (vitesse faible) le risque de rupture s'avère toutefois limité. »*

## **Zone d'aléas forts et moyens au nord : zone classée naturelle ou en 2AU**

Cette zone concerne :

- Les secteurs proches de la rivière
- Le secteur entre le lit de la Veyle et l'un de ses bras
- Le secteur autour du plan d'eau

### **1. Les zones d'aléa fort**

Les zones d'aléas forts ont été classées en zones N inconstructibles au PLU.

Les zones d'aléas moyens sont classées soit en zone N, soit en zonage constructible (U et AU), avec des prescriptions spécifiques liées à l'aléa inondation.

### **2. Zones d'aléas faibles et moyens**

#### **a) Au sud le long de la zone 2AU**

La construction des terrains situés dans une zone d'aléas moyens n'est pas justifiée, compte tenu que d'autres zones peuvent être ouvertes à l'urbanisation : il est nécessaire d'éviter de construire sur une portion de terrain qui se trouve dans une zone de risque inondable. Aussi, l'implantation des constructions sur la zone 2AU au Sud de l'école sera-t-elle limitée dans sa partie Ouest aux secteurs non inondables.

#### **b) Entre le lit de la Veyle et l'un de ses bras**

Située juste au Nord du pont sur la RD n°17, une portion de la zone UB située à l'Ouest de la Veyle, déjà entièrement construite, ainsi que l'ancien moulin, sont concernés par l'aléa moyen d'inondation.

Enfin, le camping est situé en partie en aléa moyen et faible.



## **IV.2. Risques technologiques**

*(source : document d'information communal sur les risques majeurs)*

Le risque technologique à Dompierre-sur-Veyle est du au transport de matières dangereuses en canalisations souterraines :

- a) Du transport d'éthylène (ETEL)
- b) Du gaz (GDF)

### **a) La canalisation souterraine de transport d'éthylène :**

Une canalisation transportant de l'éthylène traverse la commune du sud au nord.

Ce pipeline permet de transporter de l'éthylène depuis le site de production de Feyzin aux usines consommatrices de Balan (dans l'Ain - exploitée par Atofina), de Tavaux (dans le Jura - exploitée par Solvay) et de Carling (dans la Moselle - exploitée par Atofina) par l'intermédiaire du stockage souterrain de Viriat.

Plus précisément, le pipeline qui traverse la commune de Dompierre-sur-Veyle, de diamètre 219 mm, assure la liaison entre Feyzin (Rhône) et le site de stockage de Viriat.

Il est exploité par la Société Total Fina Elf. Cette section est intégrée avec une autre section, la section Viriat/Tavaux, dans un réseau appelé ETEL (Ensemble des Transports d'Ethylène Lyonnais).

Les canalisations sont enterrées à une profondeur minimale de 0,80 m avec un grillage avertisseur et leur tracé est repéré par des balises cylindriques blanches d'environ un mètre que l'on trouve à chaque changement de direction et approximativement tous les 300 mètres en ligne droite.

Elles peuvent être isolées au moyen de vannes de sectionnement réparties le long de leur tracé en fonction de la densité de population et des points particuliers des zones traversées. Elles sont équipées de moyens de télétransmission par onde radioélectrique pour les mesures et fermetures des vannes de sectionnement.

### **Risques liés au produit transporté :**

L'éthylène n'est pas un produit toxique mais inflammable et explosif dans l'air, ce qui constitue le risque principal de sa mise en œuvre. L'éthylène transporté ne présente pas de risque de pollution des sols, car à pression et température ambiantes, il est gazeux et se dilue dans l'atmosphère.

### · Risques liés aux ouvrages :

Les risques résultant de la conception et de l'exploitation sont limités par la simplicité de ces ouvrages : pipeline avec vanne de sectionnement sans installation intermédiaire ni annexe.

Les dangers concernant les matériaux sont évités par l'emploi de matériaux adaptés au service et par une protection cathodique vérifiée bimensuellement par le surveillant de pipeline et semestriellement par un organisme spécialisé et agréé.

Les ouvrages sont protégés des surpressions par des soupapes :

- au départ de la raffinerie de Feyzin, soupapes au refoulement des pompes de mise au pipeline de l'éthylène reliées à la torche de l'établissement ;
- à l'arrivée et au départ du stockage de Viriat

### 2) La canalisation de gaz GDF :

Cette canalisation est exploitée par Gaz de France.

Cette artère de 800 mm de diamètre relie Etrez-Balan-Tersanne (26) et traverse du nord au sud la commune (voir cartographie ci-jointe).

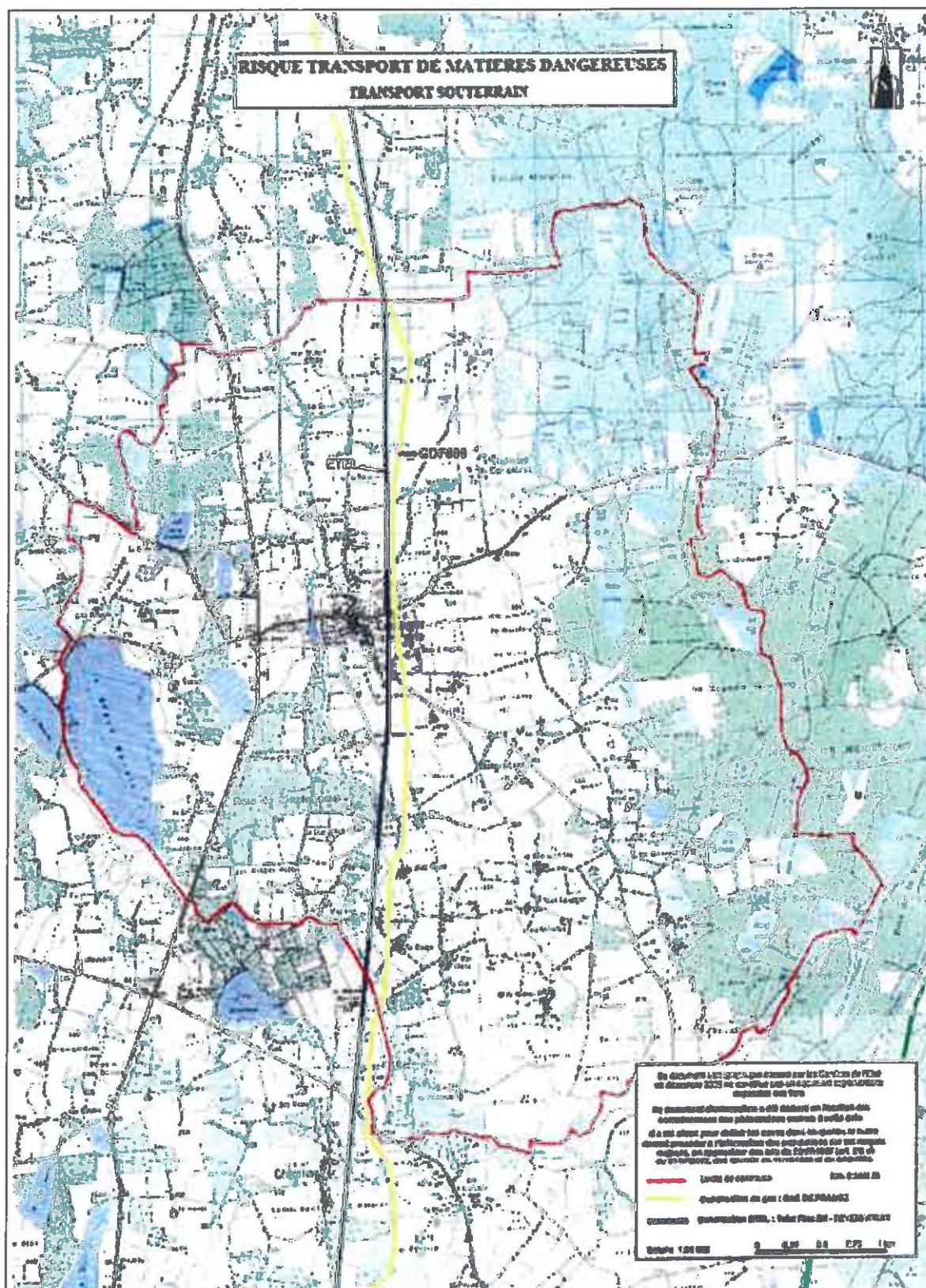
La canalisation est repérée par des bornes triangulaires jaunes, des plaques signalétiques ou des balises, implantées aux traversées de voies et aux changements de direction et placées en limite d'emprise ou en limite de parcelles. En milieu urbain, le repérage peut s'effectuer à l'aide de plaques signalétiques fixées sur des supports particuliers.

Elle comporte des installations annexes, généralement de surface, qui sont :

- a. des postes de sectionnement et de coupure permettant d'interrompre le transit du gaz ;
- b. des postes de précédente permettant de réduire la pression pour des raisons techniques ou de sécurité afin d'alimenter le réseau de distribution aux consommateurs.
- c. des postes de détente-livraison permettant de fournir le gaz aux grands centres de consommation (distributions publiques ou clients industriels).

Le risque provient principalement d'une fuite de gaz provoquée par perforation ou rupture accidentelle de la canalisation.





### **3<sup>ème</sup> PARTIE**

## **JUSTIFICATION DES CHOIX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU P.L.U.**

## ***Sommaire de la troisième partie***

<b>I. Synthèse des conclusions de l'analyse.....</b>	<b>p. 95</b>
<b>II. Contraintes et enjeux du territoire avant la révision du POS en PLU.....</b>	<b>p. 96</b>
<b>III. Enjeux et orientations du P.L.U.....</b>	<b>p. 102</b>
<b>IV. Capacités d'accueil du PLU.....</b>	<b>p. 106</b>
<b>V. Compatibilité avec les normes supérieures.....</b>	<b>p.107</b>
<b>VI. Emplacements réservés.....</b>	<b>p.111</b>
<b>VII. Justification du zonage du PLU.....</b>	<b>p.112</b>
<b>VIII. Superficie des zones du POS et du PLU.....</b>	<b>p.123</b>
<b>IX. Espaces boisés.....</b>	<b>p.124</b>

## I. SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE

ATOUTS	FRAGILITES	ENJEUX
<b>DEMOGRAPHIE / POPULATION</b>		
-Développement démographique important en lien avec la proximité Bourg en Bresse	-Afflux important de population - tendance au vieillissement à prendre en compte	-Maîtriser et organiser le développement démographique - Respect des objectifs de développement du SCOT en cours d'élaboration
<b>LOGEMENTS / HABITAT</b>		
-En 2007, 47 logements dits sociaux, soit 15% du parc des résidences principales.	-Pression foncière plus importante entre 1999 et 2007 -Développement du logement pavillonnaire consommateur d'espace -Poids du logement social assez faible et peu dispersé	-Mixité de logements à rechercher (logement social, pour personnes âgées, jeunes...) - Densité et qualité des formes urbaines à rechercher
<b>ECONOMIE</b>		
-Services et commerces répondent partiellement aux besoins de proximité -Zone d'activité à vocation artisanale - Agriculture dynamique	-artisans répartis sur l'ensemble du territoire - 1 partie non occupée de la zone d'activités trop éloignée du centre bourg. - Dépendance des pôles d'emplois burgien et agglomération lyonnaise	-Maintien et développement des commerces et services de proximité - Maintien de la zone d'activité - Soutenir le maintien et le développement de l'activité agricole
<b>EQUIPEMENTS PUBLICS / RESEAUX</b>		
-Equipements communaux dans le centre assurent sa polarité - un groupe scolaire neuf répondant aux besoins actuels et futurs - un réseau d'assainissement étendu à la quasi-totalité de la commune	- une mairie et une bibliothèque municipale risquant d'être trop petites dans les années à venir	-Développer les équipements en cohérence avec les évolutions démographiques -Permettre le développement des équipements
<b>ACCES / DEPLACEMENTS</b>		
- Desserte importante - Présence transports en commun et développement des modes doux dans le cadre de l'Agglo	- déplacements automobiles fortement présents	- Organiser la desserte des futures zones d'urbanisation - Faciliter les déplacements doux et les transports en commun
<b>PAYSAGE / PATRIMOINE</b>		
-Plusieurs entités paysagères caractérisent le territoire -Nombreux bâtiments patrimoniaux intéressants	-Nombreux espaces très sensibles - mitage du paysage	-Maintient et protection des éléments du paysage marqueurs du territoire -Protéger le patrimoine bâti
<b>ENVIRONNEMENT NATUREL ET RISQUES</b>		
-Richesse naturelle importante : bois, étangs, zones humides... -Présence de haies qui structurent le territoire -Réseau hydrographique important -	-Les espaces les plus riches peuvent être fragilisés car pression foncière importante -Risque d'inondation limitée liée à la Veyle -Présence de risques technologiques (gaz, produits chimiques...)	-Fort enjeu de préservation des espaces naturels -Mise en valeur du patrimoine bâti -Prise en compte des secteurs à risques - Protection de la qualité des eaux

## **II. CONTRAINTES ET ENJEUX DU TERRITOIRE AVANT LA REVISION DU PLU**

### **II.1. Respect des contraintes**

#### **II.1.1. Les dispositions globales d'aménagement**

Le Plan Local d'Urbanisme de Dompierre-Sur-Veyle est conforme aux prescriptions nationales et lois d'aménagement et d'urbanisme concernant son territoire, à savoir :

- d'une part, limiter l'urbanisation de l'espace, préserver les activités agricoles, protéger les espaces forestiers, les sites et paysages.
- d'autre part, prévoir suffisamment de zones réservées aux activités économiques et d'intérêt général et de terrains constructibles pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière de logements.

Le P.L.U. prend également en compte les dispositions prévues par la loi d'Orientation pour la ville du 13 juillet 1991. Cette loi assigne aux collectivités l'objectif d'assurer, sans discrimination, aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transport, répondant à la diversité de leurs besoins et de leurs ressources.

#### **II.1.2. Les servitudes d'utilité publique**

La commune est concernée par plusieurs Servitudes d'Utilité Publique (canalisations de transport de gaz, et canalisations de transport de produits chimiques).

Le territoire de Dompierre-sur-Veyle est contraint par plusieurs servitudes d'utilité publique :

##### **- Servitude I3 relative aux canalisations de transport de gaz : I3**

La canalisation « Etrez / Tersanne », de diamètre 800, est déclarée d'utilité publique par arrêté du 9 février 1983.

Les risques létaux sont présents sur 360 mètres de part et d'autre de la canalisation.



- **Servitude I5 relative aux canalisations de transport de produits chimiques : I5**

Canalisation d'éthylène ETHEL « FEYZIN/TAVAUX » de diamètre 220 mm (les effets létaux sont possibles dans une zone de 400 m)

Cette canalisation entraîne une zone non aedificandi sur une bande de 5 m de large.

- **Plans d'alignements communaux** à consulter en mairie

Le PLU respecte et a pris en compte l'ensemble de ces servitudes.

- Projet d'Intérêt Général

Le territoire de Dompierre-sur-Veyle n'est concerné par aucun Projet d'Intérêt Général.

### **II.1.3. Les risques technologiques**

La commune est concernée par les risques technologiques liés aux canalisations de transport de matières dangereuses.

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport. Il peut entraîner des conséquences graves voire irréversibles pour la population, les biens et l'environnement.

Ces ouvrages font l'objet de servitudes d'utilité publiques et engendrent des zones à risques. Un courrier de la Préfecture en date de décembre 2003 demande de faire preuve de vigilance à proximité des canalisations pour éviter de densifier l'urbanisation dans la zone correspondant à la limite des effets significatifs où peuvent survenir des blessures graves. Les Maires sont invités, dans la zone correspondant aux effets mortels, la construction ou l'extension d'établissements recevant du public relevant des catégories 1 à 4 ainsi que les établissements de plein air de la 5<sup>ème</sup> catégorie.

- Canalisation de gaz de 800 mm de diamètre (ETREZ - BALAN). En cas d'accident, les effets mortels pourraient être ressentis sur une distance de 360 m de part et d'autre de la canalisation.

- Pour la canalisation d'éthylène ETHEL « FEYZIN/TAVAUX » de diamètre 220 mm (produits chimiques), en cas d'accident, les effets mortels pourraient être ressentis sur une distance de 400 m de part et d'autre de la canalisation.

Ainsi, des prescriptions particulières en matière d'Etablissement Recevant du Public et de densification de l'urbanisation seront appliquées dans ces périmètres.

Les précisions sur ces contraintes et les effets potentiels d'un accident sur ces canalisations sont détaillés au IV de la deuxième partie du présent rapport.

## **II.2. Les enjeux sur la commune**

### **II.2.1. Analyse du précédent POS et ses objectifs**

#### **► L'ancien POS**

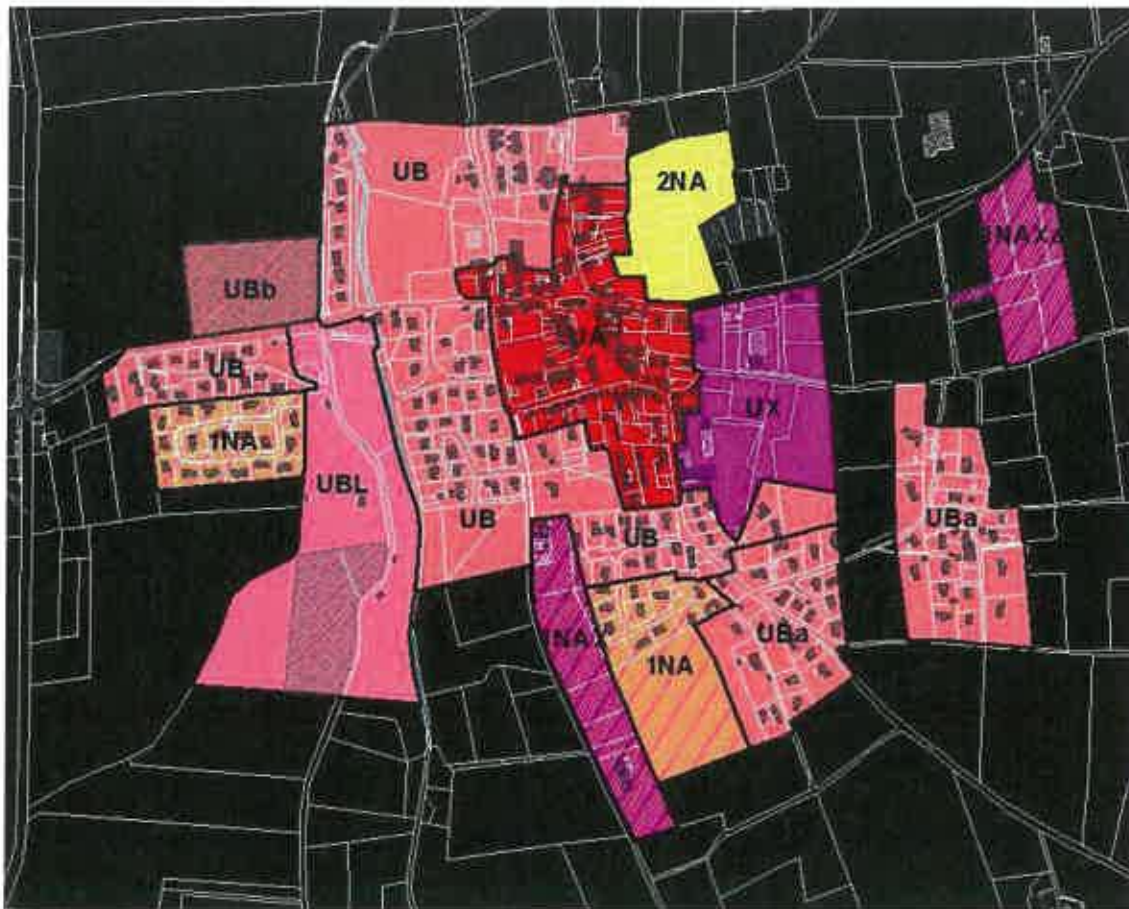
Le premier document d'urbanisme de Dompierre-sur-Veyle a été approuvé le 26 avril 1985 et modifié le 2 février 1990. Il a ensuite été modifié en septembre 2000, puis en janvier 2006.

Les enjeux du POS étaient les suivantes :

- Protection de l'espace agricole
- Densification du centre bourg
- Maîtrise du développement des hameaux existants
- Implantation d'activités économique

Le développement souhaité était un plafonnement de l'expansion à 1120 habitants à échéance 2005 à moyen terme et 1280 habitants à long terme.

## POS – centre bourg et ses abords



### II.2.2. Les capacités de remplissage de l'ancien POS

L'analyse des capacités de remplissage du POS, les principes de calcul sont repris des préconisations de surface du SCOT :

- Une densité de 10 logements/ ha
- le nombre de personnes par logement : **2,2 personnes / logement** (base de calcul également utilisé pour le SCOT Bourg Bresse Revermont).
- Rétention de 2.

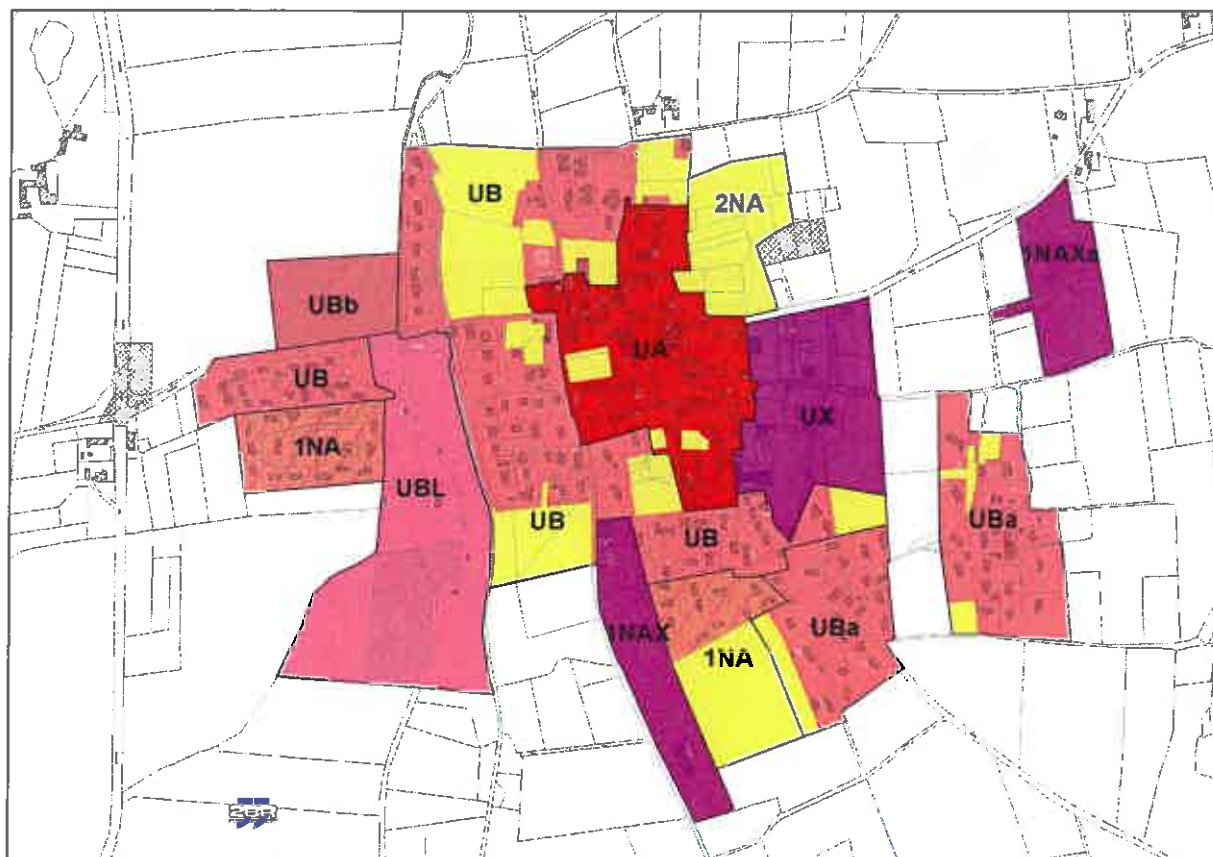
La superficie restant libre à urbaniser est de l'ordre de 18,13 ha (9,06 ha avec une rétention de 2). Ainsi, au total, ce sont **90 lots qui étaient envisageables** avec le POS, **sur 9,06 ha**.

ZONES			Superficie disponible	Application d'un taux de rétention de 2	Nombre de lots ou logements (densité retenue = 10 lgts/Ha)	Nombre d'habitants (taux retenu = 2,2 hab/igt)
<b>Zones urbaines</b>	<b>sous-total</b>		<b>7,1514</b>	<b>3,5757</b>	<b>35,76</b>	<b>78,67</b>
	Zone Ua		0,80	0,40	4,01	8,82
	Zone UB		5,46	2,73	27,30	60,07
	Zone UBa		0,89	0,44	4,45	9,78
<b>zones à urbaniser</b>	<b>sous-total</b>		<b>4,84</b>	<b>2,42</b>	<b>24,19</b>	<b>53,23</b>
	Zone 1NA		2,20	1,10	11,02	24,23
	Zone 2NA		2,64	1,32	13,18	28,99
<b>ZONE NB</b>	<b>sous-total</b>		<b>6,14</b>	<b>3,07</b>	<b>30,70</b>	<b>67,53</b>
		Mas du Lait	0,69	0,35	3,47	7,63
		Mas Bonin	0,80	0,40	4,02	8,85
		Grandes Cointières	2,20	1,10	10,99	24,18
		Mas Vernon	0,65	0,32	3,23	7,10
		Les Guignièrès	1,80	0,90	8,99	19,78
<b>Toutes zones urbaines confondues</b>	<b>TOTAL</b>		<b>18,13</b>	<b>9,06</b>	<b>90,65</b>	<b>199</b>

Comme il est possible de le voir sur l'illustration ci-après, les zones de développement pour l'habitat prévues par le POS semblent bien situées pour permettre une urbanisation en épaisseur, en densification et extension aux abords immédiats du centre bourg.

Le travail ayant conduit à l'aboutissement du zonage du P.L.U. a principalement consisté en une redistribution des secteurs à urbaniser, en fonction de problématiques de maillage des voies, de la prise en compte de la réalisation de la nouvelle école,

**Capacités de remplissage du zonage du POS : (secteurs non bâtis en jaune, avant réalisation de la nouvelle école).**





### III. LES ENJEUX ET ORIENTATIONS DU PLU

Suite aux conclusions du diagnostic communal, et dans une volonté de préserver les équilibres en places sur le territoire communal, la commune de Dompierre-sur-Veyle a décidé de maîtriser son développement selon 4 grandes orientations :

#### I – MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT DÉMOGRAPHIQUE, EN COHERENCE AVEC LE SCOT, PAR UNE ORIENTATION SPATIALE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

##### ▪ Maitriser l' accroissement démographique :

L'objectif de croissance de la commune s'inscrit dans le cadre général du scénario retenu pour le SCOT « Bourg - Bresse - Revermont », soit 1,00 % de croissance par an d'ici 2028.

**Cette hypothèse suppose une augmentation du nombre d'habitants se situant à 264, soit environ 120 logements nouveaux (SCOT définit une moyenne de 2,2 habitants par logements).**

##### ▪ Conforter le centre bourg :

Les nouvelles opérations seront localisées essentiellement dans la continuité immédiate du centre bourg, à proximité des équipements existants et futurs.

##### ▪ Qualifier les espaces publics :

La place centrale du bourg, l'espace de loisirs autour de la Veyle, ainsi que les liaisons au sein du bourg et vers les équipements publics bénéficieront d'un traitement qualitatif permettant de renforcer la qualité de vie locale.

##### ▪ Développer les équipements et services publics :

Afin de mieux répondre aux besoins de la population, la commune souhaite étendre les équipements de la mairie, notamment les archives municipales, ainsi que la bibliothèque.

- Limiter l'urbanisation dans les hameaux :

Les hameaux existants seront limités au périmètre bâti, et à l'exclusion de toute extension spatiale de leur emprise.

Un développement très mesuré à l'intérieur des hameaux constitués sera cependant possible, dans le respect de la trame bâtie existante.

Aussi, il pourra être nécessaire, dans certains cas, de réduire le zonage constructible du POS lorsque celui-ci conduit à une possible extension du périmètre d'un hameau.

- Proposer une offre mixte en matière de logements :

Dans un souci d'équilibre des territoires et de mixité sociale et urbaine, les opérations de logements intégreront une part significative de logements de type intermédiaire et petit collectif. Par ailleurs, dans le but d'assurer une offre suffisante en logements locatifs et notamment sociaux, ceux-ci devront représenter entre 15 et 25 % des nouvelles constructions de logements.

## **II – PROMOUVOIR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN PHASE AVEC LE PROFIL RURAL DE LA COMMUNE**

- Préserver le potentiel agronomique, économique et écologique des terres agricoles :

Le maintien d'une économie rurale est particulièrement importante pour le maintien de l'équilibre spatial, des écosystèmes en place, ainsi que pour l'intérêt de la préservation d'une agriculture locale et séculaire.

- Redéfinir les secteurs d'implantations artisanales et industrielles sur le territoire communal :

Certaines zones réservées par le POS aux activités artisanales et industrielles se révèlent aujourd'hui mal positionnées au vu des objectifs de développement du centre bourg. Les zones Ux et 1Nax notamment, non totalement investies, doivent connaître une mutation pour permettre le développement d'un habitat mixte et

éventuellement de nouveaux services et commerces de proximité en extension immédiate du bourg.

- Permettre le maintien de l'offre commerciale de proximité, et favoriser les conditions de son développement :

Du point de vue du SCOT, en tant que pôle local, les activités commerciales doivent répondre à une demande de proximité locale, à l'échelle communale. Par ailleurs, l'axe principal de traversée Nord-Sud de la commune (RD 22) passe à l'extérieur du bourg, et de fait ne permet pas aux commerces du bourg de bénéficier d'une clientèle de passage.

Néanmoins, une forte demande locale existe en matière de biens de première nécessité et services de proximité.

### **III – SECURISER TOUS LES MODES DE DEPLACEMENT ET ANTICIPER LES BESOINS EN STATIONNEMENTS**

- Valoriser et sécuriser les entrées du bourg :

Les entrées Est et Ouest du bourg de Dompiere-sur-Veyle ne sont actuellement pas valorisantes pour l'image du village. Par ailleurs, il n'existe aucun aménagement permettant d'encourager les véhicules à ralentir, tant par des aménagements visuels que physiques.

- Améliorer les conditions de circulations pour les piétons et cyclistes

- Prendre en compte les déplacements dans le reste de la commune :

Les déplacements sur les voies communales et chemins ruraux, notamment entre le bourg et les hameaux, mais également pour les engins agricoles, ne permettent pas toujours de garantir une bonne sécurité pour les usagers.

- Prévoir le développement d'une offre de stationnement en phase avec les besoins des habitants

#### IV – PROTEGER ET VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET BATI

- Préserver les espaces d' intérêts écologiques des occupations et utilisations du sol qui pourraient les fragiliser : boisements, ripisylves, haies, étangs...
- Entretenir et préserver les éléments du patrimoine bâti
- Mettre en valeur les grandes structures du paysage
- Prendre en compte les différents risques (naturels, technologiques)

#### IV. CAPACITES D'ACCUEIL DU P.L.U.

Dans un premier temps ont été recensées les superficies disponibles sur les terrains constructibles du P.O.S., mais non encore bâtis.

Ces superficies ont ensuite été analysées à la lumière des orientations du SCOT Bourg-Bresse-Revermont, afin de révéler l'écart éventuel entre les deux, et orienter le travail entre développement spatial, résorption ou redéploiement des capacités.

##### Capacités d'accueil du P.L.U. :

ZONES			Superficie disponible	Application d'un taux de rétention de 2	Nombre de lots ou logements (densité retenue = 10 lgts/Ha)	Nombre d'habitants (taux retenu = 2,2 hab/lgt)
<b>Zones urbaines</b>	<b>sous-total</b>		<b>7,1514</b>	<b>3,5757</b>	<b>35,76</b>	<b>78,67</b>
	Zone UA		0,80	0,40	4,01	8,82
	Zone UBa		4,94	2,47	24,71	54,37
	Zone UBa		0,89	0,44	4,45	9,78
<b>zones à urbaniser</b>	<b>sous-total</b>		<b>11,33</b>	<b>5,67</b>	<b>56,65</b>	<b>124,63</b>
	Zone 1AU		3,82	1,91	19,10	42,02
	Zone 2AU		7,51	3,76	37,55	82,61
<b>ZONE UF et Ufp</b>	<b>sous-total</b>		<b>3,62</b>	<b>1,81</b>	<b>18,09</b>	<b>39,81</b>
		Mas du Lait	0,30	0,15	1,50	3,30
		Mas Bonin	0,80	0,40	4,02	8,85
		Grandes Cointières	1,33	0,67	6,66	14,66
		Mas Vernon	0,65	0,32	3,23	7,10
		Les Guignièrès	0,54	0,27	2,69	5,91
<b>Toutes zones urbaines confondues</b>	<b>TOTAL</b>		<b>22,10</b>	<b>11,05</b>	<b>110,50</b>	<b>243</b>

Ce tableau tient compte du zonage du P.L.U., lequel a fait le choix du développement spatial de certains secteurs au sein du centre bourg, et parfois en continuité.

Parallèlement, afin de lutter contre la dispersion de l'habitat par rapport aux équipements publics et commerces, le choix a été fait de circonscrire l'urbanisation des hameaux au périmètre de leur trame bâtie actuelle, ce qui a engendré le reclassement d'un certain nombre de terrains en zonage agricole.



## **V. COMPATIBILITE AVEC LES NORMES SUPERIEURES**

### **V.1. Compatibilité avec le SCOT Bourg-Bresse-Revermont**

Le territoire de Dompierre-sur-Veyle s'inscrit dans le SCOT de Bourg – Bresse – Revermont, approuvé le 14 décembre 2007.

Le parti d'aménagement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable correspond à *un développement maîtrisé et structuré du territoire* et s'appuie sur trois axes stratégiques :

- développer le territoire par l'organisation de sa croissance démographique, l'encouragement de son dynamisme économique, et son ouverture sur l'extérieur ;
- Renforcer l'armature territoriale du territoire et maîtriser la croissance des déplacements ;
- Maîtriser la consommation de l'espace et préserver les milieux naturels et les paysages.

#### **V.1.1. Organisation de l'espace**

Dans l'armature territoriale définie par le SCOT, la commune de Dompierre-sur-Veyle est un pôle local, pour lequel est fixé un objectif de part de croissance de + 120 logements à échéance 2028, ce qui représenterait environ 1% annuel de croissance démographique par rapport à la population de 2009.

Les capacités d'accueil du PLU de Dompierre-sur-Veyle font état d'un remaniement du zonage du POS, sans bouleverser les capacités d'accueil de population, qui ont cependant été augmentées pour s'approcher de l'objectif du S.C.O.T., qui fixe pour la commune une consommation de terrains cible de 12 ha, selon une densité de 10 logements à l'hectare.

Le P.L.U. permet une production de 110 logements pour une consommation de 11 hectares, en garantissant la maîtrise du développement en classant une part

significative de zones 2AU, déblocables progressivement en fonction du rythme de développement de la commune.

Aussi le P.L.U. respecte le principe de compatibilité avec le S.C.O.T. Bourg-Bresse-Revermont.

### **V.1.2. Développement économique**

Le SCOT a mis en place une hiérarchisation des zones d'activités. Pour la commune de Dompierre-sur-Veyle, le SCOT prévoit qu'elle ait la possibilité de définir jusqu'à environ 3 ha (en nouvelle zone ou en extension) de zone d'activité locale pour l'artisanat.

Entre les zones Ux, 1NAX et 1NAXa, le POS de Dompierre-sur-Veyle proposait plus de 12 ha de zones à vocation d'activité, dont au moins 7 ha n'étaient pas occupés.

Le PLU ne prévoit pas de nouvelle zone d'activités ni l'extension des zones existantes. Le PLU a redistribué l'offre de foncier à vocation d'activités, tout en lui maintenant la capacité d'accueillir des entreprises à la hauteur des besoins de la commune.

Il a permis ainsi, non seulement une meilleure intégration paysagère de l'ancienne zone 1NAXa, qui était détachée du bourg, en la repositionnant vers l'ouest, moyennant le respect d'une zone non aedificandi le long des canalisations de gaz et d'hydrocarbures.

De façon générale, le positionnement et zones d'activités était à la fois éclaté et très proche du centre bourg. Le choix d'un développement de l'habitat en continuité et au cœur du bourg en lieu et place de portions de zones d'activités non exploitées restait plus défendable en matière de développement durable pour la commune.

### **V.1.3. Croissance du tissu urbain et déplacements**

Le Document d'Orientations Générales, indique des densités minimales à respecter (10 logements/ha). Le PLU de Dompierre-sur-Veyle, en imposant pas de COS en zone UA et avec un COS de 0,4 en zone UB et AU, permet d'assurer la réalisation d'opération suffisamment dense et de diversifier l'offre de logements.

Le PLU de Dompierre-sur-Veyle, en privilégiant un développement démographique à partir du centre dans les zones desservies par le transport en commun (8,1 ha en zones AU y compris les opérations en cours) et reliées au centre par des liaisons piétonnes que les orientations d'aménagement prévoient de développer, respecte donc les orientations du PADD et du DOG du SCOT.

#### **V.1.4. Mixité sociale**

Le SCOT prévoit que pour les pôles locaux, une part significative de logements neufs et réhabilités dans le tissu existant ou en extension soit consacrée à du logement social : cette part s'élève à 15% et il sera tenu compte de l'offre de logement social existante.

La commune de Dompierre-sur-Veyle dispose d'ores et déjà d'un taux d'environ 10% de logements aidés (45 logements). La réalisation d'une opération de logements aidés, dans un secteur de renouvellement urbain en partie Est du centre bourg répond en partie à cet objectif, et contribue de surcroît à reconstruire le village sur lui-même, dans un souci d'économie d'espace, de proximité des habitants d'avec les équipements publics, commerces et services.

Par ailleurs, pour s'assurer d'atteindre l'objectif visé, la commune de Dompierre-sur-Veyle prévoit que, dans les zones 1AU, les nouveaux programmes de logements devront intégrer une proportion d'au moins 25% de logements sociaux.

Pour respecter le SCOT, Dompierre devrait construire à l'horizon 2028 au minimum 16 logement sociaux.

Pour respecter le PLH, Dompierre doit construire à l'horizon 2016 une douzaine de logements sociaux correspondant à 25% de l'offre nouvelle.

#### **V.1.5. Protection des zones naturelles et des espaces agricoles**

Le SCOT préconise de protéger et de mettre en valeur les sites à protéger en raison de leur richesse environnementale, de la vulnérabilité des habitats en place, de la préservation des espèces : ZNIEFF de type 1, site Natura 2000, ZICO...

Il est également préconisé de protéger les corridors écologiques correspondant aux grands axes de déplacement de la faune.

Le SCOT précise que dans ces corridors qui pourront être classés en zone A ou N, les constructions de bâtiments soient interdites et les voies de circulation fortement déconseillées.

Le PLU de Dompierre-sur-Veyle ne réduit aucun espace naturel faisant l'objet d'un inventaire du patrimoine naturel ou d'une directive intercommunautaire, (ZNIEFF 1, Natura 2000, ZICO) et les a classé en zone naturelle : ensembles boisés à l'est et à l'Ouest, les étangs et les bois associés ainsi que la Veyle et sa ripisylve.

Le PLU classe en zone agricole l'ensemble des terres cultivées et a pris en compte les règles de réciprocité autour des bâtiments d'élevage.

#### **V.1.6. Préserver les paysages naturels et urbains et qualifier les entrées de ville**

Le SCOT préconise de préserver les éléments de paysage repérés dans le DOG ainsi que de porter une attention particulière en matière de traitement des entrées de ville.

Une étude paysagère sur l'ensemble de la commune a permis d'identifier et de prendre en compte les principales valeurs paysagères de la commune. Une réflexion sur les entrées de village a été menée pour requalifier ces espaces.

### **V.2. Compatibilité avec le PLH**

Pour Dompierre-sur-Veyle, 12 logements aidés devront être créés sur la période 2008-2016. D'ores et déjà, des opérateurs ont déposé des permis de construire pour réaliser l'offre en logement aidé envisagé à moyenne et longue échéance.

Les orientations d'aménagement permettent de répondre aux besoins en logements aidés tels que définis, en effet, entre 15 et 25% des nouveaux logements créés sur la commune devront être sociaux (correspondant aux fourchettes définies par le PLH et le SCOT à long terme).

## VI. EMPLACEMENTS RESERVES

Dans le cadre de l'étude du P.L.U., les collectivités et l'Etat ont la possibilité de prévoir leurs projets d'équipements tant au niveau des infrastructures que des superstructures.

Cette possibilité permet au bénéficiaire de l'Emplacement Réservé d'empêcher toute utilisation du terrain et, en même temps, en cas d'aliénation, d'avoir un droit de préemption sur celui-ci.

En contrepartie, le particulier peut mettre en demeure la Collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé, de procéder à son acquisition. La Collectivité ou le service public pour lesquels le terrain est réservé doit se prononcer dans un délai d'un an à compter de la réception en Mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord à l'amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard **deux ans** à compter de la réception en Mairie de cette demande.

Numéro	Désignation
ER 1	Extension du cimetière
ER 2	Élargissement de la rue de la place de la Mairie
ER 3	Création d'une aire de stationnement route du Priay
ER 4	Création d'un cheminement le long de la Veyle
ER 5	Création d'un cheminement le long de la Veyle
ER 6	Création d'un cheminement piéton au lotissement Croix du Sud
ER 7	Création de voirie au lotissement Croix du Sud
ER 8	Élargissement de la rue de la Pallotière
ER 9	Élargissement de la VC n°20 au Mas Vernon
ER 10	Élargissement de la voie au hameau des Grandes Cointières
ER 11	Élargissement de la VC n°5 dite chemin du Pie rray
ER 12	Élargissement de la VC n°23 dite des Baraques
ER 13	Élargissement de la VC n°24 au hameau des Gui gnières
ER 14	Élargissement de la VC n°24 au hameau des Gui gnières
ER 15	Élargissement de la VC n°25 dite chemin du Ma s Granger
ER 16	Élargissement de la voie au hameau Mas Blanc



## VII. JUSTIFICATION DU ZONAGE DU P.L.U.

Le projet communal d'aménagement et de développement durable, dont les grandes lignes sont décrites dans la troisième partie du présent rapport, se traduit dans les documents graphiques qui font apparaître les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles.

### ▪ Les trames de risques naturels

Un secteur est concerné par un risque naturel d'inondation de la Veyle.

Le risque se localise au niveau de la RD 17 et du Moulin, en bordure Ouest du bourg de Dompierre-sur-Veyle. Une partie du secteur est entièrement urbanisé et classé en zone UB, UBL et l'autre partie est classée en zone naturelle dans le PLU.

### ▪ Les risques technologiques

Plusieurs secteurs sont concernés par des risques technologiques liés à des canalisations de gaz et de produits chimiques. Le risque a été identifié par les servitudes d'utilité publique et le règlement du PLU indique les prescriptions que doivent suivre les secteurs concernés.

### **VII.1. Les zones urbaines**

Les zones urbaines, dites « U » sont définies dans le Code de l'Urbanisme : *« peuvent être classés en zone urbaine les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».*

Elles comprennent les zones UA, UB (sous-secteur UBa), UF, UFp, UX et UBL.

#### **VII.1.1. La zone UA**

La zone UA a une fonction principale d'habitat. Elle comprend aussi bien des habitations que des commerces, des services et des activités non-nuisantes.

Elle concerne la partie dense et centrale de l'agglomération actuelle dans laquelle les constructions sont édifiées, en règles générales, à l'alignement des voies en ordre continu. La zone UA représente 7,4 ha, et ne présente aujourd'hui plus que très peu de surface disponible (moins d'1 ha).

Dans le centre bourg, le dessin de la zone UA ne connaît aucune modification par rapport à celui du POS.

Les dispositions réglementaires favorisent la conservation et la restauration du tissu urbain :

- les règles concernant l'aspect extérieur des constructions tendent à préserver l'homogénéité de l'aspect du bâti.
- l'implantation des constructions s'effectue avec un retrait maximum de 1 mètre afin de reproduire la typologie de bâti existant.
- le COS n'est pas réglementé

L'article 7 relatif à l'implantation en retrait des limites séparatives des constructions prévoit plusieurs exceptions afin de favoriser les constructions en mitoyenneté dans une bande de 20 mètres de large comptée à partir de l'alignement. Les caractéristiques morphologiques de la commune incitent à prévoir les nombreux cas de figure se présentant. Les exceptions à cette règle se retrouvent dans la plupart des zones.

#### **VII.1.2. La zone UB et sous secteur UBa**

La zone UB a une fonction principale d'habitat. Elle comprend aussi bien des habitations que des commerces, des services et des activités non nuisantes.

Il s'agit de quartiers plus récents en extension du centre bourg ancien. Les constructions y sont généralement édifiées en retrait par rapport aux voies et en ordre discontinu.

Elle comporte un secteur UBa correspondant à des quartiers plus éloignés du centre bourg ancien et plus proches de la canalisation de transport de gaz, pour lesquels on recherchera une densité moins forte.

Les constructions sont généralement en retrait par rapport aux voies et en ordre discontinu. L'ensemble de la zone UB et le sous-secteur UBa sont reliés au réseau d'assainissement collectif.

Au total, la zone UB et le sous-secteur UBa, dont les hauteurs et le COS varient par rapport à l'ensemble de la zone UB, représentent une superficie d'environ 29 ha.

La zone UB, est située dans la continuité immédiate de l'urbanisation du centre ancien. Elle représente une superficie de 20,5 ha.

Cette zone a été étendue sur l'emprise de certains terrains de l'ancienne zone 1NA :

- sur le secteur de la Croix, bâtis depuis l'élaboration du POS,
- Sur le secteur « Logis de Belvey » à l'Ouest du centre bourg, entièrement bâti depuis l'élaboration du POS.

Elle a également été étendue au Nord, sur le secteur du Châtelet, pour intégrer des bâtiments situés en continuité de la limite de zone au POS, et dont la destination d'habitation n'a aucun lien avec l'agriculture.

Elle a en revanche été réduite de 2,6 ha sur le secteur au Nord du Moulin, au profit des zones 1AU et 2AU. En effet, un ensemble foncier de cette taille nécessite de faire l'objet d'une orientation d'aménagement

Elle a également été réduite de la parcelle n°1243, dont le positionnement dans le POS en faisait une parcelle enclavée.

Les limites du secteur UBa n'ont pas été modifiées par rapport au POS.

### **VII.1.3. La zone UBL**

La zone UBL est destinée à accueillir des équipements collectifs de loisirs, sportifs ou culturels. Pourront aussi s'y implanter des équipements collectifs à vocation sociale ou de santé, et en particulier de type maison de retraite ou logements pour personnes âgées. Elle a une superficie totale de 8,4 ha.

Elle correspond au parc situé en entrée Sud-Ouest du bourg, le long de la Veyle, aboutissant au Nord sur la RD n°17.

Son emprise n'a pas été modifiée par rapport au P.O.S.

#### **VII.1.4. La zone UF et sous secteur UFp**

La zone UF correspond aux hameaux et secteurs ruraux d'habitat éloignés du centre bourg ancien, partiellement desservis par les équipements.

Ces hameaux, anciennement agricole, ont maintenant une vocation d'habitat largement dominante.

Ils présentent souvent une double structure urbaine : d'une part un noyau de bâti ancien dense et d'autre part des extensions pavillonnaires moins denses.

C'est pourquoi la zone UF comprend un secteur **UFp** correspondant à ces extensions peu denses plus récentes.

Sur la base notamment des prescriptions du S.C.O.T. et de l'article L110 du code de l'urbanisme, impliquant un souci d'économie d'espace dans le développement urbain, il s'agit de n'admettre qu'une circonscription des hameaux au périmètre du bâti existant (anciennes zones NB du P.O.S.), de manière à privilégier le développement à partir du centre bourg.

Au total, ces zones représentent 22,2 ha, réparties sur l'ensemble du territoire communal.

Les limites de ces hameaux ont été modifiées par rapport à l'ancien POS.

Le P.L.U. circonscrit en effet la zone constructible au périmètre entourant les bâtiments existants et en conservant les dents creuses.

Les hameaux conservent dans la zone UF ou UFp les jardins des habitations existantes qui n'ont pas d'usage agricole, et les terrains constituant des excroissances par rapport au périmètre des constructions existantes.

Les hameaux concernés par ces remaniements de zonage sont :

- Le Mas du Lait,
- Le Mas Bonin et le Pierret,
- Les Grandes Cointières,
- Les Guignières,
- Le Mas Massard.

### **VII.1.5. La zone UX**

Cette zone est destinée à accueillir principalement des activités artisanales, industrielles, commerciales, bureaux, hôtelier, entrepôts commerciaux et de services, qui ne peuvent trouver leur place dans le tissu urbain à dominante d'habitat. La zone UX du PLU de Dompierre-sur-Veyle correspond à deux secteurs.

D'une part, la zone Ux existante au POS en extension immédiate du centre bourg à l'Est, et dont la superficie a été réduite par rapport au POS, pour être recentrée autour des activités existantes, et privilégier, sur la partie Sud de l'ancienne emprise de la zone, le développement de constructions à usage d'habitat.

Les bâtiments hébergeant plusieurs activités le long de la V.C. n°8, situés en zone UX au P.O.S. et passés en zone 1AU au P.L.U. seront amenés, en cas d'extension, à se repositionner sur les zones d'activités à l'Est du bourg.

D'autre part, le P.O.S. disposait d'une autre zone UX, au Sud du bourg, laquelle ne comprenait que deux entreprises, positionnées chacune à une extrémité de la zone. Cette zone mute dans le P.L.U., l'activité située la plus au Nord étant intégrée dans la zone UB, et l'autre, à l'extrémité Sud, a conservé un zonage Ux, reconnaissant le statut artisanal du secteur.

La zone UX occupe une superficie totale de 2,6 Ha, et fait l'objet d'une orientation particulière d'aménagement, qui en fixe l'organisation spatiale en lien avec la zone 1AUx, de manière à garantir un maillage viaire et une organisation cohérente de ces zones à vocation d'activité. Cette orientation particulière s'inscrit également dans une recherche de sécurisation des accès à partir de la RD n°17.

### **VII.2. Les zones à urbaniser à court, moyen et long terme**

Elles sont définies par l'article R123-6 du Code de l'Urbanisme : « peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverte à l'urbanisation ».

Le PLU prévoit plusieurs zones à urbaniser, à court ou moyen (1AU) et à long terme (2AU).



Elles doivent permettre le développement démographique de la commune. Au total, elles représentent 11,3 ha (dont près de 7,5 ha sont destinés au développement démographique à court et moyen terme et près de 3,8 ha pour le développement démographique à long terme).

Par rapport au P.O.S., le P.L.U. a apporté un certain nombre de modifications concernant l'implantation et l'étendue des zones à urbaniser, justifiées soit par la nécessité de prévoir l'organisation d'importantes superficies en zone UB, soit par le caractère stratégique de leur implantation par rapport au centre bourg et à ses équipements, soit par l'absence de possibilités d'assainissement.

Par ailleurs, en vue d'accéder à l'objectif du SCOT pour la commune de produire à minima 15% de logements sociaux parmi les nouveaux logements, la commune de Dompierre-sur-Veyle prévoit que, en zone 1AU, au moins 25% des nouveaux programmes de logements devront être affectés à du logement social.

#### **VII.2.1. Les zones 1AU**

Il s'agit d'une zone à vocation d'habitat non (ou insuffisamment) équipée, réservée à l'urbanisation future, à court ou moyen terme, sous forme de quartiers nouveaux aménagés de façon cohérente.

Sa vocation est d'accueillir, dès à présent, aussi bien des habitations que des commerces, des services et des activités non nuisantes, dans le cadre d'opérations qui respecteront les principes d'organisation des orientations d'aménagement intégrées au présent document de PLU.

Au total, elles représentent près de 7,5 ha.

- La zone 1AU au Nord-ouest du centre bourg, située le long de la RD 17 : Elle correspond à une portion de 1,4 Ha de l'ancienne zone UB. Son urbanisation, dans le respect de l'orientation d'aménagement, permettra de garantir une continuité de l'habitat par rapport au centre-bourg, mais permettra également de participer à la qualification paysagère cette entrée du village.

- La zone 1AU située au Sud du centre bourg, le long de la V.C. n°2 : D'une superficie de 1 Ha, elle correspond à une portion de l'ancienne zone UX, et son reclassement est justifié pour plusieurs raisons.

D'une part, elle permet de privilégier l'implantation d'habitat à proximité immédiate de la nouvelle école, ce qui laisse envisager l'économie de déplacements motorisés pour l'accompagnement des enfants.

Par ailleurs, elle est située en entrée Sud du village, et permettra, grâce au respect de l'orientation d'aménagement dont elle fait l'objet, de participer à sa qualification paysagère. En termes opérationnels, la 1AU « Sud » devra être réalisée après la zone 1AU Sud-Est présentée ci-après.

Enfin, elle s'inscrit en continuité des secteurs habités, et participe de fait à un épaississement de la trame urbaine autour du centre bourg, en cohérence avec les orientations du SCOT et le code de l'urbanisme.

- La zone 1AU située en bordure Sud-est du centre-bourg, en lieu et place de la portion Sud de l'ancienne zone UX.

Cette zone à vocation principale d'habitat, d'une superficie d'environ 1,4 Ha, s'inscrit dans une démarche de renouvellement urbain. Elle est actuellement en partie occupée par quelques activités économiques, dont le développement potentiel sera à envisager sur la zone à urbaniser à vocation d'activités, à l'Est du bourg. La priorité a en effet été donnée au développement d'habitat et à la valorisation paysagère et urbaine de ce secteur du bourg. Elle est concernée par un projet de construction d'habitat mixte, intégrant des logements aidés et qui permettra notamment de répondre aux exigences du SCOT et du P.L.H. en matière de mixité sociale.

Par ailleurs, comme le permet l'article L.123-1-16° du code de l'urbanisme, cette zone ne pourra être effectivement ouverte à l'urbanisation qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, de façon à garantir un développement progressif de l'urbanisation du bourg.

### **VII.2.2. La zone 2AU**

La zone 2AU correspond au secteur de la commune réservé pour l'urbanisation future à long terme.

Le PLU prévoit quatre zones, situées dans le prolongement des zones actuelles, en entrée Sud, Est et Ouest du centre bourg. Ces zones sont positionnées au plus près du centre bourg et des zones 1AU. Elles permettront d'être une réserve d'urbanisation à long terme et font l'objet d'orientations d'aménagement.

D'une superficie totale de 7,5 ha, elles pourront être ouvertes à l'urbanisation par le biais d'une modification ou d'une révision du P.L.U.

- La zone AU2 située au Nord-ouest du centre bourg, le long de la Veyle, en lieu et place de la portion Nord de l'ancienne zone UB. Faisant l'objet d'une orientation d'aménagement en cohérence avec celle de la zone 1AU immédiatement au Sud, elle permettra de maîtriser l'urbanisation de ce secteur dans le temps.

D'une superficie de 1,1 Ha, elle intégrera une desserte viaire permettant de relier la RD n°17 à la V.C. n°3.

Concernée dans sa frange Ouest par l'aléa moyen d'inondation de la Veyle, elle fait l'objet d'une orientation d'aménagement prévoyant la réalisation d'une bande d'espaces verts garantissant un recul des constructions et une absence d'implantation sur les terrains concernés par l'aléa.

- La zone 2AU située en entrée Est du bourg, le long de la RD n°17, bordant le cimetière.

Elle correspond à environ la moitié de la superficie de l'ancienne zone 2NA implantée sur le même site. La partie Nord a été reclassée en zone naturelle (N) du fait d'une part des grandes difficultés qu'elle impliquerait pour son assainissement collectif, et d'autre part pour préserver de l'urbanisation les abords de la butte du Molard, dans le respect de la note d'enjeux transmise à la commune par l'Etat.

D'une superficie de 1,5 Ha, cette zone permettra à long terme l'étoffement de l'urbanisation en continuité du bourg, et participera à la valorisation paysagère de cette entrée Est du village.

- La zone 2AU située en entrée Sud du bourg, en continuité Sud de l'école. D'une superficie de 1,9 Ha, cette zone était inexistante au POS. Elle permettra, lorsque cela sera nécessaire, d'accueillir des constructions à

proximité immédiate de l'école, ce qui, pour les mêmes raisons avancées pour la zone 1AU voisine, s'inscrit dans une démarche d'aménagement durable en continuité du bourg et des équipements publics.

Concernée dans sa partie Ouest par l'aléa moyen d'inondation de la Veyle, elle fait l'objet d'une orientation d'aménagement prévoyant de laisser une bande verte végétalisée afin de ménager un recul des constructions par rapport aux secteurs inondables.

- La zone 2AU située en extrémité Sud du bourg, immédiatement au Nord de la petite zone UX. D'une superficie de 2,9 Ha, elle prend place en partie sur une zone 1NA et sur une zone UX du POS.

### **VII.2.3. La zone 1AUx**

Cette zone, située en continuité de la zone UX en entrée Est du bourg, permettra l'accueil d'activités à vocation artisanale et commerciale, et notamment pour la réimplantation d'activités sises sur le territoire communal.

Elle reprend la vocation de l'ancienne zone 1NAXa du POS, mais elle est repositionnée au plus près de la zone existante.

D'une part, le positionnement initial constituait un risque important de consommation d'espace sur des terres agricoles et d'atteinte à la qualité paysagère des lieux.

Si ce rapprochement implique également que le passage des canalisations de gaz et d'Éthylène sera positionné de fait sous la bande Ouest de la zone, cela n'entraînera pas d'aggravation du risque, les contraintes d'implantation liées à la servitude s'appliquant quelque soit le statut de la zone qui recouvre les canalisations.

### **VII.3. La zone agricole**

La zone agricole est définie à l'article R.123-7 du Code de l'Urbanisme : « peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économiques des terres agricoles ».

Au total, la zone agricole représente 1103 ha, soit un peu plus du tiers de la superficie communale.

Les constructions et installations à l'exploitation agricole nécessaires et aux services publics ou d'intérêt collectif sont seules autorisées en zone A.

Cette zone recouvre surtout les terrains cultivés et les prairies.

Elle a subi une évolution par rapport au P.O.S, et notamment une résorption de l'ensemble des secteurs situés dans le périmètre NATURA 2000, lesquels ont été reclassés en zone naturelle. Cela ne signifie pas que les cultures et pâtures ne seront plus autorisées, mais seulement que les nouvelles constructions, y compris à usage agricole, ne seront pas autorisées, afin de préserver ces secteurs de toute incidence notable en terme d'équilibre écologique.

#### **VII.4. La zone naturelle**

La zone naturelle et forestière, dite « N » est ainsi définie à l'article R.123-8 du Code de l'Urbanisme : « peuvent être inclus dans ces zones les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ».

La zone naturelle représente une superficie totale d'environ 1723 Ha.

La zone Naturelle du PLU de Dompiere-sur-Veyle concerne en premier lieu les franges Est et Ouest du territoire.

Elles recouvrent notamment les périmètres de ZNIEFF de type 1 « Etangs de la Dombes » et les secteurs inscrits à l'inventaire NATURA 2000.

Le PLU a apporté de profondes modifications concernant l'emprise de la zone N, afin de prendre en compte l'ensemble des étangs et leurs boisements associés, pour assurer la préservation de l'écosystème Dombiste et prendre en compte ce site Natura 2000.

La superficie de la zone N passe de 592 Ha au POS à 1723 HA au P.L.U., ce qui correspond presque à un triplement de son étendue.

### Modifications apportées par rapport au POS.

- Pour des raisons liées tant à la préservation de la qualité de l'eau, à la préservation de la ripisylve et à la prévention contre le risque inondation, l'ensemble des terrains bordant la Veyle ont été classés en zone naturelle, alors qu'ils étaient classés en zone agricole et urbaine dans le POS.
- L'ensemble des étangs, des terrains les jouxtant et des boisements situés à proximité sur la frange Est du territoire, et couverts par le périmètre NATURA 2000, ont été classés en zone N, alors qu'une partie seulement l'était au P.O.S.
- Sur la frange Ouest, alors que le P.O.S. ne classait en zone naturelle que le Grand Marais, le P.L.U. intègre dans ce zonage non seulement les deux autres étangs situés en partie Nord, mais aussi les boisements et terrains alentours, dans un souci de préservation environnementale et de lutte contre la dispersion de l'habitat.

Le règlement de la zone N est très restrictif puisque l'objectif de cette zone est de maintenir strictement en l'état ces secteurs, d'un grand intérêt écologique et d'enjeu environnemental.

Néanmoins, les bâtiments existants peuvent être rénovés ou susceptibles d'une extension mesurée et les constructions d'annexes sont admises. Dans le règlement du POS, la hauteur des annexes est limitée à 3,50 mètres.



## VIII. SUPERFICIES DES ZONES DU POS ET DU PLU

### VIII.1. Superficie des zones du P.O.S.

ZONES	SUPERFICIE DE LA ZONE EN HA
UA	7,60
UB	19,50
UBa	9,60
UBb	1,90
UBL	8,60
UX	4,60
1NAX	2,60
1NAXa	2,30
1NA	6,00
2NA	2,70
NC	1979,60
NCc	9,00
ND	839,00
NB	17,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 910,00</b>

### VIII.2. Superficie des zones du P.L.U.

ZONES	SUPERFICIE DE LA ZONE EN HA
UA	7,60
UB	20,20
UBa	9,60
UBL	8,60
UX	2,60
UF	4,00
UFp	17,3
1AUX	2,8
1AU	3,70
2AU	7,50
A	1103,00
N	1723,10
<b>TOTAL</b>	<b>2 910,00</b>

## **IX. ESPACES BOISES**

### **Les espaces boisés classés et éléments du paysage à préserver**

#### **Article L 130-1 du code de l'urbanisme– Espaces Boisés Classés.**

Selon l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme, « les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier, enclos ou non, attenant au non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement interdit tout changement d'affectation au tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements ».

Ils concernent essentiellement plus particulièrement la partie Est de la commune, fortement boisée, ainsi que les boisements situés à l'Ouest.

Ils protègent également ponctuellement quelques bois, que le PLU souhaite préserver.

## **4<sup>ème</sup> PARTIE**

# **EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRISE EN COMPTE DE SA PRESERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR**

## **SOMMAIRE DE LA QUATRIEME PARTIE**

<b>I - Incidences des orientations du PLU sur l'environnement.....</b>	<b>p.127</b>
<b>II - Prise en compte de la préservation et la mise en valeur de l'environnement.....</b>	<b>p.130</b>

## **I. INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **I.1. Les milieux naturels**

La commune de Dompierre-sur-Veyle dispose d'un patrimoine naturel et paysager de qualité, représentatif de la Dombes avec de nombreux bois et étangs. L'importance internationale de la Dombes comme zone humide favorable aux oiseaux d'eau et la végétation extrêmement diversifiée et la faune associée.

Le développement urbain est circonscrit aux poches bâties existantes et ne réduit pas ces espaces naturels majeurs (Natura 2000, ZNIEFF 1):

Le développement de Dompierre-sur-Veyle est situé au Nord et au Sud du bourg dans la continuité de l'existant.

Les hameaux des Guignières, Mas Massard, Mas du Lait, Mas-Bonin / le Pierret, Grandes Cointières, Mas Vernon, sont limités à leur enveloppe existante, voire réduits pour certains, du fait de l'impératif de circonscription au périmètre bâti existant.

- Les bâtiments existants dispersés en zone agricole sont identifiés par un sous-zonage, au sein duquel les nouvelles constructions sont interdites et seule la réhabilitation et l'extension des bâtiments existants est autorisée.

### **I.2. Incidences sur le site Natura 2000**

La Dombes a été reconnu à la fois comme site d'importance communautaire pour Natura 2000 (FR 8201635) et correspond à une zone de protection spéciale (FR8212016).

De plus, la Dombes est également reconnu comme espace d'intérêt majeur par un classement en ZNIEFF de type 1 « Etangs de la Dombes » et en ZICO (zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) sur une partie du territoire.

Sont proposés à l'inscription au réseau Natura 2000 tous les étangs « cadastraux » de la Dombes, c'est à dire les zones ayant une vocation d'étang d'après le cadastre.

Ces étangs sont alimentés par les eaux de ruissellement et les pluies. Pour compléter leur remplissage, il s'est établi au fil du temps un système de chaîne d'étang dont le fonctionnement dépend de l'accord de tous les propriétaires.

Le PLU a identifié ces inventaires et a classé en zone naturelle le périmètre de la ZNIEFF 1. Pour le site de Natura 2000 « la Dombes », le PLU a classé tous étangs existant sur la commune en zone naturelle où aucune construction n'est autorisée.

Au niveau des extensions pour l'urbanisation, celle-ci sont concentrées autour du centre bourg, dans un espace où il n'y a pas d'étang. Elles appartiennent au bassin versant de la Veyle qui sera l'exutoire pour les eaux de ruissellement après rétention.

**Par ailleurs, tous les territoires de la commune concernés par la trame identifiant les sites proposés par la France pour être désignée au titre de la Directive Européenne Natura 2000 ont été classés soit en zone naturelle N (pour 98%) soit en zone agricole A, aucun développement sur ces sites n'étant prévu.**

**Le P.L.U. n'est donc pas de nature à permettre la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les étangs et leurs abords, ni tout autre secteur également identifié au titre de la directive Natura 2000.**

### **I.3. Incidences sur les espaces agricoles**

Le PLU favorise un urbanisme d'épaississement afin de renforcer les noyaux urbains existants et éviter le mitage de la zone agricole. De plus, les hameaux sont identifiés et l'urbanisation est contenue aux masses bâties existantes afin de ne pas les développer davantage.

En classant en zone agricole les exploitations ainsi que l'ensemble des terres cultivées, le P.L.U. participe à la pérennisation de cette activité. Le classement en zone agricole n'autorise que les constructions à usage agricole.

### **I.4. Incidences sur l'eau.**

Dans un objectif de protection de l'environnement, le PLU a prit en compte le zonage d'assainissement retenu par la commune. Ainsi, l'urbanisation à court terme prévue, se fera dans les secteurs reliés à assainissement collectif.



### **I.5. Incidences sur l'air et les énergies.**

La croissance de la population participe à la croissance de la pollution de l'air en induisant une augmentation des déplacements et des dépenses énergétiques (chauffage, électricité...).

Le PLU, en inscrivant des cheminements piétons entre les futures zones d'habitat et le centre et en inscrivant les futures zones d'habitat à l'intérieur du périmètre de desserte par les transports en commun, le P.L.U. concourt à minimiser les impacts sur les déplacements motorisés et la pollution de l'air.

### **I.6. Incidences sur le paysage.**

Le développement urbain avec la production de logements neufs et l'implantation de bâtiments d'activité peuvent marquer le paysage.

Le PLU, en localisant les extensions dans la continuité du bourg et dans le cadre d'opérations d'ensemble contribue à faciliter l'intégration de ces secteurs dans le paysage.

Le PLU a redessiné la zone d'activités pour procéder à un rééquilibrage en faveur de l'habitat en continuité immédiate du centre bourg, et permettre une meilleure insertion paysagère pour les implantations d'activités nouvelles.

### **I.7. Conclusion**

Le P.L.U., compte tenu de ses objectifs et de leur traduction réglementaire, n'est donc pas susceptible de générer quelque effet notable sur l'environnement.

De plus, pour prendre en compte la préservation et la mise en valeur de l'environnement, le PLU prévoit un certain nombre de mesures décrites ci-après.

## **II. PRISE EN COMPTE DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SA MISE EN VALEUR**

### **II.1. Les milieux naturels**

PLU assure la protection des espaces naturels en classant une grande partie du territoire en zone « N ». Cette zone naturelle couvre plus de 1734 ha du territoire, soit près de 60% de la superficie communale.

La commune dispose d'un environnement de qualité lié notamment à la diversité des milieux naturels. Dompierre-sur-Veyle se caractérise par l'équilibre entre deux entités homogènes qui font son identité : la rivière la Veyle, circulant au milieu du bourg et longeant la frange Ouest du territoire, à proximité d'étangs, et les ensembles mixte de bois et d'étangs sur les franges Est et Ouest. Le PLU assure la préservation de cet équilibre par le classement de ces éléments en zone N. Ce classement assure la protection des espaces naturels où les nouvelles constructions sont interdites.

L'ensemble des bois et forêts intéressants sont protégés par des Espaces Boisés Classés.

Ainsi, le développement territorial de la commune de Dompierre-sur-Veyle n'aura pas d'impact sur ce secteur classé en Natura 2000 et favorisera la préservation de la zone humide favorable aux oiseaux.

### **II.2. Le paysage**

La commune de Dompierre-sur-Veyle se caractérise par plusieurs structures paysagères et par un milieu écologique, un mode d'agriculture spécifique. Il est important de maintenir cette diversité qui contribue à l'identité de la commune. Une des spécificités réside dans son habitat constitué d'un bourg autour duquel gravitent plusieurs hameaux et des fermes dispersées.

**En effet, les secteurs paysagers les plus sensibles et à forte valeur paysagère ont été classés en zone N :**

### La vallée de la Veyle

La protection de cette valeur passe par la mise en place d'une zone N naturelle le long de la Veyle pour préserver l'intérêt paysager du site.

### Franges boisées à l'Est et à l'Ouest

La protection de cette valeur passe par la protection du milieu naturel et le classement en espaces boisés classés.

### Le paysage Dombiste

Protection des étangs et boisements qui représentent une valeur paysagère forte de ce terroir, par un classement en zone naturelle.

Protection de la plaine agricole par un classement en zone agricole permet de cultiver et d'entretenir ces paysages de bocage.

### Le bâti traditionnel des hameaux et bâtiments isolés

Ils présentent une valeur locale liée à leur bâti traditionnel. La protection de cette valeur passe par la préservation de l'ensemble bâti et de sa morphologie.

Les grandes propriétés et les châteaux de la commune représentent un patrimoine intéressant de la commune. La protection de cette valeur passe par leur classement en zone naturelle pour permettre leur préservation et leur réhabilitation afin de les valoriser dans le temps.

### Patrimoine bâti du bourg

- Le bourg ancien présente une morphologie et certains éléments architecturaux intéressants, doublés d'une valeur patrimoniale. La préservation de ce patrimoine, outre la conservation dans le temps, est mise en œuvre par les choix qui ont été conduits au sein du P.L.U., notamment les orientations d'aménagement, visant à favoriser non seulement un maillage des voiries, mais ouvrant aussi de nouvelles connexions piétonnes, permettant de « vivre » plus aisément le village au quotidien.

Dompierre-sur-Veyle possède un paysage naturel et bâti typique de la Dombes, que le PLU intègre et protège. En effet, les secteurs paysagers les plus sensibles et à forte valeur paysagère ont été classés en zone naturelle N. C'est le cas notamment du Château de Belvey. Pour ne pas modifier le paysage actuel du territoire, il s'agit de maîtriser l'urbanisation en l'organisant dans la continuité de l'existant.

### **II.3. Les risques naturels et technologiques**

Le PLU de la commune de Dompierre-sur-Veyle prend en compte les différents risques existants sur son territoire.

En effet, la commune est concernée par plusieurs types de risques.

#### **► Le risque d'inondation**

##### **Les zones d'aléa fort**

Les zones d'aléas forts ont été classées en zones N inconstructibles au PLU. Il s'agit principalement des abords directs de la Veyle au Nord et au Sud du pont sur la RD n°17.

Afin de préserver les constructions futures du risque inondation, ces secteurs ont été classés en zone Naturelle inconstructible, garantissant ainsi les secteurs d'expansion immédiate de la crue.

##### **Zones d'aléas faibles et moyens**

a) Zone UB au Nord du pont sur la RD n°17 : ce secteur est concerné par un aléa moyen d'inondation, alors qu'il est déjà entièrement construit. Aussi, le zonage en UB est maintenu, sachant que l'ensemble des terrains est déjà bâti.

b) Zone 2AU au Nord du pont sur la RD17 et au Sud de l'école : ces zones, destinées à l'urbanisation à long terme, est partiellement concernée par l'aléa moyen et l'aléa faible d'inondation dans sa partie Ouest, laquelle fait l'objet d'une orientation d'aménagement prévoyant la réalisation d'une bande verte sur les secteurs concernés par l'aléa inondation.

### **► Le risque technologique**

Dans les secteurs concernés par un risque technologique issu des canalisations de gaz et de produits chimiques, une trame de risque a été reportée sur le plan de zonage.

**Le règlement de chaque zone concernée indique l'existence de risques graves liés aux canalisations de gaz et d'hydrocarbure.**

Afin de limiter une densification de l'urbanisation trop importante, une densité maximum de 8 personnes / ha devra être respectée dans un rayon de 295 m pour les constructions à usage d'habitation et les ERP de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>ème</sup> catégorie ainsi que les immeubles de grande hauteur y sont interdits.

Le PLU préserve ainsi l'ensemble de son territoire du risque technologique qui existe.

